

# Plan de compensation des surcoûts du secteur de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion



en collaboration avec



-----

**Référence réglementaire :** chapitre V, article 70 et suivants du règlement n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

-----



Version finalisée du 25 mars 2015

## **INTRODUCTION GENERALE : RELATIONS ENTRE LES DIFFERENTS TYPES DE PECHE**

1. La Réunion, département d'outre-mer (DOM) français d'une superficie de 2 500 km<sup>2</sup>, dont seulement un millier est aménageable, offre à l'Union européenne (UE) un positionnement stratégique au cœur de l'océan indien ainsi qu'une solution originale du développement durable et socialement équilibré du secteur de la pêche et de l'aquaculture dans son bassin maritime.
2. Le secteur de la pêche maritime et de l'aquaculture de La Réunion ambitionne d'être en océan indien un témoin du modèle que prône l'Union européenne, soucieux des hommes et garant des écosystèmes marins, ainsi qu'une plaque tournante de l'exploitation durable des ressources halieutiques de son bassin maritime.
3. De par les défis d'autosuffisance alimentaire et énergétique à relever, d'une part, ainsi que le chantier de développement endogène de notre territoire ultramarin, d'autre part, la pêche et l'aquaculture, comme l'agro-alimentaire, constitue un secteur d'activités stratégique d'émancipation économique pour La Réunion.
4. Les potentiels maritimes sont pluriels en océan indien.
5. Les opérateurs maritimes réunionnais ont depuis 2009 dépassé leurs antagonismes pour traverser la crise économique et construire une filière structurée et solidaire en s'appuyant sur l'esprit individuel d'entreprise et une complémentarité d'actions concertées au sein d'une interprofession de la pêche et de l'aquaculture.
6. C'est l'ambition poursuivie que porte le plan de compensation des surcoûts de La Réunion pour la pêche et l'aquaculture qui s'appuie sur le diagnostic du secteur, ses forces et ses faiblesses ainsi que sa stratégie d'évolution et les interventions déterminantes à y apporter pour garantir son développement.

## SOMMAIRE

<b>1.DESCRPTION DE L'ENVIRONNEMENT RÉGIONAL.....</b>	<b>6</b>
1.1.ZONE DE PÊCHE, LICENCES ET PARTENARIATS AVEC LES PAYS DE L'ENVIRONNEMENT RÉGIONAL.....	7
1.2.SPÉCIFICITÉS DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE .....	8
<b>2.PRÉSENTATION DE LA FILIÈRE.....</b>	<b>8</b>
2.1.HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU SECTEUR .....	8
2.1.1.Description du secteur de la production jusqu'à la distribution et rappel des données historiques...	8
2.1.2.Le secteur aujourd'hui : forces et faiblesses, opportunités et menaces du secteur.....	9
2.1.3.Descriptif des marchés : local, d'exportation et d'importation.....	10
2.2.LES HANDICAPS.....	10
2.2.1.Les handicaps structurels.....	10
2.2.2.Les handicaps conjoncturels .....	11
<b>1.LES SURCOÛTS DES ACTIVITÉS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE LA RÉUNION</b> .....	<b>12</b>
2.3.MÉTHODOLOGIE DE CALCUL DES SURCOÛTS D'ACTIVITÉS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE.....	12
2.4.DÉFINITION DES ACTIVITÉS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE.....	12
2.5.HYPOTHÈSES DE CALCUL DES SURCOÛTS D'ACTIVITÉS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE.....	12
2.6.TABLEAUX DES SURCOÛTS PAR ACTIVITÉS ET PAR PÊCHERIES.....	12
2.7.TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SURCOÛTS D'ACTIVITÉS.....	86
2.8.IDENTIFICATION DES PRODUITS ÉLIGIBLES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE.....	86
2.9.IDENTIFICATION DES OPÉRATEURS ÉLIGIBLES.....	98
2.10.MODÈLE DE STRUCTURATION DES FLUX DE MATIÈRES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE LA RÉUNION.....	98
<b>3.LES OUTILS DE STRUCTURATION ACTUELS.....</b>	<b>98</b>
3.1.LES FONDEMENTS ET L'ORGANISATION INTERPROFESSIONNELS.....	98
3.2.LES RÉSULTATS DE LA DYNAMIQUE INTERPROFESSIONNELLE SUR LA PÉRIODE 2011-2013 .....	99
<b>4.LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE LA RÉUNION</b> .....	<b>100</b>
4.1.LE PROJET STRATÉGIQUE 2014-2020.....	100
4.2.PROPOSITION DE MESURES.....	101
4.3.TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MESURES DE COMPENSATION DES SURCOÛTS.....	104
4.5.LOGIGRAMME DES FLUX DE MATIÈRE ET DES CIRCUITS D'AIDE À LA COMPENSATION DES SURCOÛTS...106	
4.6.DEScriptif des mesures de compensation des surcoûts par activités.....	107
4.8.COMPILATION DES MESURES DE COMPENSATION DES SURCOÛTS PAR MODE D'ÉCOULEMENT.....	109
4.9.PROJECTION 2014-2020 DES MONTANTS D'AIDES À LA COMPENSATION DES SURCOÛTS.....	113
4.10.RÔLE DE L'ARIPA DANS LA GESTION DES AIDES.....	114
4.11.IDENTIFICATION DES AUTORITÉS COMPÉTENTES.....	114
4.12.FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE DU PLAN DE COMPENSATION (AIDE D'ÉTAT).....	114

## **SIGLES ET ABBREVIATIONS**

ACP	Afrique Caraïbes Pacifique
AFOM	Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces
AOT	Autorisation d’occupation temporaire
APP	Accord de partenariat de pêche
APPECOR	Association des petits pêcheurs côtiers de La Réunion
ARIPA	Association réunionnaise interprofessionnelle de la pêche et de l’aquaculture
ARUDEP	Association des usines de débarque et d’exportation du poisson
CHR	Cafés, hôtels et restaurants
CIOM	Conseil interministériel pour l’outre-mer
CNPMEM	Comité national des pêches maritimes et des élevages marins
CRPMEM	Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins
CTOI	Commission thonière de l’océan Indien
DCP	Dispositif de concentration de poissons
DMSOI	Direction de la mer Sud océan Indien
DOM	Départements d’outre-mer
EPV	Equivalent poids vif
EVAMER	Etablissements de vente en gros des produits de la mer
`FCD	Fédération du commerce et de la distribution
FGPMAR	Fédération des groupements de pêcheurs et mareyeurs de La Réunion
FK	Port-aux-Français
GIE	Groupement d’intérêt économique
GMS	Grandes et moyennes surfaces
IEDOM	Institut d’émission des départements d’outre-mer
IFREMER	Institut français de recherche pour l’exploitation de la mer
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRD	Institut de recherche pour le développement
KM	Kilomètre
KM <sup>2</sup>	Kilomètre carré
MNHN	Muséum national d’histoire naturelle
ONG	Organisation non-gouvernementale
OPROMAR	Organisation des producteurs de la mer et de l’aquaculture de La Réunion
ORGP	Organisation régionale de gestion des pêcheries
PCP	Politique commune de la pêche
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
RMD	Rendement maximum durable
RNNMR	Réserve nationale naturelle marine de La Réunion
RUP	Régions ultrapériphériques
SICR	Syndicat de l’importation et du commerce de La Réunion
SIH	Système d’informations halieutiques
TAAF	Terres australes et antarctiques françaises
TPE	Très petite entreprise
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UMIH	Union des métiers des industries hôtelières
VAT	Vidé avec tête
VDK	Vidé décapité
ZEE	Zone économique exclusive



## **PARTIE I : LES SECTEURS DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE, DES SAVOIRS-FAIRE DIVERSIFIES**

7. La filière de la pêche et de l'aquaculture, malgré sa place limitée dans l'économie de La Réunion, demeure un secteur d'avenir pour nombre d'opérateurs professionnels et de stabilité sociale pour d'autres. Ses productions représentent déjà le second poste des exportations de l'île (21,30%).

8. En 2013, avec un chiffre d'affaires estimé à 85 Millions d'euros et un effectif de 920 emplois directs et induits, la pêche et l'aquaculture représentent 0,52% du PIB et 0,37% des emplois de La Réunion.

9. Malgré la persistance de la crise économique depuis 2008, ce secteur dispose d'un important potentiel de croissance, axé, d'une part, sur l'étendue des eaux françaises environnantes et, d'autre part, sur des ressources halieutiques partagées qui restent encore disponibles à l'échelle du bassin maritime de l'océan indien.

10. L'état de la ressource halieutique en océan indien fait l'objet d'un suivi, s'agissant des pélagiques, par l'organisation régionale de gestion des pêcheries (ORGP), la commission des thons de l'océan indien (CTOI). Ses travaux de recherche et d'étude sur l'état des stocks permettent de corroborer, pour une large majorité des espèces sous contrôle, la disponibilité des ressources halieutiques.

11. La part du prélèvement en océan indien par les navires de La Réunion des espèces pélagiques est telle, à ses meilleures années de moins de 4500 tonnes en équivalent poids vif, soit moins de 0,21% des captures globales de thonidés, qu'elle n'est pas de nature à générer une quelconque forme de surpêche à l'échelle du bassin maritime de l'océan indien.

12. La variabilité de la productivité de la pêche de La Réunion a ainsi oscillé sur la période 2005-2009 entre 3484 et 4147 tonnes pour un nombre moyen de 286 navires. C'est dans cette fourchette de variabilité des prélèvements de la pêche de La Réunion que s'inscrit le présent plan de compensation des surcoûts. Cette variabilité constituera, ceteris paribus, le niveau de référence des captures totales de la flottille de La Réunion.

13. Ce secteur constitue ainsi une opportunité significative d'emploi et de création de valeur pour cette région ultrapériphérique (RUP) où le chômage atteint 30% de la population et où l'économie informelle freine encore le progrès social. Le rôle de ce secteur au niveau de l'emploi reste majeur pour le maintien d'une cohésion économique et d'une stabilité sociale ainsi qu'au niveau de l'aménagement équilibré du territoire.

14. Les statistiques sur le secteur et sa place dans l'économie régionale sont résumées comme suit :

Indicateurs géographiques		Données	
1 – Territoire			
Distance de l'État membre d'appartenance (km)		9180	
Superficie du territoire (km²)		2504	
Linéaire de côte (km)		210	
Zones économiques exclusives (ZEE) française avoisinantes (millions de km²)		2,8	
Indicateurs socio-économiques		Données	Référence
2 – Données économiques régionales			
Population		837 900	2012
Densité (habitants/km²)		335	2012
PIB (million d'euros)		16290	2013
PIB par habitant (en euros)		19441	2013
PIB métropole (million d'euros)		1 995 786	2012
PIB par habitant métropole (en euros)		30700	2012
PIB par hab. Réunion / PIB par hab. métropole		63 %	2012-2013
Estimation d'emplois salariés et non salariés		249 000	2012
Taux de chômage (% de la population active)		29 %	2013
3 – Le secteur de la pêche et de l'aquaculture			
Emplois de marins		670	2013
Emplois dans les services amont et aval (estimation)		250	2013
PIB généré par la pêche (estimation en M€)		85	2012

Indicateurs géographiques	Données	
1 – Territoire		
PIB généré par l'aquaculture (en M€)	0,51	2012
Volume des exportations (en tonnes)	4590	2013
Volume estimé des importations (en tonnes)	10315	2013
Solde en volume des échanges de produits de la mer (en tonnes)	- 5725	2012-2013
4 - Importance socio-économique de la pêche et de l'aquaculture		
% des emplois secteur pêche dans les emplois régionaux	0,37	2013
% du PIB	0,52	2013
% de la valeur des exportations	21,30	2013

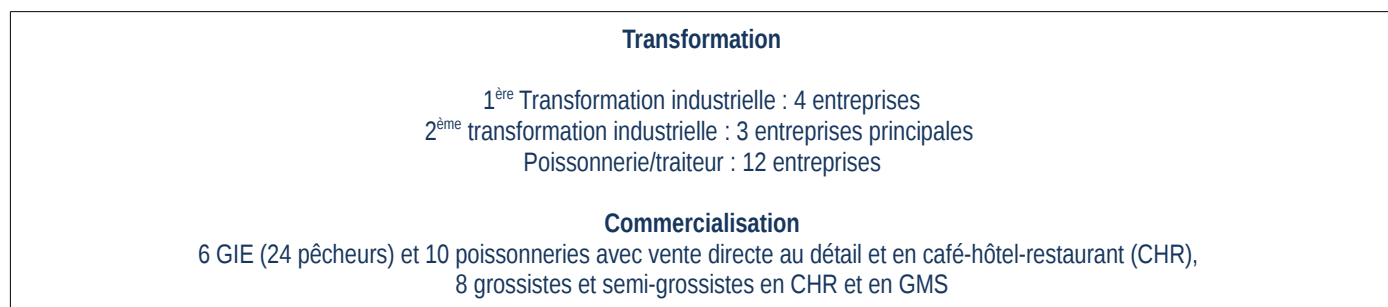
**Figure 1 - Tableau des principaux indicateurs de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion**  
Source : DMSOI / IFREMER / DOUANES / INSEE / IEDOM

15. Le panorama des activités en amont et en aval du secteur de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion est présenté comme suit :

<b>Pêche artisanale côtière</b>  199 navires 275 marins 1110 tonnes / an (estimées en poids vif) Espèces côtières démersales, petits et grands pélagiques à la traîne et sur DCP  <u>Écoulement :</u> 100% sur le marché local	<b>Pêche palangrière</b>  20 navires 191 marins 2600 tonnes <u>en poids vif</u> / an Espèces pélagiques à la palangre horizontale  <u>Écoulement :</u> 45% à l'exportation 55% sur le marché local	<b>Grande pêche</b> <b><i>Iles australes :</i></b>  8 navires 278 marins Légine, langouste, grenadier 6400 tonnes en poids vif / an  <u>Écoulement :</u> 91% à l'exportation 9% sur le marché local	<b>Aquaculture</b> <b><i>Continentele :</i></b>  3 fermes en activité principale 7 fermes en diversification 20 emplois Tilapia : 40 tonnes/an Truite : 20 tonnes/an  <u>Écoulement :</u> 100% sur le marché local
---	--	---	---

<b>Infrastructures et services à terre</b>  1 port de pêche principal, 5 ports secondaires de pêche et de plaisance 12 points de débarquement sur le littoral Absence de criée ou de halle à marée
--

**Production : 10 000T, CA : 80 M€**

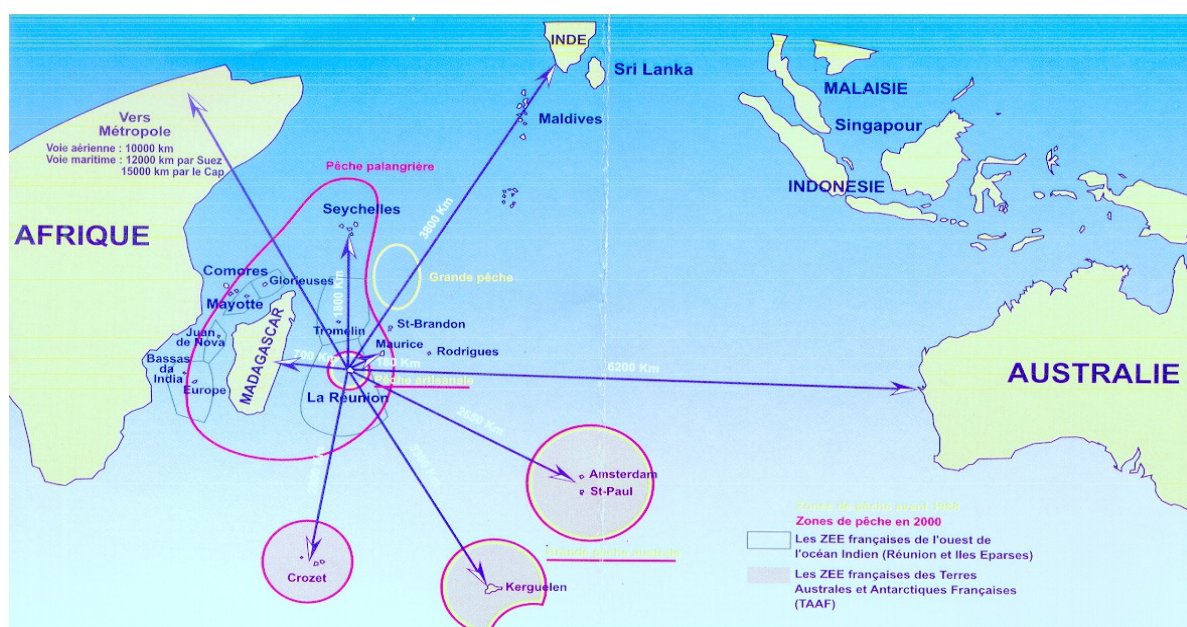


**Consommation annuelle par habitant: 17,88 Kg**

Figure 2 - Panorama de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion  
 Source : DMSOI / IFREMER / DOUANES - 2013

## 1. Description de l'environnement régional

16. Largement disponible, la ressource halieutique constitue un point fort de la filière réunionnaise qui, en 2013, ne prélève que 0,23%<sup>1</sup> des captures effectuées dans l'océan indien (1600000 tonnes).



17. Le niveau 2013 des captures de la flottille palangrière et côtière<sup>2</sup> réunionnaise (3710 tonnes en équivalent poids vif) ne représente que 0,26% des captures réalisées par les navires continentaux européens dans l'océan indien.

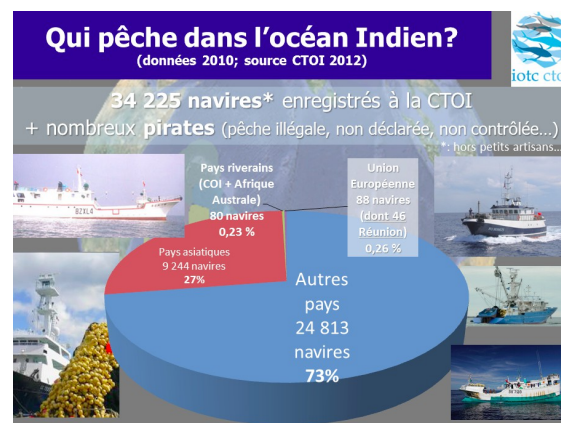


Figure 1–Etat de la flotte en océan indien  
Source : CTOI (2012)

18. Une part importante des stocks de pélagiques de l'océan indien (espadon, marlins, albacore, autres thonidés), compte tenu de leur potentiel et sans que cela n'entraîne d'impact mesurable sur leur devenir, peut donc, ainsi qu'il l'a été précisé, encore soutenir un développement de l'effort de pêche réunionnais.

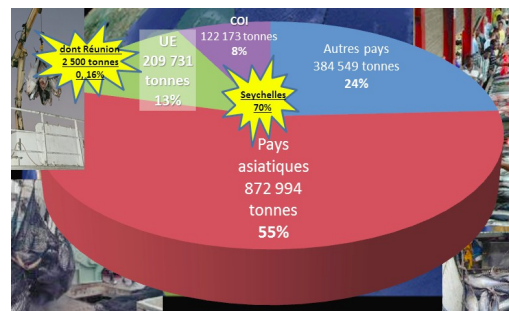


Figure 2–Etat des captures en océan indien  
Source : CTOI (2012)

19. Il convient donc de relativiser au contexte du bassin maritime de l'océan indien les diagnostics de surexploitation ou de niveau d'exploitation maximale des stocks de grands pélagiques tels que constatés dans l'hémisphère nord. Si le marlin rayé et accessoirement le germon deviennent vulnérables à l'intensification de l'effort de pêche des flottes internationales en océan indien<sup>3</sup>, celui-ci est sans rapport avec celui de la flottille réunionnaise qui n'a pas d'impact significatif voire mesurable. Les captures de marlin rayé et de thon germon par la flottille réunionnaise représentent respectivement 2 tonnes et 250 tonnes sur les 4833 tonnes prélevées pour la première espèce et 33960 tonnes pour la seconde à l'échelle du bassin indianocéanique.



Table 1. Status summary for species of tuna and tuna-like species under the IOTC mandate, as well as other species impacted by IOTC fisheries.

Stock	Indicators	Prev <sup>1</sup>	2010	2011	2012	2013	Advice to the Commission
<b>Temperate and tropical tuna stocks:</b> These are the main stocks being exploitation by industrial, and to a lesser extent, artisanal fisheries throughout the Indian Ocean, both on the high seas and in the EEZ of coastal states.							
Albacore <i>Thunnus alalunga</i>	Catch 2012: 33,960 t Average catch 2008–2012: 37,082 t MSY (80% CI): 33,300 t (31,100–35,600 t) $F_{2010}/F_{MSY}$ (80% CI): 1.33 (0.9–1.76) $SB_{2010}/SB_{MSY}$ (80% CI): 1.05 (0.54–1.56) $SB_{2010}/SB_{1950}$ (80% CI): 0.29 (n.a.)	2007					There remains considerable uncertainty about the relationship between abundance and the standardised CPUE series, and about the total catches over the past decade. No new stock assessment was carried out in 2013. Revisions to the catch history in 2013 indicated that reported landings in 2012 (33,960 t), and those from 2011 (33,605 t) are only slightly above the MSY estimates from the previous assessment. Maintaining or increasing effort in the core albacore fishing grounds is likely to result in further declines in albacore biomass, productivity and CPUE. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix VIII</a>
Bigeye tuna <i>Thunnus obesus</i>	Catch in 2012: 115,793 t Average catch 2008–2012: 107,603 t MSY (1000 t): 132 t (98.5–207 t) <sup>2</sup> $F_{2012}/F_{MSY}$ : 0.42 (0.21–0.80) <sup>2</sup> $SB_{2012}/SB_{MSY}$ : 1.44 (0.87–2.22) <sup>2</sup> $SB_{2012}/SB_0$ : 0.40 (0.27–0.54) <sup>2</sup>	2008					The 2013 stock assessment model results did not differ substantially from the previous (2010 and 2011) assessments; however, the final overall estimates of stock status differ somewhat due to the revision of the catch history and updated standardised CPUE indices. All the runs (except 2 extremes) carried out in 2013 indicate the stock is above a biomass level that would produce MSY in the long term (i.e. $SB_{2012}/SB_{MSY} > 1$ ) and in all runs that current fishing mortality is below the MSY-based reference level (i.e. $F_{2012}/F_{MSY} < 1$ ). Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix IX</a>
Skipjack tuna <i>Katsuwonus pelamis</i>	Catch 2012: 314,537 t Average catch 2008–2012: 400,980 t MSY (1000 t): 478 t (359–598 t) $F_{2011}/F_{MSY}$ : 0.80 (0.68–0.92) $SB_{2011}/SB_{MSY}$ : 1.20 (1.01–1.40) $SB_{2011}/SB_0$ : 0.45 (0.25–0.65)						No new stock assessment was carried out for skipjack tuna in 2013. Spawning stock biomass was estimated to have declined by approximately 45 % in 2011 from unfished levels. Total catch has continued to decline with 314,537 t landed in 2012, in comparison to 384,537 t in 2011. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix X</a>
Yellowfin tuna <i>Thunnus albacares</i>	Catch 2012: 368,663 t Average catch 2008–2012: 317,505 t Multifan <sup>3</sup> MSY (1000 t): 344 t (290–453 t) $F_{cur}/F_{MSY}$ : 0.69 (0.59–0.90) $SB_{cur}/SB_{MSY}$ : 1.24 (0.91–1.40) $SB_{cur}/SB_0$ : 0.38 (0.28–0.38)	2008					No new stock assessment was carried out for yellowfin tuna in 2013. Total catch has continued to increase with 368,663 t landed in 2012, a value over previous MSY estimates (344,000 t), in comparison to 327,490 t in 2011 and 300,000 t in 2010. However, catch rates have improved in the purse seine fishery while remaining stable for the Japanese longline fleet. Therefore it is difficult to know whether the stock is moving towards a state of being subject to overfishing. If the provisional catch estimate for 2013 confirms the increasing trend, it may be necessary to carry out a new stock assessment in 2014. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XI</a>

Stock	Indicators	Prev <sup>1</sup>	2010	2011	2012	2013	Advice to the Commission
<b>Billfish:</b> These are the billfish stocks being exploitation by industrial and artisanal fisheries throughout the Indian Ocean, both on the high seas and in the EEZ of coastal states. The marlins and sailfish are not usually targeted by most fleets, but are caught and retained as byproduct by the main industrial fisheries. They are important for localised small-scale and artisanal fisheries or as targets in recreational fisheries.							
Swordfish (whole IO) <i>Xiphias gladius</i>	Catch 2012: 26,184 t Average catch 2008–2012: 24,545 t MSY (4 models): 29,900–34,200 t $F_{2009}/F_{MSY}$ (4 models): 0.50–0.63 $SB_{2009}/SB_{MSY}$ (4 models): 1.07–1.59 $SB_{2009}/SB_0$ (4 models): 0.30–0.53	2007					No new assessment was carried out in 2013. The most recent catch estimate of 26,184 t in 2012 indicate that the stock status is unlikely to have changed. Thus, the stock remains not overfished and not subject to overfishing. However, recent revisions to the catch history for swordfish make it timely for a new stock assessment to be undertaken in 2014. The decrease in longline catch and effort in recent years has lowered the pressure on the Indian Ocean stock as a whole, indicating that current fishing mortality would not reduce the population to an overfished state. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XII</a>
Swordfish (southwest IO) <i>Xiphias gladius</i>	Catch 2012: 6,662 t Average catch 2008–2012: 6,808 t MSY (3 models): 7,100 t–9,400 t $F_{2009}/F_{MSY}$ (3 models): 0.64–1.19 $SB_{2009}/SB_{MSY}$ (3 models): 0.73–1.44 $SB_{2009}/SB_0$ (3 models): 0.16–0.58						Most of the evidence provided to the WPB indicated that the resource in the southwest Indian Ocean is not a separate genetic stock. However this region has been subject to localised depletion over the past decade and biomass remains below the level that would produce MSY ( $B_{MSY}$ ). Recent declines in catch and effort have brought fishing mortality rates to levels below $F_{MSY}$ . The catches of swordfish in the southwest Indian Ocean increased in 2010 to 8,099 t, which equals 121.3% of the recommended maximum catch of 6,678 t agreed to by the SC in 2011. If catches are maintained at 2010 levels, the probabilities of violating target reference points in 2013 are less than 34% for $F_{MSY}$ and less than 32% for $B_{MSY}$ . Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XII</a>
Black marlin <i>Makaira indica</i>	Catch 2012: 8,315 t Average catch 2008–2012: 9,417 t MSY (range): 8,605 (6,278–11,793) $F_{2011}/F_{MSY}$ (range): 1.03 (0.15–2.19) $B_{2011}/B_{MSY}$ (range): 1.17 (0.75–1.55) $B_{2011}/B_{1950}$ (range): 0.58 (0.38–0.78)						Data poor methods for stock assessment using Stock reduction analysis (SRA) techniques indicate that the stock is not overfished and close to optimum fishing levels. However, as this is the first time that the WPB used such a method on marlin species, further testing of how sensitive this technique is to model assumptions and available time series of catches needs to be undertaken before the WPB uses it to determine stock status. Thus, the stock status remains uncertain. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XIII</a>
Blue marlin <i>Makaira nigricans</i>	Catch 2012: 13,885 t Average catch 2008–2012: 10,640 t MSY (range): 11,690 (8,023–12,400) $F_{2011}/F_{MSY}$ (range): 0.85 (0.63–1.45) $B_{2011}/B_{MSY}$ (range): 0.98 (0.57–1.18) $B_{2011}/B_{1950}$ (range): 0.48 (na)						In 2013, an ASPIC stock assessment confirmed the preliminary assessment results from 2012 that indicates the stock is currently being exploited at sustainable levels and that the stock is at the optimal biomass level. Two other approaches examined in 2013 came to similar conclusions, namely a Bayesian State Space model, and a data poor stock assessment method, Stock Reduction Analysis using only catch data. However, the uncertainty in the data available for assessment purposes and the CPUE series suggests that the advice should be interpreted with caution as the stock may still be in an overfished state (biomass less than $B_{MSY}$ ). Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XIV</a>
Striped marlin <i>Tetrapturus audax</i>	Catch 2012: 4,833 t Average catch 2008–2012: 3,011 t MSY (range): 4,408 (3,539–4,578) $F_{2011}/F_{MSY}$ (range): 1.28 (0.95–1.92) $B_{2011}/B_{MSY}$ (range): 0.416 (0.2–0.42) $B_{2011}/B_0$ (range): 0.18						In 2013, an ASPIC stock assessment confirmed the preliminary assessment results from 2012 that indicates the stock is currently subject to overfishing and that biomass is below the level which would produce MSY. Two other approaches examined in 2013 came to similar conclusions, namely a Bayesian State Space model, and a data poor stock assessment method, Stock Reduction Analysis using only catch data. The Kobe plot from the ASPIC model indicates that the stock has been subject to overfishing for some years, and that as a result, the stock biomass is well below the $B_{MSY}$ level and shows little signs of rebuilding despite the declining effort trend. Click here for full stock status summary: <a href="#">Appendix XV</a>

Figure 3–Etat des stocks pour espèce de thon et espèce semblable au thon

Source : CTOI - Report of the Sixteenth Session of the IOTC Scientific Committee - Rep. of Korea, 2–6 December 2013

20. La pêche réunionnaise a fait sienne l'enjeu prioritaire de préservation durable de la ressource environnante. Ses propres stocks alentours sont préservés de manière exemplaire, avec un partenariat étroit impliquant financièrement les armements et les autorités à la surveillance et à la gestion de la ressource halieutique.

21. Ainsi, en zones économiques exclusives (ZEE) de Kerguelen des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), le stock de légine dont la pêche australe réunionnaise fait son cœur de métier est aujourd'hui rétabli à un niveau en accord avec l'effort de pêche existant. La dernière campagne halieutique et scientifique POKER 3, conduite par le Museum National d'Histoire Naturelle (MNHN) sous l'égide de l'administration des TAAF, réalisée au travers 206 chalutages a conclu à une ressource (légine, colin austral,...) présente, stable, voire en augmentation pour

certaines espèces par rapport aux campagnes précédentes. Cette campagne a également ouvert la voie à l'exploitation d'une nouvelle espèce, le poisson des glaces, après un bilan positif de l'état de la biomasse et de la ressource halieutique, à partir d'un chalut pélagique.



Figure 4—Patrouilleur des affaires maritimes, OSIRIS

22. D'une manière globale, la profession réunionnaise a dès sa création pris conscience du bénéfice d'une gestion durable de la ressource dans son bassin maritime ainsi que de l'urgence à promouvoir cette durabilité aux pêcheries exerçant dans la région au service d'une politique de développement durable de la pêche dans l'océan indien.

23. En complément de cette exploitation raisonnée, La Réunion peut s'appuyer sur des moyens de contrôle des pêches au-delà des TAAF pour l'ensemble de la région en zone tropicale, à la mesure de l'étendue des ZEE sous juridiction française dans l'océan indien. Les résultats des patrouilles réalisées récemment donnent à penser que la pêche illicite a reculé dans le sud-ouest de l'océan indien pour n'y tenir qu'une place résiduelle.

24. A la base de l'activité des pêcheries réunionnaises, la mise en place d'un système d'information halieutique (SIH), piloté par l'institut français de recherche pour la mer (IFREMER), ainsi qu'un système de suivi par observateurs piloté par l'IRD assurant la connaissance du niveau des stocks de ressources halieutiques et permettant le pilotage des politiques de gestion, est effective et ses données confirment sa sélectivité et sa durabilité.

25. Pour prévenir la haute sollicitation de la zone côtière, des espaces de gestion spécifique sont été créés. La réserve nationale naturelle marine de La Réunion (RNNMR) est opérante depuis 2008. Celle située le long du littoral de Sainte Rose a été créée en mars 2010 à l'initiative des professionnels artisans de cette commune.



Figure 5—périmètres de la RNNMR (carte de gauche) et de la réserve de pêche de Sainte Rose (à droite)

### 1.1. Zone de pêche, licences et partenariats avec les pays de l'environnement régional

26. Le développement de la pêche artisanale côtière s'est construit depuis 1988 autour des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ancrés avec le concours de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

27. La finalité était de favoriser le redéploiement des barques et des vedettes artisanales vers le proche large (jusqu'à 12 milles des côtes, soit moins de 25 km) tout en permettant de limiter leur consommation de carburant lors des sorties en mer, tout en diminuant la pression sur les ressources démersales de la bande très côtières, à l'intérieur des 3 milles.



28. Il est en effet prouvé de manière empirique que les poissons pélagiques (thon, dorade coryphène, marlin...) s'agrègent à certaines heures de la journée sous les objets flottants naturels (bois, vieux cordage, voire grands mammifères marins). Les scientifiques privilégient l'hypothèse suivante pour expliquer le phénomène : les poissons pélagiques évoluent dans un monde en trois dimensions dépourvu de points de repères. L'ombre de l'objet flottant à la surface ou dans la colonne d'eau constituerait ainsi un point de référence physique<sup>4</sup> jouant un double rôle, celui de point de rassemblement pour les pélagiques isolés de leur banc ou l'illusion d'un refuge pouvant les protéger des grands prédateurs ou au contraire attirant ces derniers du fait de la densité de proies qui s'y concentrent<sup>5</sup>.

29. Les DCP côtiers ancrés constituent un outil d'aménagement durable des pêches côtières, en contribuant à baisser l'effort de pêche orienté vers les ressources démersales fragiles, limitées (du fait de l'étroitesse des plateaux insulaires dans ces îles volcaniques) et soumises aux sources de pollution terrigènes.

30. Comme ont pu le rappeler les participants du second colloque mondial sur les DCP<sup>6</sup> à Tahiti en 2011 ainsi que plusieurs publications scientifiques récentes<sup>7</sup>, les risques écologiques liés aux DCP concernent les milliers de DCP dérivants exploités par les flottilles de senneurs industriels en haute mer, nécessitant un encadrement réclamé par les organisations régionales de gestion des pêches, comme la Commission thonière de l'océan indien (CTOI).

31. Les différents programmes de dispositifs de concentration de poisson (DCP) ancrés ont apporté la preuve de leur adaptation fonctionnelle pour éloigner plus vers le large les flottilles artisanales et ainsi protéger la bande côtière d'une pression trop impactante sur les espèces fragiles de grande profondeur. Ils constituent ainsi des outils de pêche sélectifs.

32. Depuis 1995, l'organisation professionnelle assure la gestion opérationnelle de la maintenance, de l'entretien et du remplacement du parc de dispositifs de concentrations de poissons (DCP), soit 33 engins ancrés entre 500 et 2000 mètres de fond tout autour de l'île.



Figure 6—Dispositif de concentration de poisson, vue à flot et sous-marine

33. A l'inverse des engins dérivants, les quelques dizaines de DCP ancrés des îles tropicales comme La Réunion sont situées dans les eaux territoriales et donc soumis au contrôle et à la surveillance directe des autorités publiques en charge de la gestion des pêches. Ceux de La Réunion bénéficient d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public maritime entre 5 et 12 milles nautiques, des poissons pélagiques côtiers.

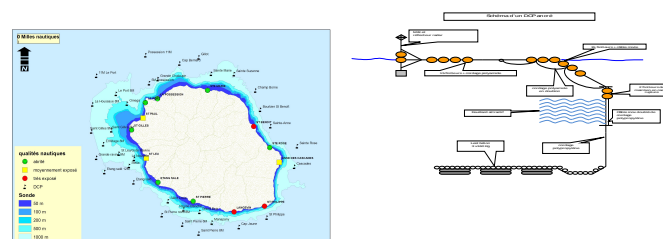


Figure 7—Carte du parc de DCP et du schéma de montage d'un engin

34. Depuis 2003, des expérimentations sont également conduites sur l'immersion de récifs artificiels en zone littorale qui permettent le repeuplement récifal des fonds et ainsi la création de nouveaux sites pour la pêche côtière. Son succès a conduit à l'immersion de nouveaux récifs artificiels au delà du site expérimental initial de la baie de Saint Paul.





Figure 8–Vue sous-marine de récifs artificiels et de leur colonisation

35. Aux fins d'un encadrement adapté des aménagements sous sa responsabilité et des outils de gestion durable ainsi que d'une saine cohabitation des métiers pratiqués, l'organisation professionnelle a instauré un système de licences de pêche sur les DCP et à la palangre horizontale de surface dans la zone côtière autour de La Réunion ainsi que dans les zones restées ouvertes aux professionnels dans la RNNMR, en dehors des sites sanctuarisés.



Figure 9–Macaron et licence de pêche délivrés par le CRPMEM de La Réunion

36. L'exploitation sous licences professionnelles est complétée d'un suivi échantillonné de l'activité (effort de pêche) et des résultats (captures) de la pêche artisanale réunionnaise pour servir à la fiabilisation des données de production de l'exploitation réelle des ressources halieutiques côtières, en lien avec les instituts scientifiques (IFREMER et IRD).

37. La pêcherie palangrière du large bénéficie quant à elle des 100 milles nautiques autour de La Réunion de manière exclusive depuis 2014, de la haute mer (eaux internationales) ainsi que des licences négociées dans le cadre des accords de partenariat de pêche (APP) entre l'Union européenne et les pays voisins en océan indien, essentiellement Madagascar et Maurice.

38. Les partenariats avec les pays riverains en océan indien permettent d'accéder aux ressources pélagiques migratrices en optimisant les circuits de productions (base-avancées) et de traitement des captures, ainsi que d'exploiter les ressources démersales profondes, dont La Réunion est sous-dotée, faute de plateau continental.

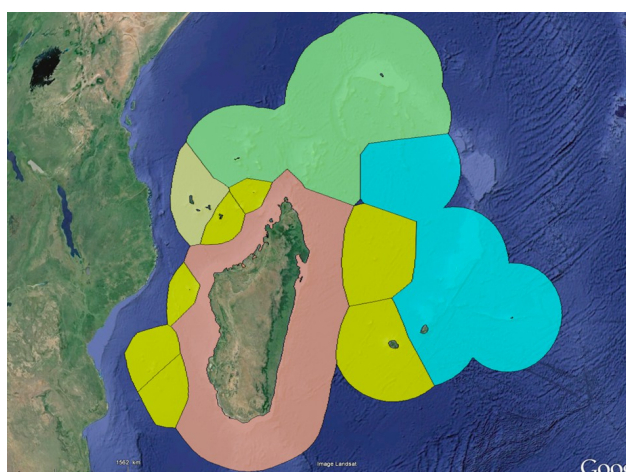
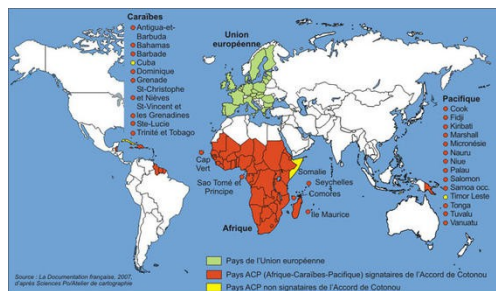


Figure 10–Zones de pêche accessibles à la flotte hauturière

## 1.2. Spécificités de la zone géographique

39. La Réunion évolue dans un environnement régional immédiat composé exclusivement de pays en voie de développement, couramment regroupés autour du sigle Afrique Caraïbes Pacifique (ACP), bénéficiant de normes sanitaires ou techniques, de règles sociales, de conditions de production, de traçabilité des produits, de soutiens

publics et de régimes de taxation moins contraignants ou préférentiels vis à vis des pêcheries réunionnaises et donc générant des distorsions concurrentielles.



**Figure 11—Carte de localisation des pays ACP**

40. Ces distorsions sont issues essentiellement du volet normatif technique, sanitaire et social que le statut de La Réunion, seule région française et européenne en océan indien, impose de respecter malgré les surenchérissements des coûts d'investissement et de production qu'il induit.



Figure 12–Bateaux hauturiers, à gauche aux normes européennes, à droite aux normes ACP

41. A titre d'exemple, le coût d'un navire palangrier de 24 mètres aux normes européennes (1 350 000 euros) est pratiquement le triple de celui de même taille (500 000 euros) construit pour une exploitation à partir d'un pavillon mauricien ou malgache. Il en est de même pour le régime social, pour lequel on constate un écart de rémunération du simple au triple entre un marin coréen (190 €/mois), un marin malgache (150 €/mois sur un navire malgache et de 350 à 400€/mois sur un navire européen) et un marin français (1500 à 2000 €/mois).

42. Ces contraintes nationales ou communautaires accroissent ainsi considérablement les coûts d'exploitation et de commercialisation des entreprises réunionnaises par rapport à leurs concurrents des États tiers.

43. Néanmoins, la proximité géographique est source d'émulation à l'échelle du bassin maritime et participe à démontrer aux États voisins en phase de décollage économique que la croissance peut se pérenniser sur le long terme aux standards économiques, sociaux et environnementaux du développement durable que préconisent la France et l'Union européenne.

## 2. Présentation de la filière.

44. La Réunion regroupe l'ensemble des maillons de la filière, de la pêche artisanale côtière à la pêche lointaine, de l'aquaculture marine et continentale à l'importation et à la transformation.

### 2.1. Historique et évolution du secteur

45. La pêche et l'aquaculture de La Réunion se compose de quatre segments hétérogènes mais complémentaires.

### 2.1.1. Description du secteur de la production jusqu'à la distribution et rappel des données historiques

46. **La pêche artisanale côtière** : elle est exercée à partir d'embarcations de petite taille (< 12 mètres) principalement dans la zone des 20 milles autour de la Réunion pour une activité polyvalente orientée sur les espèces pélagiques et de grande profondeur. Ce segment représente par son vivier d'emplois un enjeu de cohésion économique et de stabilité sociale. Ces professionnels subissent la concurrence des activités de pêche informelle qui, dans le cadre d'une fausse pêche de plaisance, exercent une concurrence illégitime. La généralisation des méthodes de pêche sélectives (lignes et palangres) de la flottille artisanale réunionnaise et le haut niveau de polyvalence de leurs navires (trois à cinq métiers par navire) établissent le caractère durable de leurs modes d'exploitation d'une ressource sous vigilance professionnelle et institutionnelle. Cette flottille artisanale côtière voit ses effectifs se réduire progressivement, de par le vieillissement de sa pyramide des âges, d'une part, et les contraintes professionnelles associées sans commune mesure avec les activités de plaisance, opérées sans application des normes simplifiées et sans contrôle efficace.



Figure 13–Flottille artisanale côtière

47. **La pêche palangrière côtière** : elle est exercée par des petits navires de pêche palangrière de moins de 12 mètres ciblant les pélagiques dans la zone située entre 12 et 20 milles des côtes réunionnaises. Ce segment de flottille, qui s'est développé au milieu des années 2000, s'appuie sur une qualité ultra-fraîche de ses captures durant des marées n'excédant pas 24 heures. L'écoulement de sa production s'opère indifféremment auprès des établissements de transformation et d'exportation ainsi que des groupements de vente et les poissonneries situés le long du littoral.



Figure 14-Flottille palangrière côtière

48. **La pêche hauturière** : elle est exercée par des navires de pêche au large de 12 à 24 mètres ciblant les grands pélagiques principalement dans les zones économiques exclusives françaises de la Réunion et des Eparses ainsi que des pays voisins (Madagascar, Maurice). Installée au début des années 90, la flotte palangrière s'est développée de façon importante entre 2005 et 2008, avant que la crise de la pêche puis économique ne la rattrape. Une bonne maîtrise des techniques de pêche, des espèces procurant une valeur ajoutée significative, une flottille à redéployer et à développer, une ressource halieutique, selon la CTOI, sous les seuils de rendement maximum durable (RMD) justifient le potentiel de ce maillon qui s'appuie sur des établissements de transformation et d'exportation qu'elle contrôle. Cette filière est aussi la plus fragile car la plus vulnérable aux fluctuations des monnaies, du pétrole, des produits de base...



Figure 15–Flottille hauturière

49. **La grande pêche** : elle est composée, d'une part, de navires de pêche australe qui exploitent les ZEE françaises des îles australes des TAAF sous le registre FK, et d'autre part, de thoniers-senneurs<sup>8</sup> qui sont entrés en flotte en 2009 et 2010 pour se déployer sur l'ensemble de l'océan indien. Les armements capitalistiques qui la composent sont fortement structurés et d'un haut niveau professionnel. Les navires de cette pêcherie n'émargent pas au présent plan de compensation des surcoûts.



Figure 16–Flottille de grande pêche (îles australes et pêche thonière tropicale)

50. **L'aquaculture** : sa jeunesse explique le caractère limité de sa production. Constituée en 1990 sur la truite, l'aquaculture réunionnaise s'est par la suite développée sur d'autres modèles d'élevages d'eau douce (notamment le tilapia) puis d'eau de mer. Elle contribue à la diversification de l'offre des produits de la pêche. L'aquaculture marine, confrontée à l'exiguïté du plateau continental et à la faible étendue des sites protégés, a vu disparaître en 2013 son unique opérateur installé dans une baie ouverte aux alizés et aux houles australes. Les élevages continentaux ont persisté et se développent actuellement en diversification des activités agricoles pour compenser la faiblesse de volumes produits et des niveaux limités de rentabilité. Depuis 2013 de nouvelles filières de production se développent



avec l'aquaponie et la spiruline. Cette dernière (spiruline) est une micro-algue alimentaire riche en protéines, vitamines et minéraux. Sa consommation s'est répandue au monde entier ; dans le Sud via les organisations non gouvernementales (ONG) pour la réhabilitation nutritionnelle ; et surtout dans le Nord pour le bien-être et la performance. La spiruline consommée dans le monde est essentiellement produite en conditions contrôlées. Le développement de ces filières nécessite une structuration interne et la mise en place de partenariats avec la pêche. Leur avenir à plus grande échelle se tourne inévitablement vers la coopération en océan indien.



Figure 17–Fermes d'aquaculture marine (à gauche) et continentale (à droite)

**51. La transformation :** Ce maillon se caractérise par l'activité de débarque des navires, de transformation en filet du poisson et, selon le marché cible, en local ou à l'export, respectivement de son écoulement aux acteurs de la mise en commercialisation (grossistes et semi-grossistes) et à l'exportation. La filière de transformation est composée d'un nombre limité d'entreprises (4 opérateurs), réalisant les activités de débarque, de découpe et de filetage des poissons pélagiques... Il s'agit d'entreprises intégrées qui s'approvisionnent exclusivement à partir des navires de pêche hauturière de La Réunion. L'écoulement des produits s'opère sur le marché local et à l'export. Ces usines ont un rôle déterminant et incontournable dans la structuration du marché, de par leur capacité de congélation (tunnel et chambre froide négative), d'une part, et de leur démarche à se tourner vers les débouchés à l'exportation, lors des épisodes de débarque massive et d'engorgement d'écoulement local, notamment en saison (septembre à décembre), d'autre part. Si le principal débouché extérieur reste le marché européen continental en frais pour éviter la concurrence des importations des produits congelés des pays tiers, il existe également une filière pour les pays développés d'Asie pour du poisson ultra-frais à forte valeur ajoutée (sushi, sashimi...) et du congelé d'espèces secondaires (thon et dorade coryphène).

**52. La seconde transformation :** Ce maillon, beaucoup moins développé avec trois opérateurs majeurs, dont deux seulement ont pour matières premières principales le poisson, concerne les activités de deuxième découpe en steak, de calibrage, de mise en barquette sous atmosphère modifiée jusqu'à la préparation en mode traiteur de plats, avec ou sans cuisson, à base de poissons. Ce maillon s'avère aujourd'hui peu compétitif dès lors que l'approvisionnement en matières premières s'opèrent à partir du poisson pélagique local. Tous les opérateurs privilégient donc majoritairement le pélagique importé à meilleur coût pour opérer l'activité de seconde transformation. Cette dernière est également pratiquée dans le cadre artisanal pour les marchés de niche de la restauration touristique et de consommation directe au travers une activité de traiteur. Ce maillon constitue, avec l'appui d'aides publiques, une opportunité de marché à venir au travers un approvisionnement local.

**53. La commercialisation :** Ce maillon se matérialise par l'activité de vente en frais directement au consommateur et auprès des opérateurs touristiques de proximité (cafés, hôtels et restaurants). Il se compose d'une dizaine de poissonneries indépendantes<sup>9</sup> et de plus d'une vingtaine pêcheurs professionnels regroupés pour commercialiser leur propre production dans 6 groupements d'intérêt économique (GIE) de vente, tous situées aux abords des lieux touristiques de l'île et/ou de débarquement des navires. Pour toutes, il s'agit de structures artisanales, dont les installations se limitent à un local équipé d'une chambre froide, d'une à deux tables de découpe, d'une machine à glace et d'un étal de vente. Leur écoulement s'opère en frais, presque essentiellement au détail de gré à gré avec le consommateur final et, dans une moindre mesure, auprès des cafés, hôtels et restaurants (CHR) de proximité.

**54. Le mareyage et la distribution :** Ce maillon opère les métiers consistant à acheter du poisson en gros sur les côtes et à le transporter pour fournir les marchés des grandes villes ainsi que les particuliers. Cette activité de logistique est exercée par une petite dizaine d'entreprises, en charge de la répartition des volumes de la production locale auprès des grandes et moyennes surfaces (GMS), des CHR, des poissonneries indépendantes et des groupements de vente, en complément d'une gamme plus large de poissons, essentiellement démersaux qu'ils importent pour diversifier leur offre et se garantir une régularité de matières premières. Cette activité de mareyage et de distribution nécessite des moyens de transport adéquats avec pour chacun des opérateurs deux à trois camions frigorifiques de capacité variable ainsi que du volume de stockage suffisant (chambre froide) pour juguler l'engorgement du marché local restreint.

**55. Malgré l'appui financier important apporté par les pouvoirs publics à son développement, la pêche et l'aquaculture de La Réunion a connu des fortunes diverses selon ses différents segments. La grande pêche et la pêche artisanale côtière offrent un taux de retour satisfaisant de l'aide publique. La pêche hauturière soulève de ce point de**

vue des interrogations et ce en dépit de la réputation de bons pêcheurs qu'on reconnaît aux réunionnais. Les situations ont beaucoup divergé entre les opérateurs. La filière hauturière a longtemps souffert de son hétérogénéité, de son atomisation et de la concurrence exacerbée que se sont durablement livrés les opérateurs sur les marchés.

56. Structurellement, les opérateurs économiques de la pêche et de l'aquaculture réunionnaises montrent également une forte disparité, l'un d'entre eux est coté en bourse sur le second marché, certains bénéficient de capitaux propres élevés pendant que d'autres évoluent encore sans forme juridique constituée, à la lisière de l'économie vivrière voire souterraine.

57. Les dispositifs successifs d'aides publiques, directs et indirects, ont participé activement à la création de la pêche réunionnaise et à son développement, en conformité avec les enjeux communautaires de préservation durable de la ressource halieutique et dans un cadre réglementaire strict.

58. Enfin et surtout, la pêche et l'aquaculture, comme tous les secteurs professionnels, ont besoin de visibilité économique et notamment de stabilité de leur cadre législatif et réglementaire. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit en l'occurrence d'activités cycliques en terme de production et où l'investissement hautement capitalistique s'amortit sur une longue période.

59. En cela, les dernières années n'ont pas été exemplaires notamment du fait de l'instabilité de l'encadrement de l'Union européenne sur les flottes et sur les aides. Le desserrement sans anticipation et par à-coups des contraintes communautaires n'a pas permis aux opérateurs de définir des stratégies de moyen et de long terme pour le développement de la flotte réunionnaise.

60. Il en est ainsi des dérogations accordées aux régions ultrapériphériques pour l'octroi d'aides publiques à la construction des navires de pêche jusqu'au 30 juin 2009 qui n'ont pas pu avoir les effets escomptés.

61. Le développement durable de la pêche réunionnaise reposera durablement sur l'équilibre de ces quatre segments hétérogènes et longtemps opposés. Leur complémentarité et leur rassemblement au sein de l'amont interprofessionnel doivent être désormais compris comme un atout et une source d'appuis solidaires et réciproques.

#### *2.1.2. Le secteur aujourd'hui : forces et faiblesses, opportunités et menaces du secteur*

62. Fin 2013, le secteur compte en amont plus de 230 opérateurs et 229 bateaux, répartis entre les navires de pêche artisanale côtière (199), ceux de pêche hauturière (20), ceux de grande pêche dans les îles australes (8) et plus récemment 2 senneurs de pêche thonière, détenu par un opérateur coté en bourse, déjà propriétaire de trois navires du même type immatriculé à Mayotte et à Maurice, dont aucun n'a de liens ou de retombées économiques avec La Réunion, et enfin des éleveurs aquacoles (10).

63. La production toutes filières confondues de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion en 2013 avoisine les 10000 tonnes en équivalent poids vif, hors pêche thonière à la senne.

64. En aval de la filière, suite aux restructurations consécutives à des fusions d'entreprises et à des faillites, le nombre d'opérateurs s'est considérablement réduit (4 usines de première transformation, 3 de seconde transformation, 16 structures indépendantes de commercialisation, une petite dizaine de grossistes) et ont décidé d'unir leurs efforts de structuration du marché en interprofession.

65. En effet, cette filière dispose aujourd'hui d'atouts considérables, tant en terme d'espaces maritimes et de zones de pêche accessibles aux flottes réunionnaises (2,8 millions de Km<sup>2</sup>), de perspectives d'évolution du marché local avec sa croissance démographique (consommation de poisson par habitant inférieure de 10 points à la moyenne nationale) qu'en terme de recherche et d'innovation ainsi que de capacités portuaires suffisantes et adaptables.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"><li>- une surface maritime immense et de souveraineté ;</li><li>- une ressource halieutique encore disponible ;</li><li>- des techniques de pêche sélectives (ligne et palangre) ;</li><li>- des aménagements côtiers pour la ressource ;</li><li>- une structuration interprofessionnelle innovante ;</li><li>- des produits de qualité et de fraîcheur reconnues ;</li><li>- un port de pêche industriel adapté et fonctionnel ;</li><li>- développement d'un savoir-faire en aquaculture</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- un marché étroit et à pouvoir d'achat limité ;</li><li>- des distorsions de concurrence à l'échelle régionale ;</li><li>- des surcoûts pénalisants pour le marché intérieur ;</li><li>- un éloignement handicapant pour accéder équitablement au marché unique ;</li><li>- une vétusté de la flotte hauturière et côtière ;</li><li>- une saisonnalité des captures pélagiques ;</li><li>- une valorisation peu développée et incitative ;</li><li>- des conditions climatiques (houle, alizés, ...) aux impacts structurels sur l'exploitation des navires ;</li><li>- des zones de pêche parsemées d'espèces protégées (cétacés) se nourrissant des captures des navires</li></ul>

- une dispersion des sites de débarquements ;
- disponibilité limitée en site aquacoles

## Opportunités

- une ressource encore en dessous des RMD ;
- une consommation/habitant minimaliste à accroître ;
- des marchés export à diversifier ;
- une solide implantation en coopération régionale ;
- un déterminisme des politiques publiques ;
- un réseau d'organismes scientifiques à réunir ;

## Menaces

- délocalisation des activités dans l'espace régional ;
- une activité informelle concurrente du marché ;
- une concurrence exacerbée des produits importés ;
- une asymétrie dans l'accès aux marchés régionaux qui menace le marché local ;
- une marginalisation en faveur des flottes foraines industrielles dans la gestion de la ressource indianocéanique ;
- le vieillissement de la flotte et son impossibilité à se renouveler ;

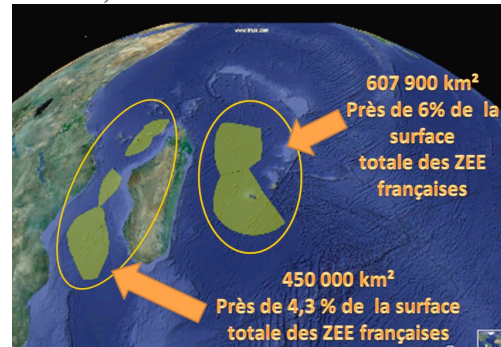


Figure 18—Carte des ZEE françaises d'accès pour la flottille hauturière de La Réunion

66. Des espèces procurant une valeur ajoutée significative complètent le potentiel de ce secteur. Les productions réunionnaises bénéficient également d'une image positive de fraîcheur, de qualité, de respect et de préservation durable de l'environnement...

67. Les situations restent néanmoins encore très contrastées entre filières : la pêche artisanale côtière se tourne vers un modèle de plus en plus vivrier et diversifié faute de contrôles suffisants des activités menées de manière informelle et entrant directement en concurrence avec celle-ci ; la pêche hauturière reste extrêmement sensible aux fluctuations de conjoncture (parité monétaire, énergie, intrants et captures) qui la pénalise sur les marchés communs puisque ce sont les mêmes espèces provenant aussi de l'océan indien qui s'y écoulent ; la grande pêche surfe quant à elle sur une ressource en reconstitution et une production qui reste à forte valeur ajoutée sur les marchés mondiaux lorsque l'aquaculture réunionnaise se maintient péniblement.

68. L'étude synthétique « Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces (AFOM) » conduit à la matrice suivante :

### 2.1.3. Descriptif des marchés : local, d'exportation et d'importation

69. Si la grande pêche exporte 91% de sa production annuelle, la pêche hauturière n'en exporte que 32% tandis que la pêche artisanale côtière ne commercialise ses captures que sur le marché local.

70. Le marché des produits de la mer à la Réunion se caractérise par une forte concentration en aval avec la restauration individuelle (40%), les poissonneries traditionnelles (35%) et la grande distribution qui bénéficie d'une puissance d'achat et d'un pouvoir de négociation importants. Le marché est également soumis à son ouverture totale à la concurrence mondiale, qui privilégie le prix à la qualité et travaille avec le dollar. Ces deux paramètres handicapent les opérateurs réunionnais.

71. Les producteurs et les transformateurs subissent les fluctuations nombreuses et récurrentes du marché ainsi que le caractère cyclique de disponibilité des ressources halieutiques, soumises aux aléas climatiques (cyclone, houle,... ) et aux évènements environnementaux (phénomène El-Ninó) et aux circonstances du milieu naturel (déprédation par les globicéphales et les requins).

72. Les opérateurs de la palangre hauturière connaissent ainsi des phases successives de débarques massives d'espèces concentrées puis de sous-production, dont l'une des conséquences les plus impactantes peut être la baisse du prix du poisson qui impacte directement les navires et leurs équipages.

73. Simultanément, le marché réunionnais peut être reconquis par la production réunionnaise. La consommation de poissons par les ménages y est inférieure à la moyenne française et européenne et la part qu'y tiennent les produits de la pêche réunionnaise reste trop marginale (21%).



Figure 19—Etal de commercialisation des poissons et, à droite, chambre de stockage d'une usine de transformation

74. De surcroît, le potentiel du marché local est important car les perspectives démographiques de la Réunion d'atteindre 1 million d'habitants en 2020 le feront croître mécaniquement de 20% dans les prochaines années.

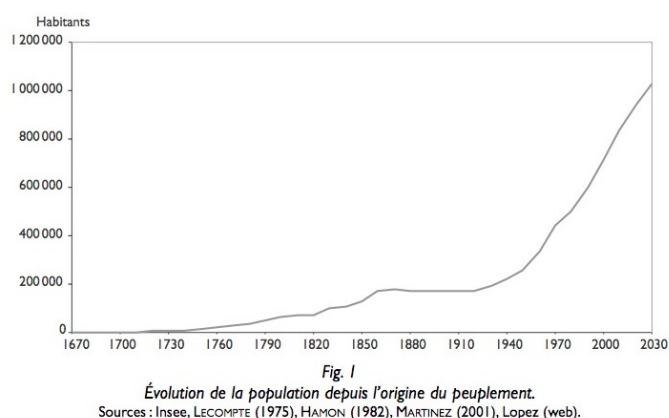


Figure 20—Evolution de la population réunionnaise depuis l'origine du peuplement

75. L'ensemble de la filière doit alimenter ce marché, de la pêche artisanale côtière et hauturière à la grande pêche, de l'aquaculture marine et continentale à l'importation, de la transformation à la distribution, au travers de la démarche initiée en 2009 de structuration interprofessionnelle des produits de la pêche et de l'aquaculture.

76. La valorisation de l'offre locale et la réduction de la part des importations et des ventes informelles sont les axes stratégiques d'actions des politiques de la production et de la mise en marché de la pêche réunionnaise.

## 2.2. Les handicaps

77. L'économie fragile de La Réunion reste encore très marquée par la dépendance vis-à-vis de la métropole, issue notamment de l'obligation de commerce exclusif avec la métropole jusqu'en 1946, qui se traduit notamment par la spécialisation de ses productions et de ses échanges extérieurs et un poids globalement très élevé des transferts publics qui représentent près du tiers de son PIB.

78. Malgré son potentiel, le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture se heurte donc à des contraintes lourdes résultant de l'insularité et de l'ultrapériphéricité, d'une part, de La Réunion et de son positionnement géographique au milieu d'Etats ACP, d'autre part.

79. L'ultrapériphéricité se définit comme l'ensemble des contraintes de situation géographique, d'éloignement, d'insularité, de marché restreint, de normes, ... qui interagissent défavorablement sur le coût des activités, des processus de production, de transformation, de commercialisation sur la chaîne de valeur du poisson local à La Réunion, du producteur jusqu'au consommateur.

### 2.2.1. Les handicaps structurels

80. Ils concernent d'abord l'éloignement, l'insularité et la petitesse du marché des produits de la mer à la Réunion, où le prix reste préféré à la qualité dans le cadre de son ouverture totale à la concurrence mondiale et de la crise du pouvoir d'achat des ménages en pleine récession économique, où le PIB par habitant est inférieur à 50 % de la moyenne communautaire.





Figure 21 –Concurrence de la production locale en frais (à gauche) avec les produits congelés importés (à droite)

81. L'éloignement de La Réunion, à 9.500 km de Paris et donc du marché européen. constitue un très net frein à son développement et sa taille réduite ne permet pas la rentabilisation d'investissements lourds et la réalisation d'économie d'échelle. Sa situation géographique implique une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, l'essentiel de l'approvisionnement se faisant par voie maritime ou aérienne. De cette externalité des approvisionnements, s'induit un surcoût des productions locales qui constituent un des facteurs qui affectent la compétitivité des entreprises réunionnaises tant sur les marchés locaux que sur les marchés extérieurs.

82. Du fait de cet éloignement, les coûts d'approche sont importants. De plus, pour tenir compte des délais incompressibles d'acheminement, les entreprises sont amenées à constituer des stocks de sécurité, ce qui entraîne un surcoût de stockage qui pèse ensuite sur leur coût d'exploitation. Beaucoup d'entre elles sont ainsi amenées, par exemple, à constituer des stocks de matières premières, d'emballages ou de pièces détachées liés à la maintenance des outils de production qui répondent aux besoins d'une année d'exploitation.

83. L'étroitesse du marché local interdit toute économie d'échelle. L'accès au marché national ou européen est ainsi rendu difficile, compte tenu de l'éloignement, par les coûts d'approche, par voie aérienne ou maritime.

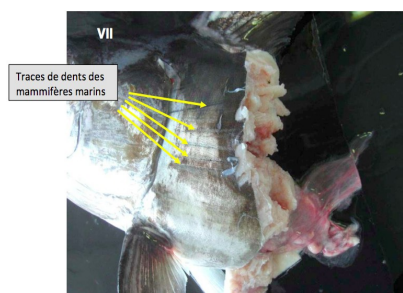
84. La proximité géographique des marchés des Etats voisins ne peut compenser l'étroitesse du marché réunionnais. En effet, au sein de ces Etats n'existe pas de véritable demande solvable. De plus, ces pays bénéficient de relations privilégiées avec leurs anciennes métropoles. Des obstacles juridiques, financiers ou technologiques empêchent par ailleurs le développement de courants d'échange. La coopération commerciale est donc illusoire.

85. Les handicaps structurels sont décuplés par les distorsions de concurrence liées au positionnement géographique de La Réunion à proximité des pays pêcheurs voisins en terme de normes sanitaires ou techniques, de règles sociales, de conditions de production, de traçabilité des produits, de soutiens publics et de régimes de taxation.

86. Les produits importés des économies du voisinage et de celles à faible coût de production (sud-est asiatique) bénéficient ainsi soit de régimes préférentiels à l'entrée dans l'Union européenne soit d'avantages anti-concurrentiels découlant de l'inégale application des règles du commerce international.

87. Les handicaps se manifestent également au travers les conditions climatiques difficiles de mer en zone tropicale que les opérateurs subissent avec des trains répétitifs de houles australes en hiver, des régimes d'alizées contraignant l'exercice de l'activité de pêche. Les phénomènes climatiques immobilisent ainsi chaque année les navires de pêche, artisans et hauturiers, à quai pendant plus de 30 jours<sup>10</sup> en moyenne.

88. Ils concernent la fréquentation par des espèces de prédateurs marins des zones tropicales où exercent les navires réunionnais. La déprédation est un terme commun pour les pertes ou les dégâts occasionnés sur les captures ou sur les appâts des engins de pêche ou sur les animaux d'élevage. La déprédation est une manifestation particulière de l'interaction entre les pêcheries ou l'aquaculture et les espèces accessoires comme les mammifères marins, les élassombranches et les poissons téléostéens, mollusques et crustacés. Les espèces incriminées sont essentiellement le globicéphale, le faux-orque et les requins côtiers, les deux premiers de la famille des mammifères marins pouvant atteindre plus de 4 à 5 mètres et peser plus de 5 tonnes. Ces animaux se déplacent en meutes et se nourrissent des captures des navires lors des remontées des lignes. Ils bénéficient du classement de l'océan indien en « sanctuaire baleine », favorisant ainsi sa fréquentation accrue par ces spécimens, dont certains sont protégés par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).



89. La Réunion subit enfin la faible productivité des entreprises, dont l'origine se trouve dans le poids cumulatif, d'une part, du niveau de formation générale et professionnelle des salariés des entreprises inférieure à celle constatée en métropole (proportion d'illettrisme de 30 % de la population active) et, d'autre part, du prix des intrants indispensables à la production locale.

90. De ces handicaps structurels découle la typologie d'entreprises réunionnaises, essentiellement constituée de TPE avec, pour 90% d'entre elles, moins de dix salariés. Cette structure d'acteurs économiques rend leur financement à moyen et long terme plus difficile et plus onéreux qu'en métropole ou dans l'Union par les établissements financiers, rendus extrêmement sélectifs dans l'attribution des crédits<sup>11</sup>. Les entreprises connaissent donc de réelles difficultés pour financer leurs projets.

### 2.2.2. Les handicaps conjoncturels

91. Ils concernent ensuite les fluctuations nombreuses et récurrentes du marché (augmentation des prix du gazole et des appâts) qui agissent sur le coût d'exploitation des navires et des opérateurs de la logistique à terre.

92. Intervient également de manière conjoncturelle sur les opérateurs de la pêche de La Réunion le caractère cyclique des ressources halieutiques migratrices et leur saisonnalité imprévisible, en lien avec l'évolution chaque année des conditions environnementales (phénomène El ninò<sup>12</sup>).

93. L'ouverture asymétrique du marché européen au profit des économies du voisinage dans le cadre des accords de partenariat économique (APE) fait ainsi craindre à tout moment l'engorgement du marché local avec la seule débarque à La Réunion d'un porte-container de poissons congelés issus des pays ACP, puisque les captures réunionnaises n'excèdent pas sur l'année le tonnage de 300 vingt-pieds.

94. Autre exemple, certains investissements industriels, portuaires et halieutiques des États voisins en océan indien comme ce fut le cas pour le sea-food hub de Maurice ont bénéficié du soutien de l'Union européenne au détriment de la plate-forme logistique (darse hauturière du port-ouest) qui s'est construite avec les fonds structurels à la Réunion de 2005 à 2007.

95. La survie des entreprises se pose donc régulièrement depuis plusieurs années de par cette insuffisante compétitivité qu'induisent ces différentes formes de handicaps. Le risque de délocalisation des entreprises réunionnaises vers les pays tiers immédiatement voisins constitue ainsi une menace quotidienne, à l'aune de l'entrée en vigueur prochaine des APE.

## **PARTIE II : LE PROJET STRATÉGIQUE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE LA RÉUNION**

### **1. Les surcoûts des activités de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion**

#### ***2.3. Méthodologie de calcul des surcoûts d'activités de la pêche et de l'aquaculture***

96. La méthodologie retenue s'est d'abord attachée à faire l'inventaire des postes de charges rattachés à chacune des activités de la chaîne de valeur du poisson à La Réunion puis à déterminer, pour l'ensemble, ceux qui génèrent un surcoût sur la base de référence Métropole. Pour la référence des coûts en métropole, il a été décidé de multiplier les sources d'informations, qu'ils s'agissent du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM), des fournisseurs locaux implantés au niveau national, des clients des opérateurs réunionnais, des réseaux de connaissances sur les autres façades maritimes (Bretagne, Atlantique, Méditerranée) ainsi qu'à dire d'experts. Enfin, pour chacun des surcoûts identifiés, il a été vérifié que les postes de charges concernés ne bénéficiaient pas d'un quelconque niveau de compensation (exonération fiscale, abattement de charges, bonification de TVA et d'intensité d'aides, régime préférentiel d'approvisionnement...).
97. La deuxième étape a consisté sur la base d'hypothèses, d'une part, de regroupement d'opérateurs selon des métiers similaires ou relevant d'une même réglementation ou ciblant des produits identiques (producteur de pêche dans la bande côtière armé à la petite pêche ; structure de commercialisation de poissons locaux exclusivement ; ...) et, d'autre part, de tonnages moyens et/ou de chiffres d'affaires pondérés à évaluer pour chacune des activités (production, transformation, mareyage, commercialisation...) le montant correspondant des charges d'exploitation, et concomitamment des surcoûts générés à compenser.
98. Le choix a été fait de ne retenir qu'un vecteur nominal commun de compensation de par l'expérience de la mise en œuvre de l'aide nationale à la structuration de la pêche et de l'aquaculture (aide ARIPA – CIOM), dans lequel le double support d'aides (appât et kilo de poisson) a rendu compliqué voire impossible la restitution globale des volumes produits et commercialisés localement ainsi que le suivi de comptabilité matière.

#### ***2.4. Définition des activités de la pêche et de l'aquaculture***

99. Les activités de la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion éligibles au présent plan de compensation des surcoûts sont définies comme suit.
100. On entend par **pêche artisanale côtière** l'activité de captures des navires de 5 à 12 m qui ciblent de manière polyvalente les espèces pélagiques et de grande profondeur dans la zone des 20 milles autour de la Réunion.
101. On entend par **pêche palangrière côtière** l'activité de captures des navires de moins de 12 m qui ciblent à la palangre horizontale de surface les espèces pélagiques dans la zone entre 12 et 20 milles des côtes de la Réunion et, de manière marginale, à la ligne à main, à la traîne et/ou au moulinet électrique les espèces de fond dans les 12 milles.
102. On entend par **pêche hauturière** l'activité de captures, en frais et/ou en congelé, des navires palangriers de longueur supérieure ou égale à 12 mètres qui ciblent à la palangre horizontale de surface ou de fond les espèces pélagiques ou les espèces démersales à partir de la ZEE de La Réunion et jusque dans les eaux des pays tiers sous licences communautaires dans le cadre des APP.
103. On entend par **aquaculture marine et continentale** l'activité d'élevage de poisson et/ou d'algue ainsi que leur éventuelle transformation en vue de leur commercialisation.
104. On entend par **transformation de niveau I** l'activité de découpe en filet ou en cube du poisson produit localement.
105. On entend par **transformation de niveau II** l'activité de deuxième découpe en steak, de calibrage, de mise en barquette sous atmosphère modifiée jusqu'à la préparation en mode traiteur de plats, avec ou sans cuisson, à base de poisson produit localement.
106. On entend par **exportation** l'activité d'écoulement à l'extérieur du territoire de La Réunion du poisson produit localement.
107. On entend par **congélation** l'activité de baisse de température sous tunnel et de stockage en chambre froide du poisson produit localement.
108. On entend par **mareyage et distribution** l'activité d'achat en gros du poisson produit localement et de transport pour fournir les marchés des grandes et moyennes surfaces ainsi que la restauration touristique et collective.

109. On entend par **commercialisation** l'activité d'écoulement et de vente en frais au détail au consommateur et auprès de la restauration touristique de proximité.

## 2.5. Hypothèses de calcul des surcoûts d'activités de la pêche et de l'aquaculture

Elevage aquacole (poissons)	Production, commercialisation	Unités de production de 6 tonnes de tilapia ou truite par an. Le prix de vente GMS est de 9 €/kg. Taux de conversion de 2. 12 T d'aliment et une survie de 52% pendant le grossissement (de 1g à 350g par individu). Références moyennes des aquaculteurs. Prédominance de circuits courts. Surcoûts liés à la taille des exploitations, aux coûts de transports des intrants (matériel, aliments) aux surmortalités liées aux cyclones. Approche sur la base d'une production de tilapia.
Elevage d'algue (spiruline)	Production, transformation	Filière naissante. Estimation basée sur une exploitation de 200 m2 produisant 300 kg de spiruline sèche (3 tonnes fraîche) par an. Le produit final est séché sous forme de paillette ou de comprimés. Importation des intrants de production et de conditionnement des produits. Surcoûts liés aux coûts d'approche, aux investissements et aux pertes liées aux aléas climatiques (cyclones).

110. L'ensemble des hypothèses retenues pour l'évaluation des surcoûts pour chacune des activités est synthétisé dans les tableaux suivants :

Activité	Sous-activité	Hypothèse(s) de calcul
Pêche artisanale côtière	Production	Navires de 5,50 à 12 mètres, activités et espèces polyvalentes, moyenne pondérée de volume annuel de 10,4 tonnes équivalent poids vif (epv), prix moyen de vente à 6,50 €/kg epv, 50 litres de consommation par sortie avec 200 marées annuelles, besoin en glace de 0,500 kg pour 1 kg de poisson epv, rendement de 400 g d'appâts pour 1 kg de poisson epv. Pour les calamités liées à la déprédation, la référence retenue est celle collectée dans le cadre de l'auto-échantillonnage de la bande côtière (5%). Polyvalence des navires et armement à la petite pêche (marée de moins de 24 heures, jusqu'à une 3 <sup>ème</sup> catégorie, dans les 20 milles). La consommation en carburant et en lubrifiant est calculée à activité virtuelle, donc à volume identique bien que la distance, et donc la consommation d'huile, soit supérieure en l'absence de plateau continental.
Pêche palangrière côtière	Production	Navires de moins de 12 mètres, équipés d'une palangre horizontale pour cibler les espèces pélagiques, moyenne pondérée de volume annuel de 40 tonnes epv, prix moyen de vente à 4,84 €/kg, 160 litres de consommation par sortie avec 100 marées annuelles de 2 jours, besoin en glace de 1,5 kg pour 0,5 kg de poisson epv du fait de la qualité ultra-fraîche recherchée, rendement de 300 g d'appâts pour 1 kg de poisson epv. Pour les calamités liées à la déprédation, la référence retenue est celle collectée dans le cadre de l'auto-échantillonnage de la bande côtière (5%). Navires mini long-liners avec armement à la petite pêche pour des marées de moins de 24 heures, en 3 <sup>ème</sup> catégorie, dans les 20 milles. La consommation en carburant et en lubrifiant est calculée à activité virtuelle, donc à volume identique bien que la distance, et donc la consommation d'huile, soit supérieure en l'absence de plateau continental.
Pêche hauturière en frais	Production	Navires de 12 à 25 mètres, technique de la palangre horizontale, espèces pélagiques essentiellement, espèces démersales possibles, moyenne pondérée de volume annuel de 104 tonnes de production epv et moyenne pondérée de consommation par an de 100000 litres de gazole, prix moyen de vente à 3,53 €/kg epv, rendement de 300 g d'appâts pour 1 kg de poisson epv. Pour les calamités liées à la déprédation, la référence retenue est celle collectée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans le cadre de l'auto-échantillonnage de la DCF (10%). Besoin en glace de 1 kg pour 1 kg de poisson epv.
Pêche hauturière en congelé	Production	Navires de 20 mètres et plus, capacité de congélation, volume moyen annuel de 130 tonnes, prix moyen de vente à 2,25 €/kg epv, moyenne de consommation par marée du Bigouden pour 6 marées de 90 jours, rendement de 300 g d'appâts pour 1 kg de poisson epv. Pour les calamités liées à la déprédation, la référence retenue est celle collectée par l'IRD fournir étude IRD correspondante dans le cadre de l'auto-échantillonnage de la DCF (10%). Besoin en glace de 1 kg pour 1 kg de poisson epv.

## 2.6. Tableaux des surcoûts par activités et par pêcheries

111. Les surcoûts identifiés par activités ainsi que leur justification sont représentés ci-après sous la forme du modèle de tableau défini au règlement d'exécution de la Commission européenne.

112. Lorsque le couple activités/produits ne trouve aucune équivalence au niveau de la métropole, une transposition en volume (carburant, glace, ...) et/ou en consommables (appareaux...) est opérée pour définir le niveau de surcoûts.

113.La production de la pêche artisanale côtière :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PECHE ARTISANALE CÔTIERE						
Production moyenne		10400	en kg epv			
Nombre de sorties		200	par an			
Production journalière		52	en kg epv			
Prix moyen du poisson		6,50 €	en euros			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Carburant	<p>Tarif : 0,84 €/litre</p> <p>Source : moyenne du prix des carburants détaxés pour la pêche professionnelle en 2013 sur base des arrêtés préfectoraux</p> <p>Données de consommation : 50 litres/sortie 200 sorties/an</p> <p>Source : moyennes calculées sur l'activité des navires de pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du carburant</u> : 0,84 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (prix unitaire x consommation annuelle de carburants/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (0,84x50x200)/10400</p> <p><b>A = 0,808 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est pris sur le suivi des prix (gazole – sans plomb) en Métropole sur les principaux ports (Lorient, Guilvinec, Boulogne) en 2013.</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole</u> : 0,68 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole</u> : (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,68x50x200)/10400</p> <p><b>B = 0,654 €/kg</b></p>	<b>0,154 €/kg</b>	<b>154 €/tonne</b>
Lubrifiant	<p><u>Prix unitaire lubrifiant</u> : 4,53 €/litre</p> <p>Source : moyenne des factures datant de 2014 de trois fournisseurs locaux (Tout pour l'auto ouest ; eeca ; genius centre auto)</p> <p><u>Données de consommation</u> :</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du lubrifiant</u> : 4,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (prix unitaire x consommation annuelle de lubrifiant/volume annuel epv produit)</p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 des sites leaderagri et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200 litres (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com)</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole</u> : 2,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole</u> : (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (2,53x2,5x12)/10400</p>	<b>0,006€/kg</b>	<b>6 €/tonne</b>

	2,5 litres/mois  <i>Source : moyenne de consommation donnée par des professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i>	soit A = (4,53x2,5x12)/10400  <b>A = 0,013 €/kg</b>		<b>B = 0,007 €/kg</b>		
Pièces d'usure	<u>Coûts pièces d'usure :</u> 2700 €  <i>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie de pièces d'usure par les professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i>	1) Coût pièces d'usure : 2700 €  2) Calcul du coût Réunion : (Coût pièces d'usure/volume annuel epv produit)  soit A = 2700/10400  <b>A = 0,260 €/kg</b>	Etude sur les pièces détachées avec un surcoût moyen de 70% à La Réunion - Etude du comité des assureurs de La Réunion et de Mayotte en 2014.	1) <u>Prix référence métropole :</u>  2700/1,70 = 1588,24  2) <u>Calcul du coût Métropole :</u>  B = (2700/1,70)/10400  <b>B = 0,153 €/kg</b>	<b>0,107 €/kg</b>	<b>107€/tonne</b>
Entretien (y compris carénage)	non quantifiable		Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.  Ces surcoûts sont bien réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.			
Équipement de pêche, de navigation et de sécurité	<u>Coûts équipements :</u> 6500 €  <i>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie d'équipements de pêche, de navigation et de sécurité par les professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i>	1) <u>Coûts équipements :</u> 6500 €  2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> coût moyen annuel / volume annuel epv produit  soit A = 6500/10400  <b>A = 0,625 €/kg</b>	Sont inclus les équipements de sécurité obligatoires - division 227 et les contrôles de conformité obligatoire de certains appareils - ainsi que les équipements et appareils de pêche.  On note à La Réunion une concentration de l'offre locale, frais d'approche, contrat d'exclusivité sur certains produits (radeau, bouées...).	1) Prix référence métropole : 4500 €  2) Coût métropole (calculé sur la base du modèle Réunion - même liste avec prix catalogue internet en 2014) :  soit B = 4500/10400  <b>B = 0,433 €/kg</b>	<b>0,192 €/kg</b>	<b>192 €/tonne</b>
Appâts	<u>Prix unitaire moyen appâts :</u> 1,85 €/kg  <i>Source : Factures produites dans la demande d'aides CIOM du 1er semestre 2014 - ARIPA</i>  <u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche	1) <u>Prix unitaire moyen des appâts :</u> 1,85 €/kg  2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation d'appâts)/volume annuel epv produit  soit A = (1,85 x 0,400 x	La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2013 des appâts pour la pêche pélagique et côtière des ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.	1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 1 €/kg  2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :  soit B = (1 x 0,400 x	<b>0,340 €/kg</b>	<b>340 €/tonne</b>



	artisanale côtière, membres de l'interprofession de 400 g d'appâts nécessaires pour 1 kg de poisson produit epv	10400)/10400 <b>A = 0,740 €/kg</b>		10400)/10400 <b>B = 0,400 €/kg</b>		
Glace pour cales à poisson	<p><u>Prix unitaire moyen glace</u> : 0,075 €/kg</p> <p><i>Source : Tarif portuaire pour la pêche professionnelle auprès du Grand port maritime de La Réunion (GPMDLR)</i></p> <p><u>Données de consommation</u> : Estimation par les professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession d'un besoin de 500 g de glace pour 1 kg de poisson produit epv</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen de la glace</u> : 0,075 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (prix unitaire x consommation de glace)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (0,075 x 0,500 x 10400)/10400</p> <p><b>A = 0,038 €/kg</b></p>	Surcoût liés aux volumes limités par rapport aux ports métropolitains et conditions de chaleur en milieu tropical nécessitant un ratio glace / kg de poisson deux fois supérieur à La Réunion (0,500/kg) qu'en métropole (0,250/kg) pour une conservation optimale du poisson dans la cale. La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2014 de la glace par les ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole</u> : 0,05 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (0,05 x 0,250 x 10400)/10400</p> <p><b>B = 0,013 €/kg</b></p>	<b>0,025 €/kg</b>	<b>25 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		La pêche en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.			
Redevance d'infrastructure portuaire	non quantifiable		Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents.			
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<p><u>Coût alimentaire Réunion</u> : coût Métropole x 1,124 2248 €</p> <p><i>source : Etude INSEE</i></p>	<p>1) Coût alimentaire Réunion : (coût Métropole x surcoût de la vie)</p> <p>2) Calcul coût Réunion : (2000 x 1,124)/10400</p> <p><b>A= 0,216 €/kg</b></p>	<p>Etude INSEE sur le surcoût de la vie, de 12,4% à La Réunion (2014).</p> <p>Le panier est de 10 € / jour, à multiplier par le nombre de jours de travail (200 jours à La Réunion).</p>	<p>1) Coût métropole : 200 x 10 = 2000</p> <p>2) Calcul du coût Métropole coût Métropole/volume global epv produit (base modèle Réunion - 200 jours)</p> <p>B = 2000/10400</p> <p><b>B = 0,192 €/kg</b></p>	<b>0,024 €</b>	<b>24 €/tonne</b>
Frais de personnel	non retenu					



Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			
Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Autres	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	<p><u>Résultat net annuel + charges fixes :</u> 13520 + 9762 =23282</p> <p><i>Source : Données collectées auprès des professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Jours de pertes :</u> 10 jours</p> <p><i>Source : Météo France, avec relevés des jours avant, pendant et après cyclones sur la période (2006-2013) où l'exploitation n'est pas possible et même parfois non autorisée (procédure d'alertes).</i></p>	<p>1) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (résultat net + charges fixes)/nombre de jours de sorties/an x nombre de jours de pertes/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (23282/200)x 10 / 10400</p> <p><b>A = 0,112 €/kg</b></p>	-	0,00 €	<b>0,112 €/kg</b>	<b>112 €/tonne</b>
Insuffisance de production pour déprédation	<p><u>CA annuel moyen :</u> volume annuel epv produit x prix moyen annuel</p> <p><i>Source : Données collectées en 2014 auprès</i></p>	<p>1) <u>CA annuel moyen :</u> 10400 x 6,50 = 67600</p> <p>2) <u>Calcul de la perte de CA :</u> CA x perte de CA/volume annuel</p>	Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareils, appâts, carburant, glace...). La base de référence en	0,00 €	<b>0,325 €/kg</b>	<b>325 €/tonne</b>

	<i>des professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i>  <u>Perte de CA :</u> 5%  <i>Source : Etude IRD (2013) sur l'auto-échantillonnage dans la bande côtière</i>	epv produit  soit A = 67600 x 5%/10400  <b>A = 0,325 €/kg</b>	métropole est de 0.			
Frais financiers	<u>CA annuel moyen :</u> volume annuel epv produit x prix moyen annuel Soit 67600 €  <i>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche artisanale côtière, membres de l'interprofession</i>  <u>Taux moyen d'emprunt :</u> 5,54%  <i>Source : IEDOM 2014</i>	<u>1) Coût de base :</u> 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (10400 x 6,50) x 3/12 = 16900  <u>2)Coût Réunion :</u> Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit  soit A = 16900 x 5,54 % / 10400  <b>A = 0,090 €/kg</b>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<u>Taux d'intérêt en métropole :</u> 2,70%  <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :  soit B = (16900 x 2,70%)/10400  <b>B = 0,044 €/kg</b>	<b>0,046 €/kg</b>	<b>46 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					1,331 €/kg	1331 €/tonne

114.Les arrêts d’exploitation liés aux cyclones et l’insuffisance de production pour déprédation sont générés par le positionnement géographique de La Réunion, qui avec Mayotte, est la seule région européenne située dans l’hémisphère sud, en zone tropicale propice aux dérèglements climatiques, d’une part, et sanctuaire baleine, favorisant la prolifération des mammifères marins, d’autre part.

115.Ces surcoûts liés aux conditions climatiques et environnementales sont donc pleinement rattachables à la situation ultrapériphérique de La Réunion.

116.La production de la pêche palangrière côtière :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PECHE PALANGRIERE CÔTIERE						
Production moyenne	40000	en kg epv				
Nombre de sorties	100	par an				
Production journalière	400	en kg epv				
Prix moyen du poisson	4,84 €	en euros				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv

Carburant	<p><u>Tarif :</u> 0,84 €/litre</p> <p>Source : moyenne du prix des carburants détaxés pour la pêche professionnelle en 2013 sur base des arrêtés préfectoraux</p> <p><u>Données de consommation :</u> 160 litres/sortie 100 sorties/an</p> <p>Source : moyennes calculées sur l'activité des navires de pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du carburant :</u> 0,84 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle de carburants/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (0,84x160x100)/40000</p> <p><b>A = 0,336 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est pris sur le suivi des prix (gazole – sans plomb) en Métropole sur les principaux ports (Lorient, Guilvinec, Boulogne) en 2013.</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 0,68 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,68x160x100)/40000</p> <p><b>B = 0,272 €/kg</b></p>	<b>0,064 €/kg</b>	<b>64€/tonne</b>
Lubrifiant	<p><u>Prix unitaire lubrifiant :</u> 4,53 €/litre</p> <p>Source : moyenne des factures datant de 2014 de trois fournisseurs locaux (Tout pour l'auto ouest ; eeca ; genius centre auto)</p> <p><u>Données de consommation :</u> 5 litres/mois</p> <p>Source : moyenne de consommation donnée par des professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du lubrifiant :</u> 4,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle de lubrifiant/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (4,53x5x12)/40000</p> <p><b>A = 0,007 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 des sites leaderagri et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200 litres (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com)</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 2,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (2,53x5x12)/40000</p> <p><b>B = 0,004 €/kg</b></p>	<b>0,003€/kg</b>	<b>3€/tonne</b>
Pièces d'usure	<p><u>Coûts pièces d'usure :</u> 7000 €</p> <p>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie de pièces d'usure par les professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure :</u> 7000 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (Coût pièces d'usure/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = 7000/40000</p> <p><b>A = 0,175 €/kg</b></p>	<p>Etude sur les pièces détachées avec un surcoût moyen de 70% à La Réunion - Etude du comité des assureurs de La Réunion et de Mayotte en 2014.</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u>  7000/1,70 = 4117,65</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u>  B = (7000/1,70)/40000</p> <p><b>B = 0,103 €/kg</b></p>	<b>0,072 €/kg</b>	<b>72€/tonne</b>
Entretien (y compris carénage)	non quantifiable		<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont bien réels et d'autant plus élevés</p>			

			lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.			
Équipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p><u>Coûts équipements :</u> 8500 €</p> <p>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie d'équipements de pêche, de navigation et de sécurité par les professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Coûts équipements :</u> 8500 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> coût moyen annuel / volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 8500/40000</p> <p><b>A = 0,213 €/kg</b></p>	<p>Sont inclus les équipements de sécurité obligatoires - division 227 ou 226 et les contrôles de conformité obligatoire de certains appareils - ainsi que les équipements et appareils de pêche.</p> <p>On note à La Réunion une concentration de l'offre locale, frais d'approche, contrat d'exclusivité sur certains produits (radeau, bouées...).</p>	<p>1) Prix référence métropole : 6900 €</p> <p>2) Coût métropole (calculé sur la base du modèle Réunion - même liste avec prix catalogue internet en 2014) :</p> <p>soit B = 6900/40000</p> <p><b>B = 0,173 €/kg</b></p>	<b>0,040 €/kg</b>	<b>40 €/tonne</b>
Appâts	<p><u>Prix unitaire moyen appâts :</u> 1,85 €/kg</p> <p>Source : Factures fournies de demande d'aides CIOM du 1er semestre 2014 - ARIPA</p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession de 120 kg d'appâts par sortie (300 g d'appâts/kg de poissons)</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen des appâts :</u> 1,85 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation d'appâts)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (1,85 x 120 x 100)/40000</p> <p><b>A = 0,555 €/kg</b></p>	<p>La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2013 des appâts pour la pêche pélagique et côtière des ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 1 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (1 x 120 x 100)/40000</p> <p><b>B = 0,300 €/kg</b></p>	<b>0,255 €/kg</b>	<b>255 €/tonne</b>
Glace pour cales à poisson	<p>maritime de La Réunion (GPMDLR)</p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession d'un besoin de 1500 g de glace pour 1 kg de poisson produit epv</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen de la glace :</u> 0,075 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation de glace)/volume annuel epv produit</p>	<p>Surcoût liés aux volumes limités par rapport aux ports métropolitains et conditions de chaleur en milieu tropical nécessitant un ratio glace / kg de poisson trois fois supérieur à La Réunion (1,500/kg) qu'en métropole (0,500/kg) pour une conservation optimale du poisson dans la cale. La référence métropole retenue est le prix d'achat</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 0,05 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p>	<b>0,088 €/kg</b>	<b>88 €/tonne</b>

Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		La pêche en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.			
Redevance d'infrastructure portuaire	non quantifiable		Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents.			
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<p><u>Coût alimentaire Réunion</u> : coût Métropole x 1,124 = 4496 €</p> <p>source : <i>Etude INSEE</i></p>	<p>1) Coût alimentaire Réunion : (coût Métropole x surcoût de la vie) 4496 €</p> <p>2) Calcul coût Réunion : (4000 x 1,124)/40000</p> <p><b>A= 0,112 €/kg</b></p>	<p>Etude INSEE sur le surcoût de la vie, de 12,4% à La Réunion (2014).</p> <p>Le panier est de 10 € / jour, à multiplier par le nombre de jours de travail (100 sorties de 2 jours à La Réunion) et par le nombre de marins embarqués en pêche palangrière côtière (2)</p>	<p>1) Coût métropole : 2 marins x 100 sorties x 2 jours x 10 = 4000</p> <p>2) Calcul du coût Métropole coût Métropole/volume global epv produit (base modèle Réunion - 100 sorties de 2 jours)</p> <p>B = 4000/40000</p> <p><b>B = 0,100 €/kg</b></p>	<b>0,012 €</b>	<b>12 €/tonne</b>
Frais de personnel	non retenu					
Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			

Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Autres	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	<p><u>Résultat net annuel + charges fixes :</u> 30221 + 19740 = 49961</p> <p>Source : Données collectées auprès des professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Jours de pertes :</u> 10 jours</p> <p>Source : Météo France, avec relevés des jours avant, pendant et après cyclones sur la période (2006-2013) où l'exploitation n'est pas possible et même parfois non autorisée (procédure d'alertes).</p>	<p>1) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (résultat net + charges fixes)/nombre de jours de sorties/an x nombre de jours de pertes/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (49961/200)x 10/40000</p> <p><b>A = 0,062 €/kg</b></p>	-	0,00 €	<b>0,062 €/kg</b>	<b>62€/tonne</b>
Insuffisance de production pour déprédation	<p><u>CA annuel moyen :</u> volume annuel epv produit x prix moyen annuel</p> <p>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Perte de CA :</u> 5%</p> <p>Source : Etude IRD sur l'auto-échantillonnage dans la bande côtière réunionnaise</p>	<p>1) <u>CA annuel moyen :</u> 40000 x 4,84 = 193600</p> <p>2) <u>Calcul de la perte de CA :</u> CA x perte de CA/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 193600 x 5%/40000</p> <p><b>A = 0,242 €/kg</b></p>	Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareils, appâts, carburant, glace...). La base de référence en métropole est de 0.	0,00 €	<b>0,242 €/kg</b>	<b>242€/tonne</b>
Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen :</u> volume annuel epv produit x prix moyen annuel Soit 193 600</p>	<p>1) <u>Coût de base :</u> 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (40000 x 4,84) x 3/12 = 48400</p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole :</u> 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p>	<b>0,035 €/kg</b>	<b>35 €/tonne</b>

	<p>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière côtière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p>Source : IEDOM 2014</p>	<p>2)Coût Réunion : Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 48400 x 5,54% / 40000</p> <p><b>A = 0.067 €/kg</b></p>		<p>soit B = (48400 x 2,70%)/40000</p> <p><b>B = 0,032 €/kg</b></p>		
Montant total des surcoûts					0,874€/kg	874€/tonne

117.La production de la pêche hauturière en frais :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PECHE PALANGRIERE HAUTURIERE EN FRAIS						
Production moyenne		104000	en kg epv			
Nombre de filages		160	par an			
Production journalière		sans objet	en kg epv			
Prix moyen du poisson		3,53 €	en euros			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Carburant	<p>Tarif : 0,84 €/litre</p> <p>Source : moyenne du prix des carburants détaxés pour la pêche professionnelle en 2013 sur base des arrêtés préfectoraux</p> <p>Données de consommation : 100 000 litres/an</p> <p>Source : moyennes calculées sur l'activité des navires de pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du carburant</u> : 0,84 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (prix unitaire x consommation annuelle de carburants/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (0,84x100 000)/104 000</p> <p><b>A = 0,808 €/kg</b></p>	Le prix de référence métropolitaine est pris sur le suivi des prix (gazole – sans plomb) en Métropole sur les principaux ports (Lorient, Guilvinec, Boulogne) en 2013.	<p>1) <u>Prix référence métropole</u> : 0,68 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole</u> : (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,68x100 000)/104 000</p> <p><b>B = 0,654 €/kg</b></p>	<b>0,154 €/kg</b>	<b>154 €/tonne</b>



Lubrifiant	<p><u>Prix unitaire lubrifiant :</u> 3,45 €/litre</p> <p>Source : moyenne des factures datant de 2014 d'un fournisseur en vrac pour la pêche palangrière hauturière</p> <p><u>Données de consommation :</u> 50 litres/mois</p> <p>Source : moyenne de consommation donnée par des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du lubrifiant :</u> 3,45 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle de lubrifiant/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (3,45x50x12)/104000</p> <p><b>A = 0,020 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 des sites leaderagri et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200 litres (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com)</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 2,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (2,53x50x12)/104000</p> <p><b>B = 0,015 €/kg</b></p>	<b>0,005€/kg</b>	<b>5€/tonne</b>
Pièces d'usure	<p><u>Coûts pièces d'usure :</u> 9000 €</p> <p>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie de pièces d'usure par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) Coût pièces d'usure : 9000 €</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : (Coût pièces d'usure/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = 9000/104000</p> <p><b>A = 0,087€/kg</b></p>	<p>Etude sur les pièces détachées avec un surcoût moyen de 70% à La Réunion - Etude du comité des assureurs de La Réunion et de Mayotte en 2014.</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 9000/1,70 = 5294,12</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u></p> <p>B = (9000/1,70)/104000</p> <p><b>B = 0,051 €/kg</b></p>	<b>0,036 €/kg</b>	<b>36€/tonne</b>
Entretien (y compris carénage)	non quantifiable		<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont bien réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>			

Équipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p><u>Coûts équipements :</u> 12600 €</p> <p>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie d'équipements de pêche, de navigation et de sécurité par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Coûts équipements :</u> 12600 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> coût moyen annuel / volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 12600/104000</p> <p><b>A = 0,121 €/kg</b></p>	<p>Sont inclus les équipements de sécurité obligatoires - division 226 et les contrôles de conformité obligatoire de certains appareils - ainsi que les équipements et appareils de pêche.</p> <p>On note à La Réunion une concentration de l'offre locale, frais d'approche, contrat d'exclusivité sur certains produits (radeau, bouées...).</p>	<p>1) Prix référence métropole : 8900 €</p> <p>2) Coût métropole (calculé sur la base du modèle Réunion - même liste avec prix catalogue internet en 2014) :</p> <p>soit B = 8900/104000</p> <p><b>B = 0,086 €/kg</b></p>	<b>0,035 €/kg</b>	<b>35€/tonne</b>
Appâts	<p><u>Prix unitaire moyen appâts :</u> 1,85 €/kg</p> <p>Source : Factures fournies de demande d'aides CIOM du 1er semestre 2014 - ARIPA</p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession de 0,300 kg d'appâts par kg de poisson produit epv</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen des appâts :</u> 1,85 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation d'appâts)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (1,85 x 0,300 x 104000)/104000</p> <p><b>A = 0,555 €/kg</b></p>	<p>La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2013 des appâts pour la pêche pélagique et côtière des ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 1 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (1 x 0,300 x 104000)/104000</p> <p><b>B = 0,300 €/kg</b></p>	<b>0,255 €/kg</b>	<b>255 €/tonne</b>
Glace pour cales à poisson	<p><u>Prix unitaire moyen glace :</u> 0,075 €/kg</p> <p>Source : Tarif portuaire pour la pêche professionnelle auprès du Grand port maritime de La Réunion (GPMDLR)</p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession d'un besoin de 1k g de glace pour 1 kg de poisson produit epv</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen de la glace :</u> 0,075 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation de glace)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (0,075 x 1 x 104000)/104000</p> <p><b>A = 0,075 €/kg</b></p>	<p>Surcoût liés aux volumes limités par rapport aux ports métropolitains et conditions de chaleur en milieu tropical nécessitant un ratio glace / kg de poisson deux fois supérieur à La Réunion (1/kg) qu'en métropole (0,500/kg) pour une conservation optimale du poisson dans la cale. La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2014 de la glace par les ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 0,05 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (0,05 x 0,500 x 40000)/40000</p> <p><b>B = 0,025 €/kg</b></p>	<b>0,050 €/kg</b>	<b>50 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		<p>La pêche en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.</p>			

Redevance d'infrastructure portuaire	non quantifiable		Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents.			
Approvisionnement alimentaire (équipage)	non sollicité					
Frais de personnel	non retenu					
Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			
Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Autres	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	<u>Résultat net annuel + charges fixes :</u> 44055 + 78000 = 122055  <i>Source : Données collectées auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</i>	1) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (résultat net + charges fixes)/nombre de jours de filages/an x nombre de jours de pertes/volume annuel epv produit	-	<b>B = 0,00 €/kg</b>	<b>0,110 €/kg</b>	<b>110 €/tonne</b>

	<p><u>Jours de pertes</u> (nb de jours sans filage): 15 jours</p> <p>Source : Météo France, avec relevés des jours avant, pendant et après cyclones sur la période (2006-2013) où l'exploitation n'est</p>	<p>soit A = (122055/160)x 15/104000</p> <p><b>A = 0,110 €/kg</b></p>				
Insuffisance de production pour déprédation	<p><u>CA annuel moyen</u> : volume annuel epv produit x prix moyen annuel</p> <p>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Perte de CA</u> : 10%</p> <p>Source : Etude IRD sur la déprédation en océan Indien (ZEE Réunion et Madagascar)</p>	<p>1) <u>CA annuel moyen</u> : 104000 x 3,53 = 367120</p> <p>2) <u>Calcul de la perte de CA</u> : CA x perte de CA/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 367120 x 10%/104000</p> <p><b>A = 0,353</b></p>	Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareaux, appâts, carburant, glace...). La base de référence en métropole est de 0.	<b>B=0,00 €/kg</b>	<b>0,353 €/kg</b>	<b>353 €/tonne</b>
Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen</u> : volume annuel epv produit x prix moyen annuel Soit 367 120 €</p> <p>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p>Source : IEDOM 2014</p>	<p>1) <u>Coût de base</u> : 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (104000 x 3,53) x 3/12 = 91780</p> <p>2) <u>Coût Réunion</u> : Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 91780 x 5,54% / 104000</p> <p><b>A = 0,049 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole</u> : 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (91780 x 2,70%)/104000</p> <p><b>B = 0,024</b></p>	<b>0,025 €/kg</b>	<b>25€/tonne</b>
<b>Montant total des surcoûts</b>					<b>1,023 €/kg</b>	<b>1023 €/tonne</b>

118.La production de la pêche hauturière en congelé :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PECHE PALANGRIERE HAUTURIERE EN CONGELE						
Production moyenne		130000	en kg epv			
Nombre de filages		110	par an			
Production journalière		sans objet	en kg epv			
Prix moyen du poisson		2,25 €	en euros			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Carburant	<p><u>Tarif :</u> 0,84 €/litre</p> <p>Source : moyenne du prix des carburants détaxés pour la pêche professionnelle en 2013 sur base des arrêtés préfectoraux</p> <p><u>Données de consommation :</u> 130 000 litres/an</p> <p>Source : moyennes calculées sur l'activité des navires de pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire du carburant :</u> 0,84 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle de carburants/volume annuel epv produit)</p> <p>soit A = (0,84x130000)/130000</p> <p><b>A = 0,840 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est pris sur le suivi des prix (gazole – sans plomb) en Métropole sur les principaux ports (Lorient, Guilvinec, Boulogne) en 2013.</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 0,68 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,68x130000)/130000</p> <p><b>B = 0,680 €/kg</b></p>	<b>0,160 €/kg</b>	<b>160 €/tonne</b>
Lubrifiant	<p><u>Prix unitaire lubrifiant :</u> 3,45 €/litre</p> <p>Source : moyenne des factures datant de 2014 d'un fournisseur en vrac pour la pêche palangrière hauturière</p> <p><u>Données de consommation :</u></p>	<p>1) <u>Prix unitaire du lubrifiant :</u> 3,45 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle de lubrifiant/volume annuel epv produit)</p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 des sites leaderagri et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200 litres (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com)</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 2,53 €/litre</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (2,53x50x12)/130000</p>	<b>0,004€/kg</b>	<b>4€/tonne</b>



	50 litres/mois <i>Source : moyenne de consommation donnée par des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de</i>	soit A = (3,45x50x12)/130000 <b>A = 0,016 €/kg</b>		<b>B = 0,012 €/kg</b>		
Pièces d'usure	<u>Coûts pièces d'usure :</u> 9000 € <i>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie de pièces d'usure par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</i>	1) Coût pièces d'usure : 9000 € 2) Calcul du coût Réunion : (Coût pièces d'usure/volume annuel epv produit) soit A = 9000/130 000 <b>A = 0,069 €/kg</b>	Etude sur les pièces détachées avec un surcoût moyen de 70% à La Réunion - Etude du comité des assureurs de La Réunion et de Mayotte en 2014.	1) <u>Prix référence métropole :</u>  9000/1,70 = 5294,12 2) <u>Calcul du coût Métropole :</u>  B = (9000/1,70)/130 000 <b>B = 0,041 €/kg</b>	<b>0,028 €/kg</b>	<b>28 €/tonne</b>
Entretien (y compris carénage)	non quantifiable		Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.  Ces surcoûts sont bien réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.			
Équipement de pêche, de navigation et de sécurité	<u>Coûts équipements :</u> 12600 € <i>Source : Fournisseurs locaux sur la base d'une liste établie d'équipements de pêche, de navigation et de sécurité par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</i>	1) <u>Coûts équipements :</u> 12600 € 2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> coût moyen annuel / volume annuel epv produit soit A = 12600/130000 <b>A = 0,097 €/kg</b>	Sont inclus les équipements de sécurité obligatoires - division 226 et les contrôles de conformité obligatoire de certains appareils - ainsi que les équipements et appareils de pêche.  On note à La Réunion une concentration de l'offre locale, frais d'approche, contrat d'exclusivité sur certains produits (radeau, bouées...).	1) Prix référence métropole : 8900 € 2) Coût métropole (calculé sur la base du modèle Réunion - même liste avec prix catalogue internet en 2014) :  soit B = 8900/130000 <b>B = 0,068 €/kg</b>	<b>0,029 €/kg</b>	<b>29€/tonne</b>
Appâts	<u>Prix unitaire moyen appâts :</u>	1) <u>Prix unitaire moyen des appâts :</u>	La référence métropole retenue est le prix d'achat	1) <u>Prix unitaire de référence</u>	<b>0,255 €/kg</b>	<b>255 €/tonne</b>

	<p>1,85 €/kg</p> <p><i>Source : Demande d'aides CIOM du 1er semestre 2014 - ARIPA</i></p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession de 0,300 kg d'appâts par kg de poisson epv produit</p>	<p>1,85 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation d'appâts)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = <math>(1,85 \times 0,300 \times 130\,000) / 130\,000</math></p> <p><b>A = 0,555 €/kg</b></p>	<p>moyen en 2013 des appâts pour la pêche pélagique et côtière des ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.</p>	<p><u>métropole :</u> 1 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = <math>(1 \times 0,300 \times 130\,000) / 130\,000</math></p> <p><b>B = 0,30 €/kg</b></p>		
Glace pour cales à poisson	<p><u>Prix unitaire moyen glace :</u> 0,075 €/kg</p> <p><i>Source : Tarif portuaire pour la pêche professionnelle auprès du Grand port maritime de La Réunion (GPMDLR)</i></p> <p><u>Données de consommation :</u> Estimation par les professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession d'un besoin de 1 kg de glace pour 1 kg de poisson produit epv</p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen de la glace :</u> 0,075 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation de glace)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = <math>(0,075 \times 1,0 \times 40\,000) / 40\,000</math></p> <p><b>A = 0,075 €/kg</b></p>	<p>Surcoût liés aux volumes limités par rapport aux ports métropolitains et conditions de chaleur en milieu tropical nécessitant un ratio glace / kg de poisson deux fois supérieur à La Réunion (1Kg/kg) qu'en métropole (0,500Kg/kg) pour une conservation optimale du poisson dans la cale. La référence métropole retenue est le prix d'achat moyen en 2014 de la glace par les ressortissants des CRPMEM des Pays de Loire et de Paca.</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de référence métropole :</u> 0,05 €/kg</p> <p>2) <u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = <math>(0,05 \times 0,500 \times 130\,000) / 130\,000</math></p> <p><b>B = 0,025 €/kg</b></p>	<b>0,050 €/kg</b>	<b>50 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		<p>La pêche en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.</p>			
Redevance d'infrastructure portuaire	non quantifiable		Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents.			
Approvisionnement alimentaire (équipage)	non sollicité					
Frais de personnel	non retenu					

Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			
Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Autres	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	<p><u>Résultat net annuel + charges fixes :</u> 27790 + 78000 = 105790</p> <p>Source : Données collectées auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Jours de pertes :</u> <u>(nb de jours sans filage)</u> 15 jours</p> <p>Source : Météo France, avec relevés des jours avant, pendant et après cyclones sur la période (2006-2013) où l'exploitation n'est pas possible et même parfois non autorisée (procédure d'alertes).</p>	<p>1) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (résultat net + charges fixes)/nombre de jours de filages/an x nombre de jours de pertes/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (105790/110)x 15/130 000</p> <p><b>A = 0,111 €/kg</b></p>	-	0,00 €	<b>0,111 €/kg</b>	<b>111 €/tonne</b>
Insuffisance de production pour déprédation	<p><u>CA annuel moyen :</u> volume annuel epv produit x prix moyen annuel</p> <p>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</p> <p><u>Perte de CA :</u> 10%</p> <p>Source : Etude IRD sur la déprédation en océan Indien (ZEE Réunion et Madagascar)</p>	<p>1) <u>CA annuel moyen :</u> 130000 x 2,25 = 292500</p> <p>2) <u>Calcul de la perte de CA :</u> CA x perte de CA/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 292500 x 10%/130000</p> <p><b>A = 0,225 €/kg</b></p>	Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareils, appâts, carburant, glace...). La base de référence en métropole est de 0.	0,00 €	<b>0,225 €/kg</b>	<b>225 €/tonne</b>

Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen</u> : volume annuel epv produit x prix moyen annuel Soit 292 500 €</p> <p><i>Source : Données collectées en 2014 auprès des professionnels de la pêche palangrière hauturière, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p><i>Source : IEDOM 2014</i></p>	<p>1) <u>Coût de base</u> : 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (130000 x 2,25) x 3/12 = 73125</p> <p>2)<u>Coût Réunion</u> : Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 73125 x 5,54% / 130000</p> <p><b>A = 0,031 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole</u> : 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (73125 x 2,70%)/130000</p> <p><b>B = 0,015</b></p>	<b>0,016 €/kg</b>	<b>16 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>0,878 €/kg</b>	<b>878 €/tonne</b>

119. La collecte par les GIE de vente et les poissonneries :

120. L'éparpillement des points de débarquement, d'une part, et l'absence de criée, d'autre part, constituent une contrainte structurelle à la prise en charge (collecte) puis à l'écoulement de la production artisanale côtière dans les circuits structurés de l'interprofession.

121. De par l'amplitude horaire des retours de marées des marins pêcheurs d'un même point de débarquement, la débarque et la collecte de la production de la pêche artisanale côtière nécessitent ainsi, à l'inverse de la métropole où les opérateurs débarquent en criée ou bord à quais d'un lieu de vente, l'acquisition d'outils d'enlèvement avec stockage tampon (camions frigorifiques) pour leur transport jusqu'aux structures de commercialisation.

SURCOÛTS LIES A LA COLLECTE DE LA PRODUCTION PAR LES GIE DE VENTE ET LES POISSONNERIES						
Collecte totale		78000	en kg epv			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par kg de poisson epv
Collecte (transport du bateau vers premier acheteur GIE de vente ou poissonnerie)	<p><u>Source du coût moyen annuel</u></p> <p>Coût de leasing : 20000 €/an Coût main d'œuvre : 2083 €/mois</p> <p><i>Source : Données comptables 2013 de l'exploitation d'une poissonnerie, membre de l'interprofession</i></p> <p><u>Source quantité transportée</u> :</p> <p><i>Source : moyenne des débarques opérées en 2014 par les GIE de vente et les poissonneries, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Coût annuel Réunion</u> :</p> <p>1 camion frigorifique (9T) en leasing et contrat de maintenance (20000 €/an unitaire) + 1 chauffeur à mi-temps (0,5 x 12 x 2083 €/mois) + 3000 € de carburant GO = 35498 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> :</p> <p>(coût annuel Réunion/volume annuel epv collecté)</p> <p>soit A = 35498/78000</p> <p><b>A = 0,455 €/kg</b></p>	<p>En métropole, le poisson est débarqué directement sur le quai puis en halle à marée.</p> <p>A La Réunion, en l'absence de halle à marée, la débarque des navires artisans et côtiers sur tout le pourtour du littoral (230 km) avec le plus souvent de petits volumes (52 kg/jour/pêcheur) est opérée à quais et le transport des captures jusqu'au structure de vente de proximité (GIE et poissonnerie) nécessite des moyens de transports terrestres.</p> <p>La collecte comprend les coûts de transport du quai vers le premier acheteur (coût carburant, assurance et location ou de leasing du camion le cas</p>	<b>B = 0</b>	<b>0,455 €/kg</b>	<b>455 €/tonne</b>

			échéant, au prorata de l'activité de collecte).			
Montant total des surcoûts					0,455€/tonne	455 €/tonne

122. Ce surcoût est lié à l’atomisation des opérateurs et à leur éparpillement tout autour du littoral, ce qui constitue une des caractéristiques d’ultrapériphéricité.
123. La collecte par les usines :
124. L’absence de criée constitue une contrainte structurelle à la prise en charge (collecte) puis à l’écoulement de la production de la pêche hauturière en frais et en congelé dans les circuits structurés de l’interprofession.
125. A l’inverse de la métropole où les navires débarquent en criée ou bord à quais d’un lieu de vente, les usines s’appuient à La Réunion sur des camions frigorifiques (et des chauffeurs) pour la prise en charge de la production des bateaux depuis le quai distant de 350 mètres.

SURCOÛTS LIES A LA COLLECTE DE LA PRODUCTION PAR LES USINES						
Collecte totale		975000	en kg epv			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Collecte (Transport du bateau vers premier acheteur usine)	<p><u>Source du coût moyen annuel</u></p> <p>Coût de leasing : 3700 €/mois Coût main d'œuvre : 2083 €/mois</p> <p><i>Source : Données comptables 2013 de l'exploitation d'une usine de transformation du poisson, membre de l'interprofession</i></p> <p><u>Source quantité transportée :</u></p> <p><i>Source : moyenne des débarques opérées en 2013 par les usines de transformation du poisson, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Coût annuel Réunion</u> :</p> <p>2 camions frigorifiques (26T) en leasing et contrat de maintenance (2 x 3700 €/mois x 12) + 2 chauffeurs (2 x 12 x 2083 €/mois) + 10000 € de carburant GO = 148792 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> :</p> <p>(coût annuel Réunion/volume annuel epv collecté)</p> <p>soit A = 148792/975000</p> <p><b>A = 0,153 €/kg</b></p>	<p>En métropole, le poisson est débarqué directement sur le quai puis en halle à marée.</p> <p>A La Réunion, en l'absence de halle à marée, la débarque des navires est opérée à quais et le transport des captures jusqu'à l'usine nécessite des moyens de transports terrestres.</p> <p>La collecte comprend les coûts de transport du quai vers le premier acheteur (coût carburant, assurance et location ou de leasing du camion le cas échéant, au prorata de l'activité de collecte).</p>	<b>B = 0</b>	<b>0,153 €/kg</b>	<b>153 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>0,153 €/kg</b>	<b>153 €/tonne</b>

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PISCICULTURE DE TILAPIA						
Type de structure d'élevage	bassins					
Volume annuel d'exploitation standard	6000		En kg			
Poids moyen des individus en fin de cycle	0,35		En kg			
Taux de survie grossissement	52		En %			
Nombre de juvéniles	5,5		Par kg			
Indice de conversion alimentaire	2					
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode, et résultat de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg <b>colonne A</b>	Références métropole	Méthodes et résultat, de détermination du prix unitaire de référence en métropole en €/kg de produit (poids vif) Colonne B	Surcoût en euros/kg <b>C=A-B</b>	Surcoût par tonne de poisson epv
Alevins	<p><u>Tarif</u> :</p> <p>0,20 €/alevin</p> <p><i>Source : moyenne du prix des alevins pays à l'ARDA seule structure collective disposant d'une écloserie sur l'île. Sur la base des tarifs pratiqués en 2013.</i></p> <p><u>Données de consommation</u> :</p> <p>Avec une survie de 52%, il faut 5,5 alevins pour obtenir 1 kg de poissons de 0,350 g (à la commercialisation)</p> <p><i>Source : moyennes calculées sur l'activité des éleveurs de tilapia, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire de l'alevin</u> :</p> <p>0,20 €/alevin</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> :</p> <p>Nombre d'alevins (5,5) par kg sur la base de la survie (52%)</p> <p><b>soit A = (0,2x5,5)= 1,1 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est pris sur la base d'un devis d'un fournisseur d'alevins de tilapia basé aux Pays-Bas.</p> <p>= 0,383 €/kg</p>	<p>1) <u>Prix unitaire de l'alevin</u> :</p> <p>= (6,95 cts) x 5,5 = 0,383 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût métropole</u> :</p> <p>Nombre d'alevins par kg sur la base de la survie (%)</p> <p><b>soit B = 0,383 €/kg</b></p>	<b>0,714 €/kg</b>	<b>714 €/tonne</b>
Aliment	<p><u>Prix unitaire aliment</u> :</p> <p>1,439 €/kg</p> <p><i>Source : factures datant de 2014 d'un fournisseur de métropole en prenant en compte les frais d'approche, les frais de stockage et les frais bancaires</i></p> <p><i>Source : moyenne calculée sur l'activité des éleveurs de tilapia, membres de l'interprofession.</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire aliment</u> :</p> <p>1,439 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> :</p> <p>(prix unitaire x consommation annuelle)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = (1,439x12000)/6000</p> <p><b>A = 2,878 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 d'un fournisseur de métropole (1,02 euros/kg) auquel il faut rajouter le transport (102 euros/tonne soit 10% de la valeur du produit).</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole</u> :</p> <p>1,12 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole</u> :</p> <p>(calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = ((1,02x12 000)+(102*12))/6000</p> <p><b>B = 2,244 €/kg</b></p>	<b>0,634 €/kg</b>	<b>634 €/tonne</b>



Entretien (y compris phytosanitaires)	<p><u>Prix produits phytosanitaires :</u> Source : factures datant de 2014 de fournisseurs de la Réunion (vétérinaires pour les produits phytosanitaires, commerçant pour les produits d'entretien) Données de consommation : OTC : 10 kg/an Shotaflor : 250 ml/an Anvo21 : 80 l/an Arvoxy 2500 : 40 l/an Eau de javel : 120 l/an <u>Appui technique élevage et installations :</u> La mise en place de nouveaux parcours de production bénéficie de l'appui d'un expert du Zimbabwe qui vient 3 fois par an conseiller les producteurs.</p>	<p><u>1) Produits phytosanitaires :</u> 1 385 €/an pour l'ensemble de l'exploitation (voir note)  2) Calcul du coût Réunion : (coût total)/volume annuel epv produit soit 1385/6000= <b>0,23 €/kg</b> <u>Appui technique élevage et installations :</u> Mission d'expertise mutualisée pour les producteurs, frais de mission et de transport : (prix d'une mission x nbre missions)/ (production/producteur x nbre producteurs) = (2000 x 3) /(6000 x 5)=<b>0,2 €/kg</b>  <b>A=0,23+02=0,43 €/kg</b></p>	<p><u>Prix produits phytosanitaires :</u>  Source : Sites internet, données 2015 de fournisseurs de métropole (vétérinaires pour les produits phytosanitaires, commerçant pour les produits d'entretien) Données de consommation : OTC : 10 kg/an Shotaflor : 250 ml/an Anvo21 : 80 l/an Arvoxy 2500 : 40 l/an Eau de javel : 120 l/an <u>Appui technique élevage et installations :</u> Les coûts de missions sont nuls, les experts sont présents sur place</p>	<p>1) Prix unitaire entretien : 732 €/an pour l'ensemble de l'exploitation  2) Calcul du coût métropole : (coût total)/volume annuel epv produit  soit B = 1046/6000  <b>B= 0,174 €/kg</b></p>	<b>0,256 €/kg</b>	<b>256 €/tonne</b>
Service de conseil	Visite annuelle d'un vétérinaire spécialisé. La mission est mutualisée entre tous les producteurs (1 journée/entreprise) et entre Mayotte et la Réunion	<p>1) prix annuel, 2 visites/an mutualisées entre Réunion et Mayotte : 3500 euros (billets d'avion, per diems, logement, repas) / 2 = 1750 euros prix par producteur 1750 / 6 = 292 euros par producteur A = 292/6000  <b>A = 0,048 euros/kg</b></p>			<b>0,048 €/kg</b>	<b>48 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige l'aquaculteur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		L'aquaculture en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.			
Redevance d'infrastructure portuaire	sans objet					
Frais de personnel	non retenu					
Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	<p>Consommation annuelle : base forfait illimité opérateur local (<a href="http://www.sfr.re/offres/tous-les-mobiles">http://www.sfr.re/offres/tous-les-mobiles</a>, forfait H24) La commercialisation nécessite un abonnement internet pour la diffusion des offres commerciales. <a href="http://www.iledelareunion.net/comparatif-offres-adsl-et-internet/">http://www.iledelareunion.net/comparatif-offres-adsl-et-internet/</a>: 29,90</p>	<p>Téléphone 69 euros/mois, 828 euros/an Internet 29,90 par mois soit 359 euros par an soit  A=(téléphone+internet)/production <b>A=(359+828)/6000=0,20 euros/kg</b></p>	<p><u>Consommation annuelle :</u> <u>base forfait illimité opérateur métropole</u> <a href="http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html">http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html</a> <u>Internet comparatif prix métropole offre la moins chère : 20 euros/mois</u></p>	<p>Téléphone : 30 euros/mois, 360 euros/an  Internet : 20 euros x 12 = 240 euros/an  B=(téléphone+internet)/production <b>B=(360+240)/6000 = 0,1 euros/kg</b></p>	<b>0,10 €/kg</b>	<b>100 €/tonne</b>

Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	<p><u>Résultat net annuel + charges fixes :</u> 24 000 + 24 000 = 48 000</p> <p><i>Source : Données collectées auprès des aquaculteurs, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Pertes : liées aux évènements climatiques</u> 5% de la production soit 8 x 300 = 2400 euros</p> <p><i>Source : Météo France. Jours d'alertes fortes pluies ou cyclone avec incidence sur les nappes phréatiques et le régime des cours d'eau et la qualité des eaux.</i></p>	<p>1) <u>Calcul du coût Réunion :</u> résultat net x 5%</p> <p>soit A = (48 000 x 0,05)/6000</p> <p><b>A = 0,40 €/kg</b></p>	-		<b>0,40 €/kg</b>	<b>400 €/tonne</b>
Fermage	base affermage SAFER proposée pour la location des terrains agricoles (prix couramment utilisé pour la canne). 510 euros/ha/an à la Réunion	production de 6 tonnes sur 1 ha : coût Réunion à la tonne : soit A = 510 / 6000 <b>A = 0,085 euros/kg</b>	base affermage SAFER proposée pour la location des terrains agricoles en Bretagne (tarif moyen maxima zone 1). 150 euros/ha/an en métropole	production de 6 tonnes sur 1 ha : coût métropole à la tonne : soit B=150 / 6000 <b>B= 0,025 euros/kg</b>	<b>0,06 €/kg</b>	<b>60 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>2,212 €/kg</b>	<b>2212 €/tonne</b>

127. La production de l’aquaculture de truite :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION POUR LA PISCICULTURE DE TRUITES						
Type de structure d'élevage	bassins					
Volume annuel d'exploitation standard	6000		En kg			
Poids moyen des individus en fin de cycle	0,25		En kg			
Taux de survie grossissement	50		En %			
Nombre de juvéniles	10,7		Par kg			
Indice de conversion alimentaire	2					
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode, et résultat de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg <b>colonne A</b>	Références métropole	Méthodes et résultat, de détermination du prix unitaire de référence en métropole en €/kg de produit (poids vif) Colonne B	Surcoût en euros/kg <b>C=A-B</b>	Surcoût par tonne de poisson epv
	Alevins	<u>Tarif :</u> 0,10 €/alevin  <i>Source : Prix de l'alevin importé (2 cts/alevin vésiculé) plus frais de transport et surmortalité liée au transport et aux conditions d'élevage à la Réunion</i>  <u>Données de consommation :</u> Avec une survie de 50% pendant le grossissement et de de 25% pendant le transport, il faut 10,7 alevins pour obtenir 1 kg de poissons de 0,250 g (à la commercialisation)	1) <u>Prix unitaire de l'alevin :</u> 0,03875 €/alevin  2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> Nombre d'alevins (10,7) par kg sur la base des survies pendant le transport (75%) et l'élevage (50%)  <b>soit A = (10,7 x 0,03875)</b> <b>A= 0,414 €/kg</b>	Le prix de référence métropolitaine est le tarif du fournisseur des producteurs de la Réunion = 0,383 €/kg	1) <u>Prix unitaire de l'alevin :</u> 2 cts/unité 2) <u>Calcul du coût métropole :</u> Nombre d'alevins par kg (6,483) sur la base des survies pendant le transport (95%) etpendant l'élevage (65%)  <b>soit B = 6,483 x 0,02</b> <b>B = 0,13 euros/kg</b>	<b>0,284 €/kg</b>

	Source : moyennes calculées sur l'activité des aquaculteurs, membres de l'interprofession					
Aliment	<p><u>Prix unitaire aliment :</u> 2 €/kg</p> <p>Source : factures datant de 2014 d'un fournisseur de métropole en prenant en compte les frais d'approche. Se rajoutent : les frais de stockage les frais bancaires la surconsommation pendant l'élevage (liée à surmortalité et hausse du taux de conversion)</p> <p>Source : moyenne des commandes et coûts observés par des aquaculteurs, membres de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Prix unitaire aliment :</u> 2 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle)+(coût transport+frais bancaires)/volume annuel epv produit Soit A = (26 582 + 736 + 825 +266)/6000</p> <p><b>A = 4,73 €/kg</b></p>	Le prix de référence métropolitaine est calculé sur la moyenne des prix 2014 d'un fournisseur de métropole (2 euros/kg) auquel il faut rajouter le transport (0,1 euro/kg).	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 2 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = ((2+0,1)x8400)/6000</p> <p><b>B = 2,94 €/kg</b></p>	<b>1,79 €/kg</b>	<b>1790 €/tonne</b>
Entretien (y compris phytosanitaires)	<p><u>Prix produits phytosanitaires :</u></p> <p>Source : factures datant de 2014 de fournisseurs de la Réunion (vétérinaires pour les produits phytosanitaires, commerçant pour les produits d'entretien) Données de consommation : OTC : 10 kg/an Shotaflor : 250 ml/an Anvo21 : 80 l/an Arvoxy 2500 : 40 l/an Eau de javel : 120 l/an</p>	<p>1) Prix unitaire entretien : 1 385 €/an pour l'ensemble de l'exploitation</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : (coût total)/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 1385/6000</p> <p><b>A = 0,23 €/kg</b></p>	<p><u>Prix produits phytosanitaires :</u></p> <p>Source : Sites internet, données 2015 de fournisseurs de métropole (vétérinaires pour les produits phytosanitaires, commerçant pour les produits d'entretien) Données de consommation : OTC : 10 kg/an Shotaflor : 250 ml/an Anvo21 : 80 l/an Arvoxy 2500 : 40 l/an Eau de javel : 120 l/an</p>	<p>1) Prix unitaire entretien : 732 €/an pour l'ensemble de l'exploitation</p> <p>2) Calcul du coût métropole : (coût total)/volume annuel epv produit</p> <p>soit B = 1046/6000</p> <p><b>B= 0,17 €/kg</b></p>	<b>0,06</b>	<b>60 €/tonne</b>
Service de conseil	Visite annuelle d'un vétérinaire spécialisé. La mission est mutualisée entre tous les producteurs (1 journée/entreprise) et entre Mayotte et la Réunion	<p>1) prix annuel, 2 visites/an mutualisées entre Réunion et Mayotte : 3500 euros (billets d'avion, per diems, logement, repas) / 2 = 1750 euros prix par producteur 1750 / 6 = 292 euros par producteur A = 292/6000</p> <p><b>A = 0,048 euros/kg</b></p>			<b>0,048 €/kg</b>	<b>48 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, de dégradation...</p>		L'aquaculture en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.			
Redevance d'infrastructure portuaire	sans objet					

Frais de personnel	non retenu					
Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	Consommation annuelle : base forfait illimité opérateur local ( <a href="http://www.sfr.re/offres/tous-les-mobiles">http://www.sfr.re/offres/tous-les-mobiles</a> , forfait H24) La commercialisation nécessite un abonnement internet pour la diffusion des offres commerciales. <a href="http://www.iledelareunion.net/comparatif-offres-ads1-et-internet/">http://www.iledelareunion.net/comparatif-offres-ads1-et-internet/</a> : 29,90	Téléphone 69 euros/mois, 828 euros/an Internet 29,90 par mois soit 359 euros par ansoit  A=(téléphone+internet)/production A=(359+828)/6000=0,20 euros/kg	<a href="http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html">Consommation annuelle : base forfait illimité opérateur métropole <a href="http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html">http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html</a> Internet comparatif prix métropole offre la moins chère : 20 euros/mois</a>	Téléphone : 30 euros/mois, 360 euros/an  Internet : 20 euros x 12 = 240 euros/an  B=(téléphone+internet)/production  B=(360+240)/6000 = 0,1 euros/kg	0,10 €/kg	100 €/tonne
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Arrêts d'exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	Pour la truite ce surcoût a été intégré dans les surmortalités observées à la Réunion par rapport à la métropole. Contrairement au Tilapia, les infrastructures d'élevage de truite sont situées dans les cours d'eau et peuvent donc être fortement impactés par des crues cycloniques qui impactent la qualité et la quantité d'eau.		-			
Fermage	base affermage SAFER proposée pour la location des terrains agricoles (prix couramment utilisé pour la canne). 510 euros/ha/an à la Réunion	production de 6 tonnes sur 1 ha : coût Réunion à la tonne : soit A = 510 / 6000 A = 0,085 euros/kg	base affermage SAFER proposée pour la location des terrains agricoles en Bretagne (tarif moyen maxima zone 1). 150 euros/ha/an en métropole	production de 6 tonnes sur 1 ha : coût métropole à la tonne : soit B=150 / 6000 B= 0,025 euros/kg	0,06 €/kg	60 €/tonne
Montant total des surcoûts					2,342 €/kg	2342 €/tonne

128. Suite à des problèmes de gestion de la zone côtière de l’île, l’activité de production aquacole en mer est actuellement arrêtée à la Réunion. Une relance de l’activité aquacole marine est envisagée dans des structures à terre. Cette orientation est inscrite dans le schéma régional de développement de l’aquaculture à la Réunion. Des expérimentations seront menées à la Réunion dans les deux ans à venir car il n’existe pas actuellement de système de production aquacole marine à terre dans les autres DOM. Les surcoûts liés à ce nouveau système de production seront calculés lorsque le modèle économique aura été arrêté.

129. La production de l’aquaculture d’algues (spiruline) :

SURCOÛTS LIES A LA PRODUCTION DE SPIRULINE			
Type de structure d'élevage	bassins		
Volume annuel d'exploitation standard	3000	En kg	
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an		
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion	Frais engagés par l'opérateur en France continentale	Surcoût (niveau maximal de compensation)
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)

	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode, et résultat de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg <b>colonne A</b>	Références métropole	Méthodes et résultat, de détermination du prix unitaire de référence en métropole en €/kg de produit (poids vif) Colonne B	Surcoût en euros/kg <b>C=A-B</b>	Surcoût par tonne de spiruline epf (équivalent poids frais)
Souche	La souche de spiruline est sécurisée à l'ARDA et mise à disposition gracieusement pour les porteurs de projets					
Nutriments	<p><u>Prix unitaire nutriment :</u> 18,53 €/kg</p> <p>Comprend du bicarbonate de sodium, chlorure de sodium,nitrate de potassium , sulfate de potassium, <i>Source : factures de 2014 d'un producteur local</i> <i>Source : moyenne calculée sur l'activité des spiruliniers, membres de l'interprofession.</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire nutriment :</u> 0,572 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x consommation annuelle)/volume annuel epv produit  soit A = 2547,60/3000  <b>A = 0,849 €/kg</b></p>	<p>Le prix de référence métropolitaine est fourni par spiruliniers de France et contrôlé par le CFPPA Hyères calculé sur la moyenne des prix 2014</p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u> 0,496 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)  soit B = 1488/3000  <b>B = 0,476 €/kg</b></p>	<b>0,373 €/kg</b>	<b>373 €/tonne</b>
Emballage	<p><u>Emballage :</u></p> <p>Source : Données des producteurs de spirulines membres de l'interprofession Chaque sachet contient 80g de spiruline séchée soit 800 g de spiruline fraîche le coût de l'emballage se décompose en coût de sachet + coût de l'étiquette (étiquette autocollante + frais d'impression)</p>	<p>1) Prix unitaire sachets : 0,7 €/unité + 0,65 €/unité d'étiquette soit 1,35 €/sachet</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : un emballage comprend 80 g de spiruline sèche, soit 0,8 kg de spiruline epv prix de l'emballage par kg de spiruline fraîche produite : A = 1,35/0,8 <b>A= 1,6875 €/kg</b></p>	<p><u>Emballage :</u> Mode de calcul utilisé pour la Réunion</p> <p>Source : Données des spiruliniers de France, contrôlé par le CFPPA de Hyères Chaque sachet contient 80g de spiruline séchée soit 800 g de spiruline fraîche Le coût de l'emballage se décompose en coût de sachet+coût de l'étiquette (étiquette autocollante+frais d'impression)</p>	<p>1) Prix unitaire sachets : 0,4 €/sachet+0,3 €/sachet soit 0,7 €/sachet</p> <p>2) Calcul du coût métropole : un emballage comprend 80 g de spiruline sèche, soit 0,8 kg de spiruline epv prix de l'emballage par kg de spiruline fraîche produite : 0,7/0,8 soit B = 0,7/0,8 <b>B= 0,875 €/kg</b></p>	<b>0,8125 €/kg</b>	<b>812 €/tonne</b>
Service de conseil	Données ARDA : appui technique à l'ensemble de la profession sur la base des cotisation des spiruliniers à l'ARDA en 2014.	<p>1) prix annuel par kg : montant des cotisations/production de la filière production de spiruline en 2014 : 800 kg sec (8000 kg frais) cotisation ARDA en 2014 : 2000 € A = 2000/8000  <b>A = 0,25 euros/kg</b></p>	<p>Les formations pour la production de spiruline sont assurées par le CFPPA de Hyères. Pas d'appui techniques aux producteurs après leur formation.</p>	<b>B = 0</b>	<b>0,25 €/kg</b>	<b>250 €/tonne</b>
Assurances	<p>non quantifiable</p> <p>Les primes d'assurance sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance, ce qui oblige l'aquaculteur à supporter lui-même son risque de vol, de dégrdation...</p>		<p>L'aquaculture en Métropole dispose d'une offre d'assurance normale.</p>			
Redevance d'infrastructure portuaire	sans objet					
Frais de personnel	non retenu					



Frais de télécommunications (internet, téléphone, télécopieur...)	Consommation annuelle : base forfait illimité opérateur local (http://www.sfr.re/offres/tous-les-mobiles, forfait H24) La commercialisation nécessite un abonnement internet pour la diffusion des offres commerciales. http://www.iledehareunion.net/comparatif-offres-adsl-et-internet/: 29,90	Téléphone 69 euros/mois, 828 euros/an Internet 29,90 par mois soit 359 euros par ansoit  A=(téléphone+internet)/production A=(359+828)/3000=0,40 euros/kg	<a href="#">Consommation annuelle : base forfait illimité opérateur métropole</a> <a href="http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html">http://www.cours2physique.com/telephonie-mobile/comparatif-forfaits-appels-illimites.html</a> <a href="#">Internet comparatif prix métropole offre la moins chère : 20 euros/mois</a>	Téléphone : 30 euros/mois, 360 euros/an  Internet : 20 euros x 12 = 240 euros/an  B=(téléphone+internet)/production  B=(360+240)/3000 = 0,2 euros/kg	0,20 €/kg	200 €/tonne
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	sans objet					
Arrêts d’exploitation liés aux conditions spécifiques de l'article 349 du TFUE	Sans objet		-			
Affermage	Non pris en compte en raison des faibles surfaces des exploitations					
Montant total des surcoûts					1,635 €/kg	1635 €/tonne

130. La commercialisation des poissons d’aquaculture :

SURCOÛTS LIES A LA COMMERCIALISATION						
Production transportée	6000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Transport terrestre pour la livraison sur le marché local (véhicule, assurance, carburant)	<p><u>Source du coût moyen annuel</u></p> <p>Coût d'achat : 53000 € Amorti sur 6 ans : 8333 €/an Carburant : 1200 €/an</p> <p><i>Source : Devis + données des aquaculteurs, membres de l'interprofession commercialisant leurs poissons</i></p> <p><u>Source quantité transportée :</u></p> <p><i>Source : moyenne des volumes opérés en 2013 par les aquaculteurs, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Coût annuel Réunion :</u></p> <p>1 camion frigorifique (9T) par entreprise aquacole (6 tonnes epv/an) en achat 8333+1200 = 9533 0€/an</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (coût annuel Réunion/volume annuel epv livré)</p> <p>soit A = 9333/6000</p> <p><b>A = 1,55 €/kg</b></p>	<p>Petit porteur : 0,15 €/kg Taxe énergie : 5% du montant facturé Frais d'enregistrement : 3,90 € par navette (hors retour bacs et emballage).</p> <p><i>Source : France Agrimer Etude 2014</i></p>	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u></p> <p>0,15 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u></p> <p>(Base modèle Réunion)</p> <p>B = (volume transporté x prix référence Métropole/volume transporté)</p> <p>soit B =6000 x 0,15/6000</p> <p><b>B = 0,15 €/kg</b></p>	<p><b>1,40 €/kg</b></p>	<p><b>1400 €/tonne</b></p>
Montant total des surcoûts					1,40 €/kg	1400 €/tonne

131. La transformation de niveau I par les usines des produits de la pêche et de l’aquaculture :

SURCOÛTS LIES A LA TRANSFORMATION DE NIVEAU I PAR LES USINES						
Production transformée	585000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Matière première	non quantifiable		La matière première est déjà aidée dans le cadre de la production.  Les produits importés ne sont pas éligibles à la compensation (article 70 du FEAMP).			
Traitement des déchets	<p><u>Prix moyen annuel</u> : 646 €/tonne</p> <p>Source : moyenne des factures datant de 2014 des prestataires d'enlèvement et de traitement des déchets (STAR Réunion)</p> <p><u>Données de déchets</u> : 975 tonnes de débarque x 60% de transformation en longe x 45% de perte-matière = 263250 kg</p> <p>Source : données d'activités des usines de tranformation, membres de l'interprofession</p>	<p><u>1)Prix unitaire de traitement des déchets</u> : 646 €/tonne</p> <p><u>2)Calcul du coût Réunion</u> : (Prix unitaire x données de déchets)/volume global transformé epv</p> <p>soit A = (263250 x 0,646)/585000</p> <p><b>A = 0,291 €/kg</b></p>	<p>En métropole, les données peuvent être valorisées.</p> <p>On peut considérer que cette valorisation couvre à minima les frais de tris, de coût de main d’œuvre et de transport. C’est notamment le cas de Boulogne, le plus grand port (300 000 tonnes annuelles) en volume de débarque et de traitements de coproduits. On applique par conséquent un coût métropolitain nul.</p>	<b>B = 0 €/kg</b>	<b>0,291 €/kg</b>	<b>291€/tonne</b>
Triage, gradage et analyses histaminiques	<p>Main d'oeuvre et analyses spécifiques sur les grands pélagiques_</p> <p><u>Coût main d'oeuvre qualifiée annuelle</u> :</p>	<p>1) <u>Coût de base</u> : 40000 + 25000 = 65000€/an</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (coût de base/volume annuel epv traité)</p> <p>soit A = 65000/585000</p>	Dans les DOM, contrairement à la métropole, en complément du tri opéré sur les débarques, s'effectue pour accéder à des marchés spécifiques un travail de détermination de la qualité du poisson (qualité marché, sushi et sashimi...) et d'analyses sur les grands pélagiques (histamines,métaux lourds..). En métropole lorsque ce travail est nécessaire,	<b>B = 0 €/kg</b>	<b>0,111€/kg</b>	<b>111 €/tonne</b>

	<p>40000 € /an</p> <p>Source : <i>Fiches de paye 2013 du grateur d'une usine de transformation, membre de l'interprofession</i></p> <p>Coûts d'analyses spécifiques : 25000€/an</p>	<b>A = 0,111 €/kg</b>	c'est l'acheteur qui le réalise à ses frais.			
Energie	<p><u>Consommation d'électricité</u> : 101250 € pour 1300 tonnes epv</p> <p>Source : <i>données comptables 2013 d'une usine de transformation, membre de l'interprofession</i></p>	<p>1) Coût moyen annuel pour l'usine type (975 tonnes epv) : 101250/1300 x 975 = 75937,50 €</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : (Coût moyen annuel /volume annuel epv traité)</p> <p>soit A = 75937,50/585000</p> <p><b>A = 0,130 €/kg</b></p>	Surcoût lié au milieu tropical nécessitant une production de froid supérieure de 35% par rapport à la métropole, source ADEME	<p>1) <u>Prix référence métropole</u> :</p> <p>Base Réunion / 1,35</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole</u> :</p> <p>B = (75937,50/1,35)/585000</p> <p><b>B = 0,096 €/kg</b></p>	<b>0,034 €/kg</b>	<b>34 €/tonne</b>
Assurances	non quantifiable		Comparaison impossible à cause des disparités de situations et de taux de couvertures des assurances entre les DOM.			
Télécommunications	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			
Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			

Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	non renseigné					
Frais de personnel	<p><u>Coût salarial annuel chargé :</u> 887037 € pour 1300 tonnes epv</p> <p>ETP : 21 personnes ETP moyen : 42240 €</p> <p>Source : déclaration annuelle des salaires (DADS) 2013 d'une usine de transformation, membre de l'interprofession</p>	<p>1) <u>Coût moyen annuel pour l'usine type (975 tonnes epv) :</u> <math>887037/1300 \times 975 = 665277,74</math></p> <p>ETP pour l'usine type : <math>21/1300 \times 975 = 15,75</math></p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (Coût moyen annuel / volume annuel epv traité)</p> <p>soit A = <math>665277,74/585000</math></p> <p><b>A = 1,137 €/kg</b></p>	<p>"Sur la base du bilan des entreprises, les salaires sont supérieurs 30% par rapport à la référence INSEE des IAA. L'absence de main d'œuvre spécialisée à La Réunion conduit ainsi à des salaires supérieurs de 30% aux conventions collectives nationales.</p> <p>Pour attirer les personnes les plus efficaces les entreprises ultramarines doivent en effet offrir une rémunération comparativement plus attractive (éloignement, vie chère...). Source AFD, analyse comparative DOM et métropole"</p>	<p>1) <u>Prix référence Métropole :</u></p> <p>Salaire horaire brut moyen dans les IAA (2009) est de 12,2 €, soit <math>12,2 \times 35 \text{ heures} \times 1,42 \times 52 \text{ semaines}</math> soit 31 530 €</p> <p>2) <u>Calcul coût Métropole :</u> prix référence Métropole x nombre d'ETP (base modèle Réunion)/volume global epv transformé</p> <p>soit B = <math>(31530 \times 15,75)/585000</math></p> <p><b>B = 0,849 €/kg</b></p>	<b>0,288 €/kg</b>	<b>288 €/tonne</b>
Conditionnement et emballage	Pris en compte dans la partie commercialisation					
Réfrigération et congélation	Pris en compte dans le poste énergie					
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 69 du règlement FEAMP	non renseigné					
Renouvellement des outils de productions	<p><u>coût du renouvellement des outils de production renouvelés tous les 15 ans :</u> <math>3\,739\,000 / 15 = 249\,266,67 \text{ €/an}</math></p> <p>Source : Expertise Galtier 2013 faite sur la valeur neuve d'une usine de transformation, membre de l'interprofession.</p>	<p>1) <u>Coût annuel du renouvellement des outils de production de l'usine type (975 tonnes) :</u> <math>249\,266,67 / 1300 \times 975 = 186\,950 \text{ €/an}</math></p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> Coût du renouvellement annuel/volume annuel epv transformé</p> <p>soit A = <math>186950/585000</math></p>	<p>Surcoûts d'approche, de coût unitaire par insuffisance de volume, de coût de stockage. L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).</p> <p>Ce surcoût se justifie par :</p>	<p>1) Prix référence Métropole : Base Réunion/1,75</p> <p>2) Calcul coût Métropole : prix référence Métropole/volume global epv transformé</p> <p>soit B = <math>(186950/1,75)/585000</math></p> <p><b>B = 0,183 €/kg</b></p>	<b>0,137 €/kg</b>	<b>137 €/tonne</b>

		A = 0,320 €/kg	<p>1) Dimensionnement des écoulements et des stockages d’eau pluviale (obligation légale de « piéger » toute l’eau de pluie sur son terrain) pour infiltration surdimensionnés du fait des statistiques de pluviométrie beaucoup plus abondante dans les DOMs).</p> <p>2) Pour des raisons de coupures d’eau éventuelles pendant les cyclones, obligation d’avoir des stocks d’eau potable surdimensionnés.</p> <p>3) Toujours du fait des cyclones, obligation d’être secouru en totalité au niveau électricité car les coupures durent souvent plusieurs jours. D’où un investissement sur 2 groupes électrogènes de grande puissance.</p> <p>4) Petite taille du marché : les équipements doivent pouvoir tout faire, en petite quantité, en changeant souvent d’opération. En effet, la gamme est très large pour répondre aux</p>			
Autres	sans objet					
Frais financiers	<p>CA annuel moyen : 7 473 000 €</p> <p>Source : Données comptables 2013 d'une usine de transformation, membres de l'interprofession, traitant un volume de 1300 tonnes epv</p> <p>Taux moyen d'emprunt : 5,54%</p> <p>Source : IEDOM 2014</p>	<p>1) <u>Coût de base pour l'usine type (975 tonnes epv):</u> 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (7473000/1300x975) x 3/12 = 1 401 187,40 €</p> <p>2)<u>Coût Réunion :</u> Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit  soit A = 1 401 187,40 x 5,54% / 585000</p> <p><b>A = 0,133 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole :</u> 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :  soit B = (1401187,40 x 2,70%)/585000</p> <p><b>B = 0,065</b></p>	<b>0,068 €/kg</b>	<b>68 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>0,929 €/kg</b>	<b>929 €/tonne</b>

132. La transformation de niveau I par les GIE de vente et les poissonneries des produits de la pêche et de l’aquaculture

SURCOÛTS LIES A LA TRANSFORMATION DE NIVEAU I PAR LES GIE DE VENTE ET LES POISSONNERIES



Production transformée	78000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg <b>colonne A</b>	Justification	Coût/prix de référence Métropole <b>colonne B</b>	Surcoût en euros/kg <b>C=A-B</b>	Surcoût par tonne de poisson epv
Matière première	non quantifiable		La matière première est déjà aidée dans le cadre de la production.  Les produits importés ne sont pas éligibles à la compensation (article 70 du FEAMP).			
Traitement des déchets	<p><u>Prix moyen annuel :</u> 646 €/tonne</p> <p><i>Source : moyenne des factures datant de 2014 des prestataires d'enlèvement et de traitement des déchets (STAR Réunion)</i></p> <p><u>Données de déchets :</u> 78 tonnes de débarque x 45% de perte-matière = 35 100 kg  (100% de transformation)</p> <p><i>Source : données d'activités des GIE de vente et poissonneries, membres de l'interprofession</i></p>	<p><u>1)Prix unitaire de traitement des déchets :</u> 646 €/tonne</p> <p><u>2)Calcul du coût Réunion :</u> (Prix unitaire x données de déchets)/volume global transformé epv</p> <p>soit A = (35100 x 0,646)/78000</p> <p><b>A = 0,291 €/kg</b></p>	<p>En métropole, les données peuvent être valorisées.</p> <p>On peut considérer que cette valorisation couvre à minima les frais de tris, de coût de main d’œuvre et de transport. C’est notamment le cas de Boulogne, le plus grand port (300 000 tonnes annuelles) en volume de débarque et de traitements de coproduits. On applique par conséquent un coût métropolitain nul.</p>	<b>B = 0 €/kg</b>	<b>0,291 €/kg</b>	<b>291€/tonne</b>
Triage, gradage et analyses histaminiques	non renseigné		<p>Dans les DOM, contrairement à la métropole, en complément du tri opéré sur les débarques, s'effectue pour accéder à des marchés spécifiques un travail de détermination de la qualité du poisson (qualité marché, sushi et sashimi...) et d'analyses sur les grands pélagiques (histamines,métaux lourds..). En métropole lorsque ce travail est nécessaire, c’est l’acheteur qui le réalise à ses frais.</p> <p>Pas de gradage, ni d'analyses au niveau des GIE de vente et des poissonneries.</p>			
Energie	<u>Consommation d'électricité :</u> 10872 € pour 208 tonnes epv	1) <u>Coût moyen annuel pour le GIE type:</u> 10872/208 x 78 = 4077	Surcoût lié au milieu tropical nécessitant une production de froid supérieure de 35% par rapport à la métropole, source ADEME	1) <u>Prix référence métropole :</u>	<b>0,013€/kg</b>	<b>13€/tonne</b>

	Source : données comptables 2013 d'une poissonnerie, membre de l'interprofession	2) Calcul du coût Réunion : (Coût moyen annuel /volume annuel epv traité)  soit A = 4077/78000  <b>A = 0,052 €/kg</b>		Base Réunion / 1,35  2) Calcul du coût Métropole :  B = (4077/1,35)/78000  <b>B = 0,039 €/kg</b>		
Assurances	non quantifiable		Comparaison impossible à cause des disparités de situations et de taux de couvertures des assurances entre les DOM.			
Télécommunications	non quantifiable		Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoûts pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communications modernes.			
Services de conseil	non quantifiable		Problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 68 du règlement FEAMP	non renseigné					
Frais de personnel	Coût salarial annuel chargé : 142824 € pour 208 tonnes epv  ETP : 3 personnes ETP moyen : 47608 €  Source : déclaration annuelle des salaires	1) Coût moyen annuel pour le GIE type (78 tonnes epv) : 142824/208 x 78 = 53559  ETP pour l'usine type : 3/208 x 78 = 1,12	"Sur la base du bilan des entreprises, les salaires sont supérieurs 30% par rapport à la référence INSEE des IAA. L'absence de main d'œuvre spécialisée à La Réunion conduit ainsi à des salaires supérieurs de 30% aux conventions collectives nationales.	1) Prix référence Métropole :  Salaire horaire brut moyen dans les IAA (2009) est de 12,2 €, soit 12,2 x 35 heures x 1,42 x 52 semaines soit 31 530 €	<b>0,234 €/kg</b>	<b>234 €/tonne</b>

	(DADS) 2013 d'une poissonnerie, membre de l'interprofession	2) <u>Calcul du coût Réunion</u> : (Coût moyen annuel /volume annuel epv traité)  soit A = 53559/78000	Pour attirer les personnes les plus efficaces les entreprises ultramarines doivent en effet offrir une rémunération comparativement plus attractive (éloignement, vie chère...). Source AFD, analyse comparative DOM et métropole"	2) <u>Calcul coût Métropole</u> : prix référence Métropole x nombre d'ETP (base modèle Réunion)/volume global epv transformé		
		<b>A = 0,687 €/kg</b>		soit B = (31530 x 1,12)/78000		
Conditionnement et emballage	Pris en compte dans la partie commercialisation					
Réfrigération et congélation	Pris en compte dans le poste énergie					
Coûts liés aux activités de commercialisation visées à l'article 69 du règlement FEAMP	non renseigné					
Renouvellement des outils de productions	<u>coût du renouvellement des outils de production renouvelés tous les 7 ans :</u> 145 000 €/ 7 = 20714,29 €/an  <i>Source :</i> <i>Valeur neuve d'une poissonnerie/GIE type sur devis adapté au traitement de 78 tonnes de poissons amortie sur 7 ans :</i>	1) <u>Coût annuel du renouvellement des outils de production de l'usine type :</u> 20714,29 €/an  2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> Coût du renouvellement annuel/volume annuel epv transformé  soit A = 20714,29/78000  <b>A = 0,266 €/kg</b>	Surcoûts d'approche, de coût unitaire par insuffisance de volume, de coût de stockage. L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).  Ce surcoût se justifie par :	1) Prix référence Métropole :  Base Réunion/1,75  2) Calcul coût Métropole : prix référence Métropole/volume global epv transformé  soit B = (20714,29/1,75)/78000  <b>B = 0,152 €/kg</b>	<b>0,114 €/kg</b>	<b>114€/tonne</b>

	<p>chambre froide positive et négative, portique de manutention, rayonnage, vestiaires, vitrines, étals à poissons, table de découpe, lave main, désinfecteur, machine à glace, balances, machine sous vide, couteux, écailleurs, chariot...d'un coût sur devis de 145 000 euros.</p> <p>Contrairement aux usines, ces structures de proximité nécessitent, de par leur caractère artisanal, un renouvellement moins étalé dans le temps de leurs installations et de leurs équipements (7 ans contre 15 ans).</p>		<p>1) Dimensionnement des écoulements et des stockages d'eau pluviale (obligation légale de « piéger » toute l'eau de pluie sur son terrain) pour infiltration surdimensionnés du fait des statistiques de pluviométrie beaucoup plus abondante dans les DOMs).</p> <p>2) Pour des raisons de coupures d'eau éventuelles pendant les cyclones, obligation d'avoir des stocks d'eau potable surdimensionnés.</p> <p>3) Toujours du fait des cyclones, obligation d'être secouru en totalité au niveau électricité car les coupures durent souvent plusieurs jours. D'où un investissement sur 2 groupes électrogènes de grande puissance.</p> <p>4) Petite taille du marché : les équipements doivent pouvoir tout faire, en petite quantité, en changeant souvent d'opération. En effet, la gamme est très large pour répondre aux</p>			
Autres	sans objet					
Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen</u> : 1 429 944 €</p> <p>Source : Données comptables 2013 d'une poissonnerie, membre de l'interprofession, traitant un volume de 208 tonnes epv</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p>Source : IEDOM 2014</p>	<p>1) <u>Coût de base pour le GIE type de 78 tonnes</u>: 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = (1429944/208x78) x 3/12 = 134057,24 €</p> <p>2)<u>Coût Réunion</u> : Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit soit A = 134057,24 x 5,54% / 78000</p> <p><b>A = 0,095 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole</u> : 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) : soit B = (134057,24 x 2,70%)/78000</p> <p><b>B = 0,046</b></p>	<b>0,049 €/kg</b>	<b>49 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>0,701 €/kg</b>	<b>701 €/tonne</b>

133. La transformation de niveau II par les unités de transformation des produits de la pêche et de l’aquaculture :

SURCOÛTS LIES A LA TRANSFORMATION DE NIVEAU II PAR LES USINES						
Production transformée		165000	en kg epv			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Energie	<p><u>Consommation d'électricité :</u> 26000 €</p> <p>Source : données comptables 2013 d'une unité de transformation de deuxième niveau</p>	<p>1) Coût moyen annuel : = 26000 €</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : (Coût moyen anuel /volume annuel epv traité)</p> <p>soit A = 26000/165000</p> <p><b>A = 0,158 €/kg</b></p>	Surcoût lié au milieu tropical nécessitant une production de froid supérieure de 35% par rapport à la métropole, source ADEME	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u></p> <p>Base Réunion / 1,35</p> <p>26000/1,35 : 19260</p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u></p> <p>B = (26000/1,35)/165000</p> <p><b>B = 0,117 €/kg</b></p>	<b>0,041 €/kg</b>	<b>41 €/tonne</b>
Frais de personnel	<p><u>Coût salarial annuel chargé :</u> 112585,47</p> <p>ETP : 3 personnes ETP moyen : 37528,49 €</p> <p>Source : déclaration annuelle des salaires (DADS) 2013 d'une unité de transformation de second niveau</p>	<p>1) <u>Coût moyen annuel :</u> 112585,47</p> <p>ETP : 3</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (Coût moyen annuel /volume annuel epv traité)</p> <p>soit A = 112585,47/165000</p> <p><b>A = 0,682 €/kg</b></p>	<p>"Sur la base du bilan des entreprises, les salaires sont supérieurs 30% par rapport à la référence INSEE des IAA. L'absence de main d'œuvre spécialisée à La Réunion conduit ainsi à des salaires supérieurs de 30% aux conventions collectives nationales.</p> <p>Pour attirer les personnes les plus efficaces les entreprises ultramarines doivent en effet offrir une rémunération comparativement plus attractive (éloignement, vie chère...). Source AFD, analyse comparative DOM et métropole"</p>	<p>1) <u>Prix référence Métropole :</u></p> <p>Salaire horaire brut moyen dans les IAA (2009) est de 12,2 €, soit 12,2 x 35 heures x 1,42 x 52 semaines soit 31 530 €</p> <p>2) <u>Calcul coût Métropole :</u> prix référence Métropole x nombre d'ETP (base modèle Réunion)/volume global epv transformé</p> <p>soit B = (31530 x 3)/165000</p> <p><b>B = 0,573 €/kg</b></p>	<b>0,109 €/kg</b>	<b>109 €/tonne</b>



Surcoûts de production (matériels, machine et ligne de production de transformation de second niveau)	<p><u>Coût des machines :</u></p> <p>1,16 €/kg</p> <p><i>Source : Données comptables 2013 d'une unité de transformation de second niveau</i></p>	<p>1) <u>Coût des machines :</u> 1,16 €/kg</p> <p>2) Calcul du coût Réunion : 165 000 kg de longe en équivalent poids vif transformés de second niveau x coût moyen de production avec hypothèse de tonnage identique transformé selon les produits élaborés</p> <p>Coût des machines x rendement moyen / coefficient de conversion VDK --&gt; epv /volume transformé de second niveau</p> <p>soit A = (1,16 x 165000 x 0,55)/1,3/165000</p> <p><b>A = 0,491 €/kg</b></p>	<p>Compte tenu de l'étroitesse du marché, le coût des machines de transformation au kg traité des machines de transformation est plus important dans les DOM (machines surdimensionnées). Le surcoût est calculé pour les opérateurs utilisant des machines dans leur activité de transformation.</p> <p>Liste matériels : Trancheur, operculeuse, hachoir, cutteuse, mélangeur, doseuse, cellule cuisson, fumoir, poussoir, formeuse, cellule congélation rapide</p> <p>Produits élaborés : steack 300 grammes en barquette, rillettes, burger, poisson fumé, terrines, saucisses,...</p>	<p><u>Coût moyen unitaire Métropole :</u></p> <p>0,04 € / kg</p> <p><u>Moyenne des machines ramené au kg de poisson traité :</u></p> <p>Coût des machines x rendement moyen / coefficient de conversion VDK --&gt; epv /volume transformé de second niveau (base modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,04 x 165000 x 0,55)/1,30/165000</p> <p><b>B = 0,017 €/kg</b></p>	<p><b>0,474 €/kg</b></p>	<p><b>474 €/tonne</b></p>
Renouvellement des outils de productions	<p><u>coût du renouvellement des outils de production renouvelés tous les 10 ans :</u> 3 739 000 /10 = 373 900 €/an</p> <p><i>Source : Valeur neuve de l'usine Réunipêche sur rapport d'expertise Galtier, ramené au tonnage d'une usité type de transformation de niveau II (165 tonnes par rapport au 1300 tonnes de Réunipêche) avec hypothèse de renouvellement sur 10 ans</i></p>	<p>1) <u>Coût annuel du renouvellement des outils de production de l'usité type (165 tonnes epv) :</u> 373900 /1300 x 165 = 47456,54 €/an</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> Coût du renouvellement annuel/volume annuel epv transformé</p> <p>soit A = 47456,54/165000</p>	<p>Surcoûts d'approche, de coût unitaire par insuffisance de volume, de coût de stockage. L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).</p> <p>Ce surcoût se justifie par :</p>	<p>1) Prix référence Métropole : Base Réunion/1,75</p> <p>2) Calcul coût Métropole : prix référence Métropole/volume global epv transformé</p> <p>soit B = (47456,54/1,75)/165000</p> <p><b>B = 0,164 €/kg</b></p>	<p><b>0,124 €/kg</b></p>	<p><b>124 €/tonne</b></p>

		<b>A = 0,288€/kg</b>	<p>1) Dimensionnement des écoulements et des stockages d'eau pluviale (obligation légale de « piéger » toute l'eau de pluie sur son terrain) pour infiltration surdimensionnés du fait des statistiques de pluviométrie beaucoup plus abondante dans les DOMs).</p> <p>2) Pour des raisons de coupures d'eau éventuelles pendant les cyclones, obligation d'avoir des stocks d'eau potable surdimensionnés.</p> <p>3) Toujours du fait des cyclones, obligation d'être secouru en totalité au niveau électricité car les coupures durent souvent plusieurs jours. D'où un investissement sur 2 groupes électrogènes de grande puissance.</p> <p>4) Petite taille du marché : les équipements doivent pouvoir tout faire, en petite quantité, en changeant souvent d'opération. En effet, la gamme est très large pour répondre aux</p>			
Autres	sans objet					
Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen</u> : 1 047 115 €</p> <p>Source : Données comptables 2013 d'une unité de transformation de second niveau</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p>Source : IEDOM 2014</p>	<p>1) <u>Coût de base pour l'unité</u> : 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 = 1047115 x 3/12 = 261 778,74</p> <p>2)<u>Coût Réunion</u> : Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 261778,74 x 5,54% / 165000</p> <p><b>A = 0,088 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole</u> : 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (261778,74 x 2,70%)/165000</p> <p><b>B = 0,043</b></p>	<b>0,045 €/kg</b>	<b>45 €/tonne</b>
<b>Montant total des surcoûts</b>					<b>0,793 €/kg</b>	<b>793 €/tonne</b>

SURCOÛTS LIES A LA TRANSFORMATION DE NIVEAU II PAR LES GIE DE VENTE ET POISSONNERIE						
Production transformée	26000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Surcoûts de production (matériels, machine et ligne de production de transformation de second niveau)	<div>Coût des machines :  1,16 €/kg  Source : Données comptables 2013 d'une unité de transformation de second niveau par une poissonnerie et un GIE de vente</div>	<div>1) Coût des machines : 1,16 €/kg  2) Calcul du coût Réunion : 26000 kg de longe en équivalent poids vif transformés de second niveau x coût moyen de production avec hypothèse de tonnage identique transformé selon les produits élaborés  Coût des machines x rendement moyen / coefficient de conversion VDK --&gt; epv /volume transformé de second niveau  soit A = (1,16 x 26000 x 0,55)/1,3/26000  A = 0,491 €/kg</div>	<div>Compte tenu de l'étroitesse du marché, le coût des machines de transformation au kg traité des machines de transformation est plus important dans les DOM (machines surdimensionnées). Le surcoût est calculé pour les opérateurs utilisant des machines dans leur activité de transformation.  Liste matériels : Trancheur, operculeuse, hachoir, cutteuse, mélangeur, doseuse, cellule cuisson, fumoir, poussoir, formeuse, cellule congélation rapide  Produits élaborés : steack 300 grammes en barquette, rillettes, burger, poisson fumé, terrines, saucisses,...</div>	<div>Coût moyen unitaire Métropole :  0,04 € / kg  Moyenne des machines ramené au kg de poisson traité :  Coût des machines x rendement moyen / coefficient de conversion VDK --&gt; epv /volume transformé de second niveau (base modèle Réunion)  soit B = (0,04 x26000 x 0,55)/1,30/26000  B = 0,017</div>	0,474 €/kg	474 €/tonne
Montant total des surcoûts					0,474 €/kg	474 €/tonne

135. Le stockage pour la structuration du marché des produits de la pêche et de l’aquaculture :

SURCOÛTS LIES AU STOCKAGE ET CONGELATION PAR LES USINES						
Production stockée	145000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Stockage	<u>Coût de la prestation externe moyen</u> : 0,15 €/kg mensuel  <i>Source : Tarif portuaire du Grand port maritime de La Réunion (GPMDLR)</i>	1) <u>Prix moyen unitaire de la prestation</u> : 0,15 €/kg mensuel  2) Calcul du coût Réunion : Volume congelé par l'usine type x prix unitaire du stockage x 6 mois (durée de stockage)	Lorsque le stockage est externalisée, le coût de la prestation est pris en charge dans le cadre de ce poste. Si le stockage est internalisé, les coûts de stockage étant les chambres froides, ces coûts seront pris en compte dans les postes "énergie" et "renouvellement des outils de production".	1) <u>Prix référence métropole</u> :  0,05 €/kg mensuel <i>Source : SOMATREF (Marseille)</i>  2) <u>Calcul du coût Métropole</u> :	<b>0,600 €/kg</b>	<b>600 €/tonne</b>

		/volume annuel epv stocké)  soit A = 0,15 x 145000 x 6/145000	Les frais financiers corespondent aux frais induits pour stockage.	(Base modèle Réunion)  B = 0,05 x 145000 x 6/145000  <b>B = 0,300 €/kg</b>		
Immibilisation financière de stock	<p><u>Montant annuel de l'immobilisation</u> : (volume immobilisé x prix moyen epv) 145000 x 3,42 €/kg epv = 495900 €</p> <p>Source : <i>Données comptables 2013 d'une unité de transformation de niveau I, membre de l'interprofession</i></p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> : 5,54%</p> <p>Source : <i>IEDOM 2014</i></p>	<p>1) <u>Coût de base pour l'unité</u> :</p> <p>Volume congelé par l'usine type /2 (car immobilisation 6 mois) x prix moyen du congelé x taux d'intérêt</p> <p>Montant de l'immobilisation/12 x6 = 495900 x 6/12 = 247950</p> <p>2)<u>Coût Réunion</u> :</p> <p>Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A =247950 x 5,54% / 145000</p> <p><b>A = 0,095 €/kg</b></p>	Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%	<p><u>Taux d'intérêt en métropole</u> : 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (247950 x 2,70%)/145000</p> <p><b>B = 0,046</b></p>	<b>0,049 €/kg</b>	<b>49 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>0,649 €/kg</b>	<b>649 €/tonne</b>

136. La commercialisation par les opérateurs du mareyage et de la distribution des produits de la pêche et de l’aquaculture :

SURCOÛTS LIES A LA COMMERCIALISATION - DISTRIBUTION ET MAREYAGE						
Production transformée	325000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Transport terrestre pour la livraison sur le marché local (véhicule, chauffeurs, assurance, carburant)	<u>Source du coût moyen annuel</u>  Coût de leasing : 20000 €/an Coût main d'oeuvre : 2083 €/mois Carburant : 40000 €/an  <i>Source : Données comptables 2013 de</i>	1) <u>Coût annuel Réunion</u> :  7 camions frigorifiques (9T) par entreprise de mareyage et de distribution type (325 tonnes epv/an sur 250 jours, soit 185 kg epv/jour/camion) en leasing (7x 20 000 €/an)	Petit porteur : 0,15 €/kg Taxe énergie : 5% du montant facturé Frais d'enregistrement : 3,90 € par navette (hors retour bacs et emballage).  <i>Source : France Agrimer</i>	1) <u>Prix référence métropole</u> :  0,15 €/kg  2) <u>Calcul du coût Métropole</u> :	<b>0,396 €/kg</b>	<b>396 €/tonne</b>

	<p><i>l'exploitation d'un grossiste et mareyeur, membre de l'interprofession</i></p> <p><u>Source quantité transportée :</u></p> <p><i>Source : moyenne des volumes opérés en 2013 par les grosssites et mareyeurs, membres de l'interprofession</i></p>	<p>+ 7 chauffeurs (7 x 12 x 2083 €/mois) + 40000 € de carburant GO affectés à 50% sur le frais local et 50% sur l'importation</p> <p>= 177 486 €</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (coût annuel Réunion/volume annuel epv collecté)</p> <p>soit A = 177486/325000</p>	<p><i>Etude 2014</i></p>	<p>(Base modèle Réunion)</p> <p>B = (volume transporté x prix référence Métropole/volume transporté)</p> <p>soit B = 165000 x 0,15/165000</p> <p><b>B = 0,15 €/kg</b></p>			
Frais financiers	<p><u>CA annuel moyen :</u> 2 122 250 €</p> <p><i>Source : Données comptables 2013 d'un grossiste mareyeur, membre de l'interprofession</i></p> <p><u>Taux moyen d'emprunt :</u> 5,54%</p> <p><i>Source : IEDOM 2014</i></p>	<p>1) <u>Coût de base pour le grossiste-mareyeur :</u> 3 mois de CA (pour le BFR) = CA annuel/12 x 3 =2122250 x 3/12 = 530562,50 €</p> <p>2)<u>Coût Réunion :</u> Coût de base x taux moyen d'emprunt/volume annuel epv produit</p> <p>soit A = 530562,50 x 5,54% / 325000</p> <p><b>A = 0,090 €/kg</b></p>	<p>Etude IEDOM 2014 : taux moyen d'emprunt en métropole à 2,70%</p>	<p><u>Taux d'intérêt en métropole :</u> 2,70%</p> <p><u>Coût métropole</u> (calculé sur la base du modèle Réunion) :</p> <p>soit B = (530562,50 x 2,70%)/325000</p> <p><b>B = 0,044</b></p>	<p><b>0,046 €/kg</b></p>	<p><b>46 €/tonne</b></p>	
Montant total des surcoûts						<p><b>0,442 €/kg</b></p>	<p><b>442 €/tonne</b></p>

137. La commercialisation des produits de la pêche et de l’aquaculture par l’exportation aérienne :

SURCOÛTS LIES A LA COMMERCIALISATION PAR EXPORTATION AERIENNE						
Production moyenne exportée	403000	en kg epv				
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv

Transport aérien (fret, taxes et transitaires)	<p><u>Prix unitaire moyen :</u></p> <p>3,46 €/kg</p> <p><i>Source : moyenne du coût de transport aérien (fret, taxes et transitaires) supportés en 2014 par les trois opérateurs exportateurs de poissons de La Réunion, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Quantité exportée :</u></p> <p>403 tonnes epv /an</p> <p><i>Source : moyennes calculées sur l'activité 2014 d'exportation des trois opérateurs exportateurs de poissons de La Réunion, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire Réunion :</u> hypothèse de 310 tonnes équivalent VDK exportées (soit 403 tonnes epv) par l'usine type, dont 50% en longe (155 tonnes VDK, soit 77,50 tonnes de longe avec un coefficient de conversion moyen VDK --&gt; longe de 50%) et 50% en VDK (155 tonnes en VDK).</p> <p>Le tonnage net exporté par l'usine type est donc de 232,50 tonnes (77,50 + 155), auquel on multiplie les coûts moyens de fret (1,70€/kg), le fuel de surcharge (0,60€/kg), le risque de guerre (0,15€/kg) ainsi que les frais au départ et à l'arrivée de transitaires, de douanes, de taxe de sureté, de lta, ... (1,01€/kg).</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x volume exporté/volume annuel epv exporté)</p> <p>soit A = (232 500 x 3,46)/403000</p> <p><b>A = 1,996 €/kg</b></p>	Pas de coût de transport aérien pour accéder au marché européen.	<b>B = 0</b>	<b>1,996 €/kg</b>	<b>1996 €/tonne</b>
Conditionnement et emballage	<p><u>Prix unitaire moyen:</u></p> <p>0,78 €/kg</p> <p><i>Source : moyenne des factures datant de 2014 des fournisseurs d'emballage utilisés par les opérateurs d'exportations de poissons, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Quantité exportée :</u></p> <p>403 tonnes epv / an</p> <p><i>Source : moyennes calculées sur l'activité 2014 d'exportation des trois opérateurs exportateurs de poissons de La Réunion, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire moyen :</u></p> <p>0,78 €/kg</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x volume exporté/volume annuel epv exporté)</p> <p>soit A = (0,78 x 232 500)/403 000</p> <p><b>A = 0,450 €/kg</b></p>	Surcoût de l'emballage spécifique au transport aérien par rapport au transport terrestre	<p>1) <u>Prix référence métropole :</u></p> <p>0,38 €/kg</p> <p><i>Source : R(CE) 791/2007</i></p> <p>2) <u>Calcul du coût Métropole :</u> (calculé sur la base du modèle Réunion)</p> <p>soit B = (0,38 x 232 500)/403 000</p> <p><b>B = 0,219 €/kg</b></p>	<b>0,231€/kg</b>	<b>231 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					<b>2,227 €/kg</b>	<b>2227 €/tonne</b>



SURCOÛTS LIES A LA COMMERCIALISATION PAR EXPORTATION MARITIME						
Production moyenne exportée		130000	en kg epv			
Catégorie et poste budgétaire	Coût moyen/an					
	Frais engagés par l'opérateur à La Réunion		Frais engagés par l'opérateur en France continentale		Surcoût (niveau maximal de compensation)	
	(a)		(b)		(c) = (b) - (a)	
	Référence DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en euros/kg colonne A	Justification	Coût/prix de référence Métropole colonne B	Surcoût en euros/kg C=A-B	Surcoût par tonne de poisson epv
Transport maritime (fret, taxes et transitaires)	<p><u>Source du prix unitaire moyen annuel :</u> 0,298 € / kg</p> <p><i>Source : moyenne du coût de transport maritime (fret, taxes et transitaires) supportés en 2014 par une usine d'exportation, membres de l'interprofession</i></p> <p><u>Source quantité exportée :</u> 130000 kg epv <i>Source : moyennes calculées sur l'activité 2014 d'exportation des opérateurs exportateurs de poissons de La Réunion, membres de l'interprofession</i></p>	<p>1) <u>Prix unitaire Réunion :</u> hypothèse de 100 tonnes équivalent VDK exportées (soit 130 tonnes poids vif) par l'usine type, dont 100% en présentation VDK.</p> <p>Le tonnage net exporté par l'usine type est donc de 100 tonnes, auquel on multiplie les coûts moyen de fret (0,27 €/kg), les frais de surcharge et de sécurité dont piraterie (0,028 €/kg), ainsi que les frais au départ et à l'arrivée d'acconage et de transport d'un container de 40 pieds (440 € forfaitaire).</p> <p>2) <u>Calcul du coût Réunion :</u> (prix unitaire x volume exporté/volume annuel epv exporté)</p> <p>soit A = ((100000 x 0,298)+440))/130000</p> <p><b>A = 0,232 €/kg</b></p>	Pas de coût de transport maritime pour accéder au marché européen.	<b>B = 0</b>	<b>0,232 €/kg</b>	<b>232 €/tonne</b>
Montant total des surcoûts					0,232 €/kg	232 €/tonne

## 2.7. Tableau récapitulatif des surcoûts d'activités

139. Les surcoûts identifiés par activités conduisent au tableau récapitulatif suivant :

Activités de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion	Surcoûts en €/tonne en équivalent poids vif
Production de la pêche artisanale côtière	1331
Production de la pêche palangrière côtière	874
Production de la pêche hauturière en frais	1023
Production de la pêche hauturière en congelé bord	878
Production de tilapia d'élevage continental	2212
Production de truite d'élevage continental	2342
Production d'algue (spiruline) d'élevage continental	1635
Commercialisation sur le marché local des poissons d'élevage continental	1400
Collecte par les usines	153
Collecte par les GIE de vente et les poissonneries	455
Transformation de niveau I par les usines des produits	929
Transformation de niveau I par les GIE de vente et poissonneries des produits	701
Transformation de niveau II par les usines des produits	793
Transformation de niveau II par les GIE de vente et poissonneries des produits	474
Stockage pour la structuration du marché local	649
Distribution et mareyage pour la commercialisation sur le marché local	442
Exportation aérienne des produits sur le marché européen en frais	2227
Exportation maritime des produits sur le marché européen en congelé	232

## 2.8. Identification des produits éligibles de la pêche et de l'aquaculture

140. Conformément au règlement d'exécution, la liste des produits de la pêche et de l'aquaculture éligibles à la compensation des surcoûts est définie ci-après.

#	Catégorie	Dénomination commerciale	Nom scientifique	Code FAO	Présentation <sup>13</sup>	Quantité
1	Poisson pélagique	Espadon	<i>Xiphias gladius</i>	SWO	F, C, T	Maximum de 4000 tonnes epv
		Lancier	<i>Tetrapturus angustirostris</i>	SSP	F, C, T	
		Marlin bleu	<i>Makaira mazara</i>	BUM	F, C, T	
		Marlin noir	<i>Makaira indica</i>	BLM	F, C, T	
		Thon banane	<i>Acanthocybium solandri</i>	WAH	F, C, T	
		Thazard rayé	<i>Scomberomorus commerson</i>	COM	F, C, T	
		Thon Albacore	<i>Thunnus albacares</i>	YFT	F, C, T	
		Thon Noir	<i>Gymnosarda unicolor</i>	DOT	F, C, T	
		Thon Germon	<i>Thunnus alalunga</i>	ALB	F, C, T	
		Thon Bigeye,	<i>Thunnus obesus</i>	BET	F, C, T	
		Dorade coryphène	<i>Coryphaena hippurus</i>	DOL	F, C, T	
		Thazard	<i>Scomberomorus spp</i>	KGX	F, C, T	
		Bonite orientale	<i>Sarda orientalis</i>	BIP	F, C, T	
		Bonite à dos rayé	<i>Euthynnus affinis</i>	KAW	F, C, T	
		Bonite ventre rayé	<i>Katsuwonus pelamis</i>	SKJ	F, C, T	
		Bonites nca	<i>Sarda spp</i>	BZX	F, C, T	
		Requin-taupe bleu	<i>Isurus oxyrinchus</i>	SMA	F, C, T	
2	Poisson de fond	Colas	<i>Pristipomoides spp</i>	LRY	F	Maximum de 1500 tonnes epv
		Vivaneau	<i>Lutjanus spp</i>	SNA	F	
		Croissant queue blanche	<i>Variola albigmarginata</i>	VRA	F	
		Croissant queue jaune < 2,5 kg	<i>Variola louti</i>	VRL	F	
		Mérous, rougettes, cabots	<i>Epinephelus spp</i>	GPX	F	
		Vieille divers	<i>Cephalopholis spp</i>	EFT	F	
		Saumonée léopard	<i>Plectropomus leopardus</i>	EMO	F	
		Poisson savon	<i>Grammistes punctatus-sexlineatus</i>	GSE	F	
		Sépioles divers	<i>Seriola spp</i>	AMX	F	
		Pompaneau muscadin	<i>Trachinotus bailloni</i>	TBA	F	
		Sabre sauteur	<i>Scomberoides lysan</i>	OBV	F	
		Cordonnier fil	<i>Alectis ciliaris</i>	LIJ	F	
		Capucins divers	<i>Parupeneus spp</i>	RFQ	F	
		Mulet à grosse tête	<i>Mugil cephalus</i>	MUF	F	
		Rouget barbet tacheté	<i>Pseudupeneus maculatus</i>	UDU	F	
		Beauclaires divers	<i>Priacanthus spp</i>	BIG	F	
		Mariignans	<i>Holocentridae spp</i>	HCZ	F	

	Marignan sabre	<i>Sargocentron spiniferum</i>	HVS	F	
	Ecureuil diademe	<i>Sargocentron diadema</i>	HWD	F	
	Soldat japonais rayé	<i>Ostichthys kaianus</i>	HWK	F	
	Empereurs divers	<i>Gymnocranius spp</i>	LBR	F	
	Mochong, brème noire	<i>Eumegistus illustris</i>	EBS	F	
	Brème noire à longues nageoires	<i>Taractichthys steindachneri</i>	TST	F	
	Beryx	<i>Beryx spp</i>	ALF	F	
	Sargue doré	<i>Rhabdosargus sarba</i>	RSS	F	
	Spare royal	<i>Argyrops spinifer</i>	KBR	F	
	Spare soldat	<i>Argyrops filamentosus</i>	KBK	F	
	Calicagère bleue	<i>Kyphosus cinerascens</i>	KYC	F	
	Kyphosus calicagères nca	<i>Kyphosus sp</i>	KYP	F	
	Saupe grise à lignes jaunes	<i>Kyphosus vaigiensis</i>	KYV	F	
	Poisson d'ail	<i>Kyphosus bigibbus</i>	KYB	F	
	Perroquet barbe bleue	<i>Scarus ghobban</i>	USY	F	
	Perroquets divers	<i>Scaridae</i>	PWT	F	
	Saumon des dieux, Opah	<i>Lampris guttatus</i>	LAG	F	
	Barbu de creux, barbe, œil d'argent	<i>Polymixia japonica</i>	PXJ	F	
	Athérines	<i>Athérinidés nca</i>	SIL	F	
	Labres divers, pourceaux, donzelles	<i>Labridae</i>	WRA	F	
	Marguerite	<i>Siganus sutor</i>	IUU	F	
	Jacquot	<i>Branchiostegus doliatius</i>	UGY	F	
3	Poissons divers	<i>Selar Crumenophthalmus</i>	BIS	F	Maximum de 500 tonnes
	Pêche cavale	<i>Ranina ranina</i>	RAQ	F	
	Crabe girafe	<i>Octopodidae</i>	OCZ	F	
	Poulpe	<i>Lologo spp</i>	SQC	F	équivalent
	Calamars	<i>Loliginidae sp</i>	SQZ	F	poids vif
	Calmars	<i>Ommastrephidae</i>	OMZ	F	Maximum de 500 tonnes epv
	Encornets	<i>Muraenidae</i>	MUI	F	
	Murènes divers	<i>raja sp</i>	RAJ	F	
	Raies diverses	<i>Heterocarpus ensifer</i>	HKF	F	
	Crevette nylon armée	<i>Heterocarpus laevigatus</i>	HKT	F	
	Crevette nylon inermes	<i>Natantia</i>	DCP	F	
	Crevettes, Décapodes natantia nca	<i>Palinurus spp</i>	CRW	F, C, T	Maximum de 250 tonnes
4	Poisson ou algue d'élevage	<i>Oreochromis sp.</i>	TLP	F, T	
	Langoustes diverses	<i>Oncorhynchus mykiss</i>	TRR	F, T	
	Tilapia	<i>Sciaenops ocellatus</i>	RDM	F, T	équivalent
	Truite	<i>Lutjanus sp.</i>	LUB	F, T	poids vif
	Ombrine	<i>Rachycentron canadum</i>	CBA	F, T	Maximum de 250 tonnes epv
	Bourgeois	<i>Arthrospira platensis</i>		Séché	
	Cobia	<i>Machrobrachium sp.</i>	PPS	F, C	
	Spiruline	<i>Osphronemus goramy</i>	FGG	F	
	Chevrette	<i>Cyprinus carpio</i>	FCP	F	
	Gourami géant				
	Carpe				

## 2.9. Identification des opérateurs éligibles

141. Les opérateurs éligibles au plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion sont définis ci-après :

### Opérateurs ou leurs associations

Producteurs de pêche artisanale côtière membres de l'ARIPA  
Producteurs de pêche palangrière côtière membre de l'ARIPA  
Producteurs de pêche hauturière (frais et/ou congelé) membres de l'ARIPA  
Producteurs aquacoles membres de l'ARIPA  
Usines de transformation de niveau I membre de l'ARIPA  
Usines de transformation de niveau II membre de l'ARIPA  
Poissonneries et groupements d'intérêt économique de vente membre de l'ARIPA  
Grossistes et semi-grossistes membres de l'ARIPA

### Produits ou catégories de produits

Poissons pélagiques, de fond et divers  
Poissons pélagiques, de fond et divers  
Poissons pélagiques, de fond et divers  
Poisson ou algue d'élevage  
Poissons pélagiques, de fond et divers  
Poissons pélagiques, de fond, divers et d'élevage  
Poissons pélagiques, de fond, divers et d'élevage  
Poissons pélagiques, de fond, divers et d'élevage

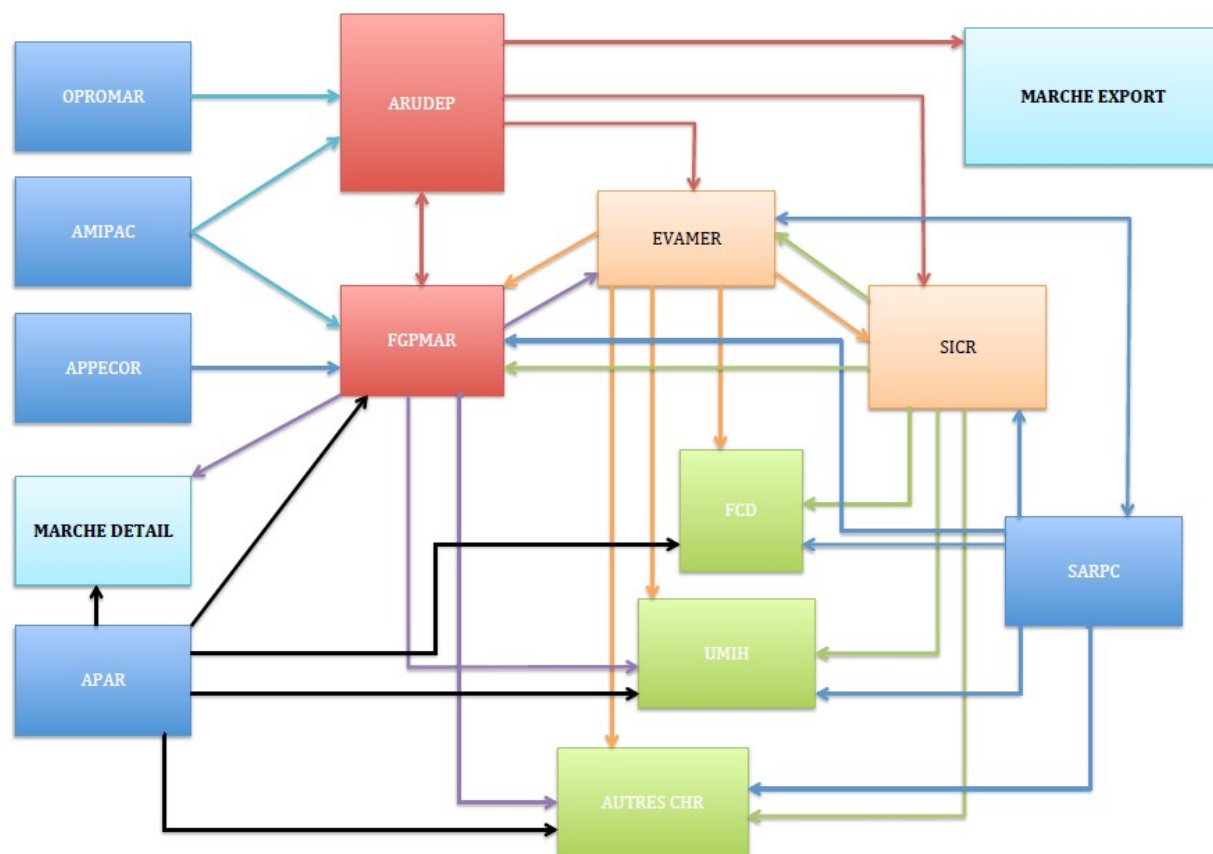
## 2.10. Modèle de structuration des flux de matières de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion

142. Le schéma ci-dessous reprend les flux de matière et d'aides entre les différents opérateurs de l'interprofession de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion.

## 3. Les outils de structuration actuels

143. Le développement de la filière des pêches maritimes et de l'aquaculture de la Réunion a été conditionné au plus fort de la crise économique en 2008 par son incontournable structuration professionnelle.

### 3.1. Les fondements et l'organisation interprofessionnels



144. Construite pour une part importante sur un modèle économique individualiste, désorganisé et donc peu compétitif qui ne résistait pas à la crise actuelle, la pêche réunionnaise s'est vu obligé d'évoluer vers une organisation collective des opérateurs qui rende efficient leur développement. Il s'agissait pour la pêche réunionnaise de se doter d'outils communs entre opérateurs.
145. Plusieurs orientations, plus ou moins efficaces, se sont faites jour.
146. Les coopérations et les mutualisations entre opérateurs ont été opérées afin, d'une part, de réduire les coûts de production qui permettent d'atteindre les tailles critiques conduisant à des économies d'échelles et, d'autre part, de mettre en place des voies innovantes de développement durable (programme de suivi énergétique à partir d'économètres et test de propulsion vélique).
147. Le regroupement interprofessionnel sur le modèle agricole vu depuis Bruxelles comme exemplaire s'est construit avec un noyau dur d'acteurs volontaires et investis de la mise en valeur des produits de la pêche et de l'aquaculture, de l'amont jusqu'à l'aval, autour d'un projet de structuration du marché, de développement des emplois, de promotion des emplois, ...
148. « Dans le secteur agroalimentaire, les interprofessions ont comme objectif d'agir dans l'intérêt collectif de l'ensemble de leurs membres autour de problématiques communes, en palliant aux limites de la coordination par le seul marché. Les interprofessions constituent ainsi des formes de coordination verticales des filières primaires, leur existence démontrant l'insuffisance de modes de régulation purement marchands basés uniquement sur un signal prix »<sup>14</sup>.
149. En avril 2010, l'association réunionnaise interprofessionnelle de la pêche et de l'aquaculture (ARIPA) est créée, sous l'égide de l'organisation professionnelle.



150. L'association réunionnaise interprofessionnelle de la pêche et de l'aquaculture se compose des associations et des organisations de producteurs suivantes :

- l'organisation de producteurs de la mer et de l'aquaculture de la Réunion (OPROMAR) ;
- l'association des patrons pêcheurs côtiers de la Réunion (APPECOR) ;
- le syndicat des armements réunionnais des palangriers congélateurs (SARPC)
- l'association réunionnaise des usines de débarque et d'exportation de poissons (ARUDEP) ;
- les établissements de vente en gros et demi gros des produits de l'aquaculture et de la mer (EVAMER) ;
- la fédération des groupements d'intérêt économique de la pêche et des mareyeurs de la Réunion (FGPMAR) ;
- le syndicat des importateurs et des commerçants de la Réunion (SICR) ;
- la fédération du commerce et de la distribution (FCD).
- l'union des métiers et des industries hôtelières (UMIH)

151. D'autres familles professionnelles de producteurs ou d'autres activités de la chaîne de valeur du poisson à La Réunion (association des mini-palangriers côtiers (AMIPAC), Association des producteurs aquacoles de La Réunion (APAR), Etablissements de seconde transformation du poisson (ESTRANP),...) pourront continuer à intégrer l'organisation interprofessionnelle.

152. L'ARIPA a pour objet de faciliter et de développer l'activité économique de ses membres en matière de production, de transformation et de commercialisation de tous produits de la mer, dans le respect des règles de la libre concurrence. Elle a pour mission à la fois de favoriser le développement de la pêche réunionnaise, l'exportation de ses produits ainsi que l'approvisionnement du marché local en poisson. Les décisions y sont prises à la majorité qualifiée à défaut de pouvoir tendre systématiquement vers l'unanimité. L'Etat y participe avec une voix délibérative.

153. L'ARIPA a aussi pour fonctions, et dans un cadre d'intérêt général, de conclure entre ses membres des accords tendant, par des actions compatibles avec les règles de l'Union Européenne, à améliorer :

- la connaissance de l'offre et de la demande, et des mécanismes du marché,
- l'adaptation et la structuration de l'offre,
- les relations interprofessionnelles dans le secteur de la pêche,
- la promotion des produits sur le marché.

154. Le dépôt du projet de financement interprofessionnel auprès de la Commission européenne s'est conclu le 30 juin 2011 à l'acceptation du dispositif d'aide nationale à la structuration de la pêche et de l'aquaculture (aide d'Etat SA.32638 (2011/N) – France Ile de La Réunion), sur financement Etat du Conseil interministériel pour l'outre-mer (CIOM).

155. Etaient mises en œuvre dans le régime d'aides nationales par les familles professionnelles pour le compte de leurs adhérents les actions suivantes :

- l'aide à la structuration de la filière aquacole est mise en œuvre par OPROMAR ;
- l'aide à la structuration de la pêche hauturière est mise en œuvre par OPROMAR ;
- l'aide à la structuration de la pêche côtière est mise en œuvre par APPECOR ;
- l'aide en faveur des industries de première transformation est mise en œuvre par ARUDEP ;

- l'aide à la mise en marché des produits de la pêche hauturière est mise en œuvre par EVAMER ;
- l'aide à la mise en marché des produits de la pêche côtière est mise en œuvre par FGPMAR.

### **3.2. Les résultats de la dynamique interprofessionnelle sur la période 2011-2013**

156. Les résultats de la mise en œuvre du dispositif d'aide nationale ont été à la hauteur des enjeux.

157. Le revenu des producteurs a été « revalorisé » chaque année depuis la création de l'ARIPA. Les marins étant payés à la part, ils ont bénéficié directement de cette augmentation de prix.

<b>ANNEE</b>	<b>Prix moyen du poisson epv</b>
2008	2,72 EUR
2009	2,76 EUR
2010	2,75 EUR
2011	3,01 EUR
2012	3,32 EUR
2013	3,53 EUR

158. L'emploi local a bénéficié de cette dynamique avec une évolution de la composition des équipages en faveur de l'emploi local. En effet, avant la création de l'ARIPA, la part des marins étrangers d'origine ACP représentait 41% des équipages (66 ACP/162 marins). Avec l'ARIPA, cette proportion n'est plus en 2013 que de 28% des marins embarqués (40 ACP/143 marins), soit un niveau proche des minimums requis dans le cadre des APP de l'Union européenne en océan indien.

159. Les parts de marché en local n'ont cessé de progresser depuis la création de l'ARIPA.

<b>ANNEE</b>	<b>% vendus sur le marché local</b>	<b>Volumes vendus epv en local</b>
2008	37%	916 tonnes
2009	39%	975 tonnes
2010	36%	897 tonnes
2011	47%	1079 tonnes
2012	49%	1144 tonnes
2013	65%	1309 tonnes

160. Le dispositif d'aide nationale s'est accompagné de multiples effets positifs au sein de l'ARIPA.

161. Un effet « mobilisateur » avec la montée en puissance du nombre d'adhérents de l'interprofession depuis 2011 (de 39 à 55 entreprises).

162. Un effet « formalisateur » de l'aide nationale sur les tonnages écoulés sur le marché local par la pêche artisanale côtière, en volume déclaré et en qualité (conformité des factures, meilleure traçabilité, systématisation du rendu statistique, ...) ainsi que sur la pêche hauturière en sécurité d'approvisionnement et traçabilité avec l'élimination des 156 tonnes de godaille en équivalent poids vif (poissons laissés à la discrétion de l'équipage au retour de marée) commercialisés illégalement avant 2011.

163. Un effet « amortisseur » de l'aide nationale pour les armements sur l'exploitation des navires de pêche suite aux renchérissements des coûts d'avitaillement (gazole et appâts notamment).

164. Un effet « incitatif » de l'aide nationale sur la régularisation des situations fiscales et sociales des opérateurs, pré-requis obligatoire au bénéfice des soutiens publics.

165. Un effet « structurant » de l'aide nationale sur l'organisation de l'interprofession (plus de 50 réunions entre les opérateurs professionnels), sur la régulation du marché (gestion des pics saisonniers de production avec une stabilité des prix aux bateaux, notamment sur le thon germon), sur la collaboration entre familles professionnelles (tests d'approvisionnement de la pêche artisanale en appâts par la pêche hauturière, réflexion autour de l'initiation d'une démarche de reconnaissance des produits, réalisation d'actions promotionnelles sur les espèces pélagiques en saison, homogénéisation de la dénomination commerciale des poissons, tests de commercialisation de pélagiques congelés...), sur l'équipement des structures de vente (acquisition de caisses enregistreuses pour améliorer la traçabilité de l'écoulement)...

166. Un effet « générateur » avec, d'une part, le développement d'une filière palangrière côtière (des navires de 9 à 12 m) qui profitent de la structuration de la filière (passage de 10 à 15 palangriers en 2 ans) et, d'autre part,



l'ouverture de nouveaux débouchés en restauration touristique grâce à la régularité des approvisionnements générée par l'interprofession.

167. Un dispositif adapté « à consolider » par son extension à l'ensemble des surcoûts d'exploitation et de commercialisation car malgré les objectifs atteints et les effets constatés, des navires (6) et des unités de transformation (2) ont dû cesser depuis 2011 leur activité.
168. Pour le marché export, les opérateurs de la pêche réunionnaise bénéficient du régime de compensation des surcoûts qui grèvent l'écoulement de certains produits de la pêche provenant de régions ultrapériphériques, du règlement (CE) 791/2007, dit « POSEI pêche », pour la période 2007-2013.
169. Ce dispositif allouait 1 565 200 € à la Réunion pour un contingent de 1118 tonnes, soit une compensation unitaire de 1,40 € / kg.
170. Largement sous-dimensionné pour couvrir le besoin de couverture complète évalué à 2,30 € / kg, son renforcement à l'ensemble des surcoûts d'éloignement est apparu indispensable pour garantir un redémarrage de la filière toute entière à partir de 2014.
171. La prolongation et l'extension des outils d'appui existants sous fonds communautaires devront nécessairement s'accompagner des réformes professionnelles requises pour garantir le développement durable de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion en se fondant sur ses atouts et ses potentialités.

#### **4. Les objectifs stratégiques de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion**

172. Malgré la récession rencontrée depuis mi-2009 et les handicaps générés par l'ultrapériphéricité et l'insularité, la pêche et l'aquaculture de La Réunion ont réussi le pari d'une structuration collective et efficace des opérateurs économiques autour d'un projet interprofessionnel.
173. Ce projet a consisté en la structuration interprofessionnelle des opérateurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture, de l'amont jusqu'à l'aval, du producteur jusqu'au distributeur autour d'une stratégie commune de mise en marché des produits. Cette organisation est indispensable pour permettre la reconquête du marché local par la production de la filière de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion subissant la forte concurrence des produits importés en provenance des pays tiers. Chaque maillon y constitue ainsi un acteur dynamique et responsable de l'écoulement des produits locaux, tant en régularité qu'en qualité et en diversification de l'offre pour les consommateurs, en œuvrant à la régulation du marché (gestion des pics de production, compensation des sous-approvisionnements, congélation,...).
174. La finalité de ce modèle d'organisation est la rentabilité et la compétitivité des opérateurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion.
175. Les objectifs fixés sont ainsi double ; d'une part, d'augmenter les parts de marché au niveau des ventes locales au-delà du seuil économique actuel de 21%, en dessous duquel la durabilité de la filière de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion serait remise en cause et, d'autre part, d'accroître au niveau de la moyenne européenne la consommation en poissons des ménages réunionnais.
176. Il importe donc sur 2014-2020 de poursuivre la structuration interprofessionnelle du secteur afin de continuer à réguler les importations et à accroître les parts de marché de la production réunionnaise sur le local et à l'exportation.
177. Néanmoins, conforter la pêche et l'aquaculture comme un secteur économique à part entière suppose également au préalable une professionnalisation des pratiques, en termes d'exploitation mais avant tout de gestion d'entreprise.
178. Il est ainsi admis au sein de l'interprofession de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion que les soutiens publics à leur développement sont conditionnés à la régularité des situations fiscales et sociales des opérateurs économiques. Ceci résulte d'un long travail qu'il convient de sauvegarder car il traduit la capacité de l'esprit d'entreprise réunionnais à inscrire ses initiatives dans le cadre de la loi et de l'intérêt général.
179. L'exploitation des navires et la commercialisation de leurs captures jusqu'au consommateur final doivent également s'inscrire dans le respect du cadre législatif et réglementaire de leurs activités.

##### ***4.1. Le projet stratégique 2014-2020***

180. Le projet 2014-2020 de La Réunion s'inscrit dans le cadre de l'interprofession de la pêche et de l'aquaculture.

181. Le travail concerté entre les différents maillons de ces filières est en effet indispensable pour :
- gagner en régularité et en homogénéité de la production locale, à l'écoute des attentes du marché intérieur ;
  - construire des circuits de traitement et de distribution du poisson cohérents ;
  - maintenir le revenu des différents acteurs de la filière et l'emploi local ;
  - augmenter la compétitivité de l'offre locale par rapport à l'import.
182. A l'échelle du secteur de La Réunion, les principaux enjeux sont de plusieurs ordres.
183. Le premier enjeu consiste à ajuster le modèle économique de développement de la pêche et de l'aquaculture réunionnaises en océan indien pour disposer d'outils de production modernes et adaptés, capables d'approvisionner pour le marché local et pour l'exportation un réseau de commercialisation de proximité ainsi qu'une industrie agroalimentaire économiquement compétitifs sur la base de produits pourvoyeurs d'emplois et de développement économique endogène. Le résultat sera d'atteindre une consommation par habitant de l'ordre de 20 kg/an en 2020.
184. Le second enjeu vise à garantir le revenu des différents opérateurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion, et plus largement que l'ensemble des opérateurs de cette interprofession s'y retrouvent, pour permettre d'accroître le niveau d'emplois de 5%/an et accompagner l'objectif de lutte contre le chômage à la Réunion, où le taux de chômage est le plus important de l'Union européenne.
185. Le troisième enjeu est un objectif de gains de parts de marché local de 1% par an à horizon 2020.
186. Le quatrième enjeu repose sur la possibilité de modernisation de la flotte de pêche de la Réunion pour la rendre moins énergivore et adaptée à l'arrêt des rejets tout en préservant concomitamment et de manière durable la ressource halieutique par une gestion concertée des stocks à l'échelle du bassin maritime entre pays riverains et pays pêcheurs. L'objectif est que la pêche réunionnaise puisse à horizon 2020 retrouver le niveau de sa flotte hauturière (30 navires actifs de plus de 12 mètres) d'avant la crise économique.
187. Le cinquième enjeu est que l'aquaculture de La Réunion retrouve à horizon 2020 une dynamique d'exploitation et de développement en s'appuyant sur un modèle économique optimisé au potentiel de production des investissements consentis par les éleveurs et sur les synergies avec la pêche pour accroître sur les étals leurs produits commercialisés. L'objectif est en 2020 d'avoir dépassé le potentiel de production de 150 tonnes annuelles en équivalent poids vif tels qu'il a prévalu jusqu'en 2007.
188. Le sixième enjeu est d'approfondir la structuration interprofessionnelle par l'élargissement de ses membres, qui conduit à une plus grande formalisation des opérateurs économiques du secteur de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion, tant sur les obligations fiscales, sociales, déclaratives que sur la traçabilité d'écoulement des productions. L'objectif est de parvenir à horizon 2020 à un effectif interprofessionnel de l'amont à l'aval d'au moins 250 membres, dont 30% d'opérateurs de l'amont, et à la mise en place, de concert avec l'organisation professionnelle, d'un observatoire de l'emploi maritime.
189. Spécifiquement pour les filières de production, ces enjeux stratégiques visent également :
190. **Pour la pêche artisanale côtière**, la modernisation des navires de petite taille de pêche artisanale côtière dont le renouvellement sur les dix dernières années n'a concerné que 50 % de la flottille constitue une priorité d'actions pour permettre les poursuites d'exploitation ou les reprises d'activité dans le cadre de l'installation de jeunes pêcheurs. Il s'agira également de renforcer l'attractivité du métier de pêcheur artisan côtier en valorisant cette profession, en la protégeant d'activités parallèles illicites et en y assurant de bonnes conditions de travail assorties de garanties d'écoulement et de prix pour leurs captures. La professionnalisation d'opérateurs évoluant aujourd'hui encore dans le circuit informel participera également au développement de cette filière en termes d'emplois, en amont mais aussi en aval pour la commercialisation des volumes de production supplémentaire ainsi qu'à la politique de l'Etat de lutte contre le travail clandestin.
191. **Pour la pêche palangrière côtière**, le développement d'un label de qualité permettant la différenciation avec la production informelle ou importée va constituer un enjeu pour poursuivre l'installation de jeunes pêcheurs.
192. **Pour la pêche hauturière**, le maintien ou la reprise d'activités des navires hauturiers constitue la priorité d'actions, afin de retrouver les volumes à la débarque de 2005 (3900 tonnes en équivalent poids vif), ce qui implique des palangriers plus économes énergétiquement. Il s'agit également d'adapter la production des navires à la demande et à la spécificité du marché réunionnais en s'orientant vers des produits congelés à bord.
193. **Pour l'aquaculture**, la disponibilité en alevins de qualité à un prix compétitif demeure la priorité d'actions pour assurer la reprise d'activités de l'aquaculture réunionnaise, ce qui nécessite une régularité de production des éleveurs

et donc de commandes auprès de l'écloserie. Il convient par ailleurs de réfléchir à un couplage des productions continentales et marines pour, d'une part, mutualiser les coûts d'exploitations aujourd'hui trop atomisés et, d'autre part, diversifier la gamme de produits d'élevage sur les étals.

#### 4.2. Proposition de mesures

Mesure	Aide à la production de la pêche artisanale côtière
Type d'aide	194. Cette mesure vise à permettre aux opérateurs artisans côtiers d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	195. L'aide est de 1,331 €/kg de poisson débarqué en poids vif. 196. L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres de l'APPECOR, propriétaires ou affrêteurs d'un navire de longueur hors tout inférieure à 12 mètres et exerçant une activité polyvalente.
Description	197. Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide à la production de la pêche artisanale côtière. 198. L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poisson débarqué en équivalent poids vif. 199. L'aide va garantir une traçabilité des tonnages débarqués par la filière artisanale côtière. 200. L'éligibilité à l'aide est conditionnée par le respect de la règle de l'apport total à l'interprofession des pélagiques, afin de garantir une parfaite structuration du marché. 201. L'aide offre une garantie de revenu au pêcheur dès lors qu'il répond aux conditions du cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	202. Nombre de navires bénéficiaires, volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	203. Immatriculation du navire, régularité fiscale sociale, obligations réglementaires, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.
Effets structurants	204. L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

Mesure	Aide à la production de la pêche palangrière côtière
Type d'aide	205. Cette mesure vise à permettre aux opérateurs palangriers côtiers d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	206. L'aide est de 0,874 €/kg de poisson débarqué en poids vif. 207. L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, propriétaires ou affrêteurs d'un navire de longueur hors tout inférieure à 12 mètres et exerçant une activité de palangre de surface ciblant les pélagiques.
Description	208. Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide à la production de la pêche palangrière côtière. 209. L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poisson débarqué en équivalent poids vif. 210. L'aide va garantir une traçabilité des tonnages débarqués par la filière palangrière côtière. 211. L'éligibilité à l'aide est conditionnée par le respect de la règle de l'apport total à l'interprofession des pélagiques, afin de garantir une parfaite structuration du marché. 212. L'aide offre une garantie de revenu au pêcheur dès lors qu'il répond aux conditions du cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	213. Nombre de navires bénéficiaires, volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	214. Immatriculation du navire, régularité fiscale sociale, obligations réglementaires, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.
Effets structurants	215. L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois, notamment en aval de la filière (qualité ultra-fraîche).

Mesure	Aide à la collecte par les GIE de vente et les poissonneries
Type d'aide	216. Cette mesure vise à favoriser la débarque et la collecte de la production artisanale côtière tout le long du littoral réunionnais en assurant aux pêcheurs professionnels une garantie d'écoulement de la production débarquée.
Bénéficiaires	217. L'aide est de 0,455 €/kg de poissons débarqués en poids vif. 218. L'aide sera versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres de la FGPMAR, titulaires de l'agrément sanitaire pour le transport de poissons.
Description de la mesure	219. L'aide sera versée sur la base des notes ou factures de vente de poissons débarqués en poids vif. 220. L'aide va garantir une traçabilité et une formalisation des tonnages de la filière artisanale côtière. 221. L'objectif de l'aide est que le pêcheur n'ait plus à se soucier de l'écoulement de sa production, uniquement de la pêche en accord avec le cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	222. Volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	223. Régularité fiscale sociale, agrément sanitaire, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.

*Effets structurants* 224. La garantie d'écoulement de la production favorise la professionnalisation des pêcheurs.

Mesure	Aide à la production de la pêche hauturière en frais
Type d'aide	225. Cette mesure vise à permettre aux opérateurs hauturiers d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	226. L'aide est de 1,023 €/kg de poisson débarqué en poids vif. 227. L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'OPROMAR, propriétaires ou affrêteurs d'un navire de longueur hors tout supérieure à 12 mètres et exerçant une activité centrée sur les pélagiques à la palangre horizontale. 228. Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide à la production de la pêche hauturière.
Description de la mesure	229. L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poisson débarqué en équivalent poids vif. 230. L'aide va garantir une traçabilité, un étiquetage et un gradage des tonnages de la filière hauturière. 231. L'éligibilité à l'aide est conditionnée par le respect de la règle de l'apport total à l'interprofession. 232. L'aide offre une garantie de revenu au navire dès lors que son propriétaire ou affruteur répond aux conditions du cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	233. Nombre de navires bénéficiaires, volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	234. immatriculation du navire, régularité fiscale sociale, obligations réglementaires, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.
Effets structurants	235. L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

Mesure	Aide à la production de la pêche hauturière en congelé
Type d'aide	236. Cette mesure vise à permettre aux opérateurs hauturiers d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	237. L'aide est de 0,878 €/kg de poisson débarqué en poids vif. 238. L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'OPROMAR, propriétaires ou affrêteurs d'un navire de longueur hors tout supérieure à 20 mètres et exerçant une activité de congélation à bord de pélagiques à la palangre horizontale. 239. Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide à la production de la pêche hauturière.
Description de la mesure	240. L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poisson débarqué en équivalent poids vif. 241. L'aide va garantir une traçabilité, un étiquetage et un gradage des tonnages de la filière hauturière. 242. L'éligibilité à l'aide est conditionnée par le respect de la règle de l'apport total à l'interprofession. 243. L'aide offre une garantie de revenu au navire dès lors que son propriétaire ou affruteur répond aux conditions du cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	244. Nombre de navires bénéficiaires, volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	245. immatriculation du navire, régularité fiscale sociale, obligations réglementaires, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.
Effets structurants	246. L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

Mesure	Aide à la collecte par les usines
Type d'aide	247. Cette mesure vise à favoriser la débarque de la production hauturière auprès des usines. 248. L'aide est de 0,153€/kg de poissons débarqués en poids vif.
Bénéficiaires	249. L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour la débarque, le transport et le stockage de poissons.
Description de la mesure	250. L'aide est versée sur la base des notes ou factures de vente de poissons débarqués en poids vif. 251. L'aide va garantir une traçabilité, un étiquetage et un gradage des tonnages de la filière hauturière. 252. L'objectif de l'aide est que la traçabilité soit maintenue de la débarque à l'assiette au travers une première phase complète (étiquetage, gradage, analyse histaminique...) en accord avec le cahier des charges interprofessionnel.
Indicateurs de suivi	253. Volume annuel de débarque par navire, répartition annuelle des captures des navires selon les espèces, prix moyen d'achat aux navires...
Indicateurs de résultat	254. Régularité fiscale sociale, agrément sanitaire, adhésion à l'interprofession, facture de vente du poisson.
Effets structurants	255. La traçabilité de la production favorisent sa différenciation et sa valorisation.

Mesure	Aide à la transformation de niveau I par les usines
Type d'aide	256. Cette mesure vise à gagner des parts de marché local et à créer de la valeur ajoutée sur les produits.

	257.	L'aide est de 0,929 €/kg de poissons transformés en longe en poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	258.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour la transformation de poissons.
<b>Description de la mesure</b>	259.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente de poissons transformés en longe en équivalent poids vif.
	260.	Les coefficients de conversion en équivalent poids vif font l'objet d'une validation par la DMSOI.
	261.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par la transformation de poisson issu de la production interprofessionnelle.
<b>Indicateurs de suivi</b>	262.	Volume annuel de transformation en longe, prix moyen de vente en longe par espèce...
<b>Indicateurs de résultat</b>	263.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession...
<b>Effets structurants</b>	264.	La transformation permet d'apporter de la valeur ajoutée et de différencier les produits.

Mesure	Aide à la transformation de niveau I par les GIE de vente et les poissonneries	
<b>Type d'aide</b>	265.	Cette mesure vise à gagner des parts de marché local et à créer de la valeur ajoutée sur les produits.
	266.	L'aide est de 0,701 €/kg de poissons en poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	267.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres de la FGPMAR, titulaires d'un agrément sanitaire.
<b>Description de la mesure</b>	268.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente de poissons en équivalent poids vif.
	269.	Les coefficients de conversion en équivalent poids vif font l'objet d'une validation par la DMSOI.
	270.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par la transformation de poisson issu de la production interprofessionnelle.
<b>Indicateurs de suivi</b>	271.	Volume annuel de vente, prix moyen de vente par espèce...
<b>Indicateurs de résultat</b>	272.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession...
<b>Effets structurants</b>	273.	La transformation permet d'apporter de la valeur ajoutée et de différencier les produits.

Mesure	Aide au stockage pour la structuration du marché local	
<b>Type d'aide</b>	274.	Cette mesure vise à réguler le marché et à maintenir le prix d'achat aux bateaux lorsque le marché est saturé et/ou en situation de pic de production de poissons de grade A.
	275.	L'aide est de 0,649 €/kg de poissons de grade A congelés en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	276.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour la congélation de poissons (tunnel et chambre froide).
<b>Description de la mesure</b>	277.	L'aide est versée sur les factures de vente de poissons de grade A congelés en équivalent poids vif.
	278.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par la mise en congélation du poisson issu de la production interprofessionnelle.
<b>Indicateurs de suivi</b>	279.	Volume annuel de transformation en longe, prix moyen de vente en longe par espèce...
<b>Indicateurs de résultat</b>	280.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession...
<b>Effets structurants</b>	281.	Cette mesure appuie la diversification des débouchés de marché pour le poisson local.

Mesure	Aide à la transformation de niveau II par les usines	
<b>Type d'aide</b>	282.	Cette mesure vise à favoriser la création de valeur ajoutée sur le poisson et ainsi accroître la consommation pour la reconquête de parts de marché local par rapport aux produits importés.
	283.	La seconde transformation consiste en la cuisson et/ou l'assemblage et/ou la mise en barquette de poissons après une première transformation en longe.
	284.	L'aide à la seconde transformation est de 0,793 €/kg de la composante poisson du produit en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	285.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour la transformation de niveau II de poissons.
<b>Description de la mesure</b>	286.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente du produit traiteur ainsi que sur le référentiel de composition du produit traiteur indiquant la composante poisson dans le poids total.
	287.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par l'utilisation de longe de poisson issue de la production interprofessionnelle pour réaliser la seconde transformation - traiteur.
<b>Indicateurs de suivi</b>	288.	Volume annuel de produit traiteur, prix moyen du produit traiteur par catégorie...
<b>Indicateurs de résultat</b>	289.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession...
<b>Effets structurants</b>	290.	Cette mesure appuie la diversification des débouchés de marché pour le poisson local.

Mesure	Aide à la transformation de niveau II par les GIE de vente et les poissonneries	
<b>Type d'aide</b>	291.	Cette mesure vise à favoriser la création de valeur ajoutée sur le poisson et ainsi accroître la consommation pour la reconquête de parts de marché local par rapport aux produits importés.



	292.	La seconde transformation consiste en la cuisson et/ou l'assemblage et/ou la mise en barquette de poissons après une première transformation en longe.
	293.	L'aide à la seconde transformation est de 0,474 €/kg de la composante poisson du produit en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	294.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres de la FGPMAR, titulaires de l'agrément sanitaire pour la transformation de niveau II de poissons.
<b>Description de la mesure</b>	295.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente du produit traiteur ainsi que sur le référentiel de composition du produit traiteur indiquant la composante poisson dans le poids total.
	296.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par l'utilisation de longe de poisson issue de la production interprofessionnelle pour réaliser la seconde transformation - traiteur.
<b>Indicateurs de suivi</b>	297.	Volume annuel de produit traiteur, prix moyen du produit traiteur par catégorie...
<b>Indicateurs de résultat</b>	298.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession...
<b>Effets structurants</b>	299.	Cette mesure appuie la diversification des débouchés de marché pour le poisson local.

<b>Mesure</b>		<b>Aide à l'exportation aérienne des produits de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion</b>
<b>Type d'aide</b>	300.	Cette mesure vise à favoriser l'écoulement à l'exportation des produits en frais de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion aux fins de réguler l'approvisionnement du marché intérieur restreint.
	301.	Les débouchés sur le marché export concourent au développement de l'emploi dans le secteur.
	302.	L'aide à l'exportation en frais est de 2,227 €/kg de poisson en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	303.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour l'exportation de poissons.
<b>Description de la mesure</b>	304.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente du poisson en frais à l'exportation ainsi que sur le document douanier de sortie du territoire de La Réunion.
	305.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par l'exportation de poisson issu de la production interprofessionnelle.
<b>Indicateurs de suivi</b>	306.	Volume annuel de poisson exporté, prix moyen du poisson à l'exportation selon l'espèce...
<b>Indicateurs de résultat</b>	307.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession, document douanier...
<b>Effets structurants</b>	308.	Cette mesure appuie la structuration du marché par la recherche de débouchés pour le poisson local.

<b>Mesure</b>		<b>Aide à l'exportation maritime des produits de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion</b>
<b>Type d'aide</b>	309.	Cette mesure vise à favoriser l'écoulement à l'exportation des produits congelés de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion aux fins de réguler l'approvisionnement du marché intérieur restreint.
	310.	Les débouchés sur le marché export concourent au développement de l'emploi dans le secteur.
	311.	L'aide à l'exportation en congelé est de 0,232 €/kg de poisson en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	312.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'ARUDEP, titulaires de l'agrément sanitaire pour l'exportation de poissons.
<b>Description de la mesure</b>	313.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente du poisson en congelé à l'exportation ainsi que sur le document douanier de sortie du territoire de La Réunion.
	314.	L'éligibilité à l'aide est conditionnée par l'exportation de poisson issu de la production interprofessionnelle.
<b>Indicateurs de suivi</b>	315.	Volume annuel de poisson exporté, prix moyen du poisson à l'exportation selon l'espèce...
<b>Indicateurs de résultat</b>	316.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, coefficients de conversion, adhésion à l'interprofession, document douanier...
<b>Effets structurants</b>	317.	Cette mesure appuie la structuration du marché par la recherche de débouchés pour le poisson local.

<b>Mesure</b>		<b>Aide au mareyage et à distribution des produits de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion</b>
<b>Type d'aide</b>	318.	Cette mesure vise à permettre aux mareyeurs et aux distributeurs d'atteindre le niveau de rentabilité économique pour accroître le niveau d'emplois dans le secteur.
	319.	L'aide au mareyage et à la distribution est de 0,442 €/kg de poisson mareyé en équivalent poids vif.
<b>Bénéficiaires</b>	320.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres d'EVAMER, titulaires d'un agrément sanitaire pour le mareyage et la distribution du poisson.
	321.	Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide au mareyage et à la distribution.
<b>Description de la mesure</b>	322.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente de poissons commercialisés en équivalent poids vif.
	323.	L'éligibilité à l'aide ne concerne que le mareyage et la distribution du poisson issu de l'interprofession.
<b>Indicateurs de suivi</b>	324.	Volume annuel mareyé par structure, prix moyen de vente selon les espèces ...
<b>Indicateurs de résultat</b>	325.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, adhésion à l'interprofession, ...
<b>Effets structurants</b>	326.	Cette mesure appuie la déconcentration de l'offre de poisson local auprès de la GMS et des CHR.



Mesure	Aide à la production de tilapia d'élevage continental	
Type d'aide	327.	Cette mesure vise à permettre aux aquaculteurs d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	328.	L'aide est de 2,212 €/kg de poisson débarqué en poids vif.
	329.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, titulaires d'un agrément zoosanitaire pour la production aquacole.
	330.	Régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, environnementales..., des opérateurs professionnels
Description de la mesure	331.	L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poissons produits en équivalent poids vif.
Indicateurs de suivi	332.	Volume annuel commercialisé par structure, prix moyen de vente selon les espèces ...
Indicateurs de résultat	333.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, adhésion à l'interprofession, ...
Effets structurants	334.	L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

Mesure	Aide à la production de truite d'élevage continental	
Type d'aide	335.	Cette mesure vise à permettre aux aquaculteurs d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	336.	L'aide est de 2,342 €/kg de poisson débarqué en poids vif.
	337.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, titulaires d'un agrément zoosanitaire pour la production aquacole.
	338.	Régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, environnementales..., des opérateurs
Description de mesure	339.	L'aide est versée sur la base des notes/factures de vente de poissons produits en équivalent poids vif.
Indicateurs de suivi	340.	Volume annuel commercialisé par structure, prix moyen de vente selon les espèces ...
Indicateurs de résultat	341.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, adhésion à l'interprofession, ...
Effets structurants	342.	L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

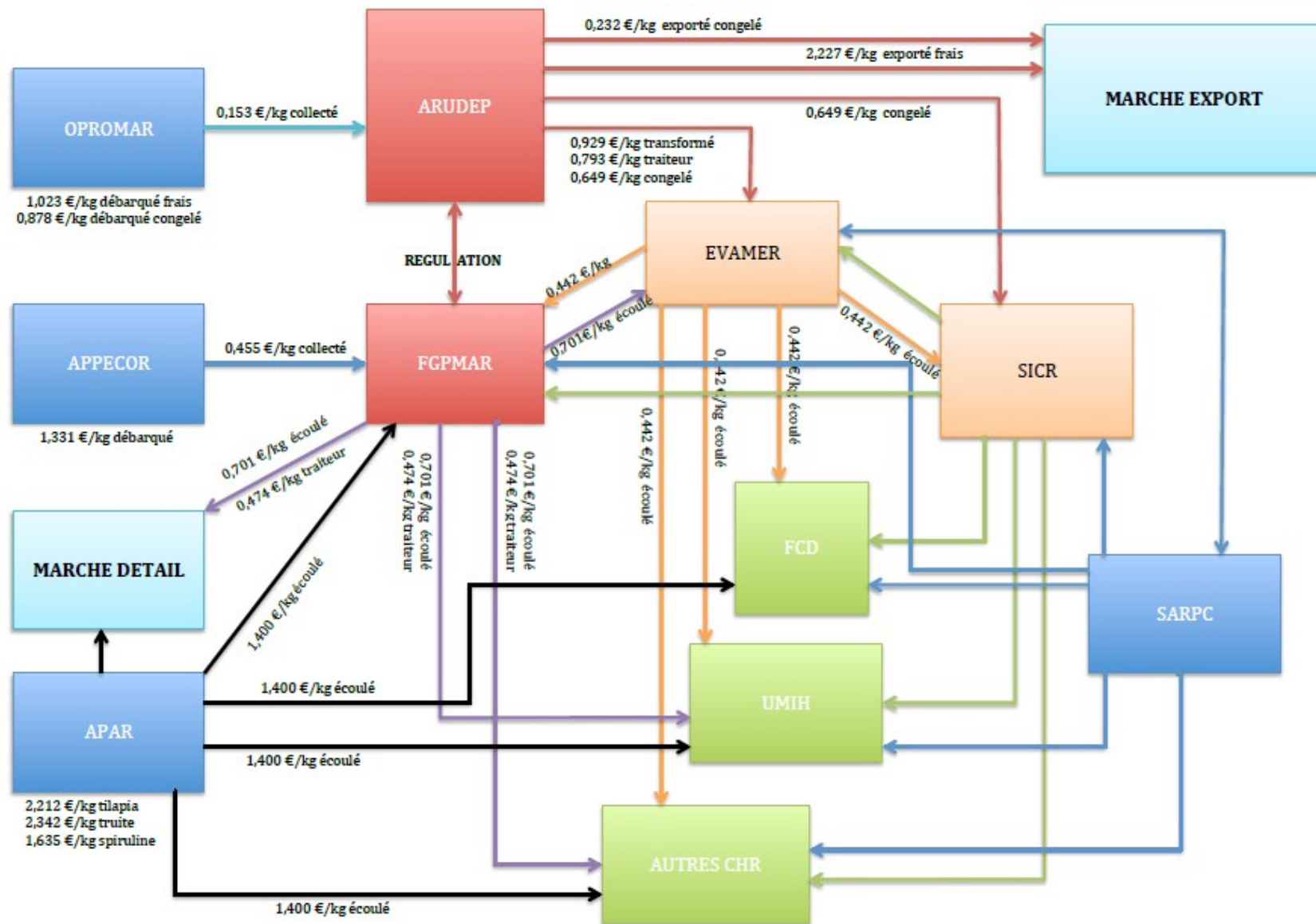
Mesure	Aide à la production aquacole alimentaire (spiruline)	
Type d'aide	343.	Cette mesure vise à permettre aux aquaculteurs d'atteindre le niveau de rentabilité économique nécessaire pour maintenir leur activité.
Bénéficiaires	344.	L'aide est de 1,635 €/kg d'algue en poids sec.
	345.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, membres de Spiruline Peï, titulaires d'un agrément sanitaire.
	346.	Régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., des opérateurs
Description de mesure	347.	L'aide est versée sur la base des factures de vente de spiruline produite en équivalent poids sec.
Indicateurs de suivi	348.	Volume annuel commercialisé par structure, prix moyen de vente
Indicateurs de résultat	349.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, adhésion à l'interprofession
Effets structurants	350.	L'augmentation de viabilité de cette filière s'accompagnera d'un accroissement du niveau d'emplois.

Mesure	Aide à la commercialisation du poisson d'élevage continental	
Type d'aide	351.	Cette mesure vise à permettre aux aquaculteurs d'atteindre le niveau de rentabilité économique pour accroître le niveau d'emplois dans le secteur.
Bénéficiaires	352.	L'aide à la commercialisation du poisson d'aquaculture (hors vente à la ferme) est de 1,400 €/kg de poisson d'élevage en équivalent poids vif.
	353.	L'aide est versée via l'interprofession aux opérateurs professionnels de l'ARIPA, titulaires d'un agrément sanitaire pour la commercialisation du poisson.
	354.	Outre la régularité vis à vis de toutes les obligations sociales, fiscales, déclaratives..., les opérateurs professionnels sont tenus d'être immatriculés au régime du commerce et des sociétés (RCS) pour être éligibles à la mesure d'aide à la commercialisation du poisson d'élevage.
Description de mesure	355.	L'aide sera versée sur la base des factures de vente de poissons commercialisés en équivalent poids vif.
Indicateurs de suivi	356.	L'éligibilité à l'aide ne concerne que le poisson d'élevage issu de l'interprofession.
	357.	Volume annuel commercialisé par structure, prix moyen de vente selon les espèces ...
Indicateurs de résultat	358.	Régularité fiscale et sociale, factures de vente, adhésion à l'interprofession, ...
Effets structurants	359.	Cette mesure appuie la déconcentration de l'offre de poisson local auprès de la GMS et des CHR.

#### 4.3. Tableau récapitulatif des mesures de compensation des surcoûts

	Surcoûts en €/tonne en epv
Mesure d'aide à la production de la pêche artisanale côtière	1331
Mesure d'aide à la production de la pêche palangrière côtière	874
Mesure d'aide à la production de la pêche hauturière en frais	1023
Mesure d'aide à la production de la pêche hauturière en congelé bord	878
Mesure d'aide à la production de tilapia d'élevage continental	2212
Mesure d'aide à la production de truite d'élevage continental	2342
Mesure d'aide à la production d'algue d'élevage (spiruline)	1635
Mesure d'aide à la commercialisation du poisson d'élevage continental	1400
Mesure d'aide à la collecte par les usines	153
Mesure d'aide à la collecte par les GIE de vente et les poissonneries	455
Mesure d'aide à la transformation de niveau I par les usines des produits	929
Mesure d'aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries des produits	701
Mesure d'aide à la transformation de niveau II par les usines des produits	793
Mesure d'aide à la transformation de niveau II par les GIE et poissonneries des produits	474
Mesure d'aide au stockage pour la structuration du marché local	649
Mesure d'aide à la distribution et mareyage pour la commercialisation sur le marché local	442
Mesure d'aide à l'exportation aérienne des produits sur le marché européen en frais	2227
Mesure d'aide à l'exportation maritime des produits sur le marché européen en congelé	232

#### ***4.4. Logigramme des flux de matière et des circuits d'aide à la compensation des surcoûts***



#### 4.5. Descriptif des mesures de compensation des surcoûts par activités

PRODUCTION	COLLECTE	TRANSFORMATI ON	COMMERCIALISATI ON
Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en congelé 0,878 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries 0,701 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Aide à la production de la pêche artisanale côtière en frais 1,331 € par kg epv débarqué base note de vente		Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide à l'exportation maritime en congelé 0,232 € par kg epv exporté base document douanier
Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente		Aide à la transformation de niveau II par les usines 0,793 € par kg epv base facture "traiteur"	Aide à la commercialisation du poisson d'élevage 1,400 € par kg epv base facture de vente
Aide à la production aquacole de tilapia 2,212 € par kg epv produit base facture de vente		Aide à la transformation de niveau II par les GIE et poissonneries 0,474 € par kg epv base facture "traiteur"	
Aide à la production aquacole de truite 2,342 € par kg epv produit base facture de vente			
Aide à la production aquacole d'algue marine 1,635 € par kg epv produit base facture de vente			

#### 4.6. Compilation des mesures de compensation des surcoûts par mode d'écoulement

	PRODUCTION	COLLECTE	TRANSFORMATION NIVEAU I	TRANSFORMATION NIVEAU II	STOCKAGE	COMMERCIALISATION
Production hauturière en frais, écoulement local, en frais, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente				Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP				EVAMER
Production hauturière en frais, écoulement local, en frais, transformé niveau I usine	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente			Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	ARUDEP			EVAMER
Production hauturière en frais, écoulement local, en frais, transformé niveau I GIE et poissonnerie	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries 0,701 € par kg epv transformé base facture de vente			
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	FGPMAR			
Production hauturière en frais, écoulement local, en congelé, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente			Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP			ARUDEP	EVAMER



Production hauturière en frais, écoulement local, en congelé, transformé niveau I	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente		Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP		ARUDEP	EVAMER
Production hauturière en frais, écoulement export, en frais, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente			Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP			ARUDEP
Production hauturière en frais, écoulement export, en frais, transformé niveau I	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente		Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	ARUDEP		ARUDEP
Production hauturière en frais, écoulement export, en congelé, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente		Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide à l'exportation maritime en congelé 0,232 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP		ARUDEP	ARUDEP

Production hauturière en frais, écoulement export, en congelé, transformé niveau I	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente		Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide à l'exportation maritime en congelé 0,232 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	ARUDEP		ARUDEP	ARUDEP
Production hauturière en frais, écoulement local, en frais, transformé niveau II usine	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide à la transformation de niveau II par les usines 0,793 € par kg epv base facture "traiteur"		Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	ARUDEP	ARUDEP		EVAMER
Production hauturière en frais, écoulement local, en frais, transformé niveau II GIE et poissonnerie	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en frais 1,023 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries 0,701 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide à la transformation de niveau II par les GIE et poissonneries 0,474 € par kg epv base facture "traiteur"		
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP	FGPMAR	FGPMAR		
Production hauturière en congelé, écoulement local, en congelé	Aide à la production de la pêche palangrière hauturière en congelé 0,878 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente				Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP				EVAMER
Production hauturière en congelé,	Aide à la production	Aide à la collecte				Aide à l'exportation maritime en congelé

écoulement export, en congelé	de la pêche palangrière hauturière en congelé  0,878 €  par kg epv débarqué  base note de vente	de la production par les usines  0,153 €  par kg epv débarqué  base note de vente			0,232 €  par kg epv exporté  base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR	ARUDEP			ARUDEP
Production artisanale côtière, écoulement local, en frais, transformé niveau I GIE et poissonnerie	Aide à la production  de la pêche artisanale côtière en frais  1,331 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte  de la production par les GIE et poissonneries  0,455 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la transformation  de niveau I par les GIE et poissonneries  0,701 €  par kg epv transformé  base facture de vente		
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR	FGPMAR		
Production artisanale côtière, écoulement local, en frais, transformé niveau II GIE et poissonnerie	Aide à la production  de la pêche artisanale côtière en frais  1,331 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte  de la production par les GIE et poissonneries  0,455 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la transformation  de niveau I par les GIE et poissonneries  0,701 €  par kg epv transformé  base facture de vente	Aide à la transformation  de niveau II par les GIE et poissonneries  0,474 €  par kg epv  base facture "traiteur"	
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR	FGPMAR	FGPMAR	
Production artisanale côtière, écoulement local, en congelé non transformé	Aide à la production  de la pêche artisanale côtière en frais  1,331 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte  de la production par les GIE et poissonneries  0,455 €  par kg epv débarqué  base note de vente		Aide au stockage  pour la structuration du marché local  0,649 €  par kg poids vif congelé  base facture de vente	Aide au mareyage  et à la distribution  0,442 €  par kg epv mareyé  base facture de vente
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR		ARUDEP	EVAMER
Production artisanale côtière, écoulement local,	Aide à la production	Aide à la collecte	Aide à la transformation	Aide au stockage	Aide au mareyage

en congelé transformé niveau I usine	de la pêche artisanale côtière en frais 1,331 € par kg epv débarqué base note de vente	de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente		pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR	ARUDEP		ARUDEP	EVAMER
Production artisanale côtière, écoulement export, en frais non transformé	Aide à la production de la pêche artisanale côtière en frais 1,331 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente				Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR				ARUDEP
Production artisanale côtière, écoulement export, en frais transformé niveau I usine	Aide à la production de la pêche artisanale côtière en frais 1,331 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente			Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR	ARUDEP			ARUDEP
Production artisanale côtière, écoulement local, en frais, transformé niveau II usine	Aide à la production de la pêche artisanale côtière en frais 1,331 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide à la transformation de niveau II par les usines 0,793 € par kg epv base facture "traiteur"		Aide au mareyage et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	APPECOR	FGPMAR	ARUDEP	ARUDEP		EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement local,	Aide à la production	Aide à la collecte				Aide au mareyage

en frais non transformé	de la pêche palangrière côtière en frais  0,874 €  par kg epv débarqué  base note de vente	de la production par les usines  0,153 €  par kg epv débarqué  base note de vente			et à la distribution  0,442 €  par kg epv mareyé  base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP			EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement local, en frais, transformé niveau I usine	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais  0,874 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines  0,153 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines  0,929 €  par kg epv transformé  base facture de vente		Aide au mareyage et à la distribution  0,442 €  par kg epv mareyé  base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP	ARUDEP		EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement local, en frais, transformé niveau II usine	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais  0,874 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines  0,153 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines  0,929 €  par kg epv transformé  base facture de vente	Aide à la transformation de niveau II par les usines  0,793 €  par kg epv  base facture "traiteur"	Aide au mareyage et à la distribution  0,442 €  par kg epv mareyé  base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP	ARUDEP	ARUDEP	EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement local, en congelé, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais  0,874 €  par kg epv débarqué  base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines  0,153 €  par kg epv débarqué  base note de vente		Aide au stockage pour la structuration du marché local  0,649 €  par kg poids vif congelé  base facture de vente	Aide au mareyage et à la distribution  0,442 €  par kg epv mareyé  base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP		ARUDEP	EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement local,	Aide à la production	Aide à la collecte	Aide à la transformation	Aide au stockage	Aide au mareyage

en congelé, transformé niveau I usine	de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente		pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	et à la distribution 0,442 € par kg epv mareyé base facture de vente
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP	ARUDEP		ARUDEP	EVAMER
Production palangrière côtière, écoulement export, en frais non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente				Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP				ARUDEP
Production palangrière côtière, écoulement export, en frais transformé niveau I usine	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente			Aide à l'exportation aérienne en frais 2,227 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP	ARUDEP			ARUDEP
Production palangrière côtière, écoulement export, en congelés, non transformé	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente			Aide au stockage pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	Aide à l'exportation maritime en congelé 0,232 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP			ARUDEP	ARUDEP
Production palangrière côtière, écoulement export,	Aide à la production	Aide à la collecte	Aide à la transformation		Aide au stockage	Aide à l'exportation



en congelés, transformé de niveau I usine	de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	de la production par les usines 0,153 € par kg epv débarqué base note de vente	de niveau I par les usines 0,929 € par kg epv transformé base facture de vente		pour la structuration du marché local 0,649 € par kg poids vif congelé base facture de vente	0,232 € par kg epv exporté base document douanier
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	ARUDEP	ARUDEP		ARUDEP	ARUDEP
Production palangrière côtière en frais, écoulement local, en frais, transformé de niveau I GIE et poissonnerie	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries 0,701 € par kg epv transformé base facture de vente			
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	FGPMAR	FGPMAR			
Production palangrière côtière en frais, écoulement local, en frais, transformé de niveau II GIE et poissonnerie	Aide à la production de la pêche palangrière côtière en frais 0,874 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la collecte de la production par les GIE et poissonneries 0,455 € par kg epv débarqué base note de vente	Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries 0,701 € par kg epv transformé base facture de vente	Aide à la transformation de niveau II par les GIE et poissonneries 0,474 € par kg epv base facture "traiteur"		
Bénéficiaires	OPROMAR/APPECOR	FGPMAR	FGPMAR	FGPMAR		
Production aquacole de tilapia en frais, vente directe à la ferme, en frais	Aide à la production aquacole de tilapia 2,212 € par kg epv produit base facture de vente					
Bénéficiaires	APAR					
Production aquacole de tilapia en frais,	Aide à la production					Aide à la commercialisation

vente sur le marché local,  
en frais

aquacole  
de tilapia

2,212 €

par kg epv produit

base facture de vente

Bénéficiaires

APAR

Production aquacole  
de truite en frais,  
vente directe à la ferme,  
en frais

Aide à la production

aquacole  
de truite

2,342 €

par kg epv produit

base facture de vente

Bénéficiaires

APAR

Production aquacole  
de truite en frais,  
vente sur le marché local,  
en frais

Aide à la production

aquacole  
de truite

2,342 €

par kg epv produit

base facture de vente

Bénéficiaires

APAR

Production aquacole  
algue en frais,  
écoulement local,  
en frais

Aide à la production

aquacole  
d'algue marine

1,635 €

par kg epv produit

base facture de vente

Bénéficiaires

APAR

du poisson d'élevage

1,400 €

par kg epv

base facture de vente

APAR

Aide à la commercialisation

du poisson d'élevage

1,400 €

par kg epv

base facture de vente

APAR

#### 4.7. Projection 2014-2020 des montants d'aides à la compensation des surcoûts

Mesures	année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide à la production pour la pêche artisanale côtière en frais	Quantité epv en tonnes	90	130	130	150	150	180	200
	Montant en €	1331	119 790,00 €	173 030,00 €	173 030,00 €	199 650,00 €	239 580,00 €	266 200,00 €
Aide à la production pour la pêche palangrière côtière en frais	Quantité epv en tonnes	140	180	180	200	200	230	250
	Montant en €	874	122 360,00 €	157 320,00 €	157 320,00 €	174 800,00 €	201 020,00 €	218 500,00 €
Aide à la production pour la pêche hauturière en frais	Quantité epv en tonnes	1950	2080	2080	2210	2210	2300	2350
	Montant en €	1023	1 994 850,00 €	2 127 840,00 €	2 127 840,00 €	2 260 830,00 €	2 352 900,00 €	2 404 050,00 €
Aide à la production pour la pêche hauturière en congelé bord	Quantité epv en tonnes	0	30	30	50	50	70	90
	Montant en €	878	0,00 €	26 340,00 €	26 340,00 €	43 900,00 €	61 460,00 €	79 020,00 €
Aide à la production de tilapia d'élevage continental	Quantité epv en tonnes	25	50	65	80	80	100	100
	Montant en €	2212	55 300,00 €	110 600,00 €	143 780,00 €	176 960,00 €	221 200,00 €	221 200,00 €
Aide à la production de truite d'élevage continental	Quantité epv en tonnes	18	20	22	22	25	25	25
	Montant en €	2342	42 156,00 €	46 840,00 €	51 524,00 €	58 550,00 €	58 550,00 €	58 550,00 €
Aide à la production d'algue d'élevage (spiruline)	Quantité epv en tonnes	8,3	27,7	54,8	73,0	73,0	91,3	109,5
	Montant en €	1635	13 570,50 €	45 240,45 €	89 516,25 €	119 355,00 €	149 193,75 €	179 032,50 €
Aide à la commercialisation du poisson d'élevage	Quantité epv en tonnes	35	59	74	87	90	108	108
	Montant en €	1400	49 140,00 €	82 600,00 €	103 460,00 €	122 360,00 €	150 500,00 €	150 500,00 €
Aide à la collecte par les usines	Quantité epv en tonnes	2020	2170	2170	2310	2310	2415	2475
	Montant en €	153	309 060,00 €	332 010,00 €	332 010,00 €	353 430,00 €	369 495,00 €	378 675,00 €
Aide à la collecte par les GIE de vente et les poissonneries	Quantité epv en tonnes	160	220	220	250	250	295	325
	Montant en €	455	72 800,00 €	100 100,00 €	100 100,00 €	113 750,00 €	134 225,00 €	147 875,00 €
Aide à la transformation de niveau I par les usines	Quantité epv en tonnes	1111	976,5	976,5	1039,5	1039,5	1086,75	1113,75
	Montant en €	929	1 032 119,00 €	907 168,50 €	907 168,50 €	965 695,50 €	1 009 590,75 €	1 034 673,75 €
Aide à la transformation de niveau I par les GIE et poissonneries	Quantité epv en tonnes	96	132	132	150	150	177	195
	Montant en €	701	67 296,00 €	92 532,00 €	92 532,00 €	105 150,00 €	124 077,00 €	136 695,00 €
Aide à la transformation de niveau II par les usines	Quantité epv en tonnes	0	36	36	52	52	75	88
	Montant en €	793	0,00 €	28 548,00 €	28 548,00 €	41 236,00 €	59 475,00 €	69 784,00 €
Aide à la transformation de niveau II par les GIE et poissonneries	Quantité epv en tonnes	4	8	8	13	13	15	21
	Montant en €	474	1 896,00 €	3 792,00 €	3 792,00 €	6 162,00 €	7 110,00 €	9 954,00 €
Aide au stockage pour la structuration du marché	Quantité epv en tonnes	45	55	55	75	75	85	85
	Montant en €	649	29205	35695	35695	48675	55165	55165
Aide au mareyage et à la distribution pour la commercialisation sur le marché local	Quantité epv en tonnes	888,8	954,8	954,8	1016,4	1016,4	1062,6	1089
	Montant en €	442	392849,6	422021,6	449248,8	449248,8	469669,2	481338
Aide à l'exportation aérienne	Quantité epv en tonnes	780	800	800	830	830	850	850
	Montant en €	2227	1737060	1781600	1848410	1848410	1892950	1892950
Aide à l'exportation maritime	Quantité epv en tonnes	11,25	13,75	13,75	18,75	18,75	21,25	21,25
	Montant en €	232	2610	3190	4350	4350	4930	4930
Total			5 950 766,10 €	6 347 027,55 €	6 424 483,35 €	6 911 602,30 €	7 352 040,70 €	7 580 042,25 €

360. Les propositions de mesures qui découlent des surcoûts d'exploitation et d'activités ainsi que des orientations stratégiques se sont construites en étroite concertation avec l'ensemble des opérateurs professionnels, regroupés au sein de ARIPA, tous ressortissants du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de La Réunion.
361. Les interventions proposées vont répondre de manière adaptée aux objectifs de croissance (gain de parts de marché et d'emplois), de viabilité économique (sur les standards de rentabilité) de développement durable (sélectivité, pêche durable et responsable) et de prise en compte des intérêts des consommateurs (régularité, qualité d'approvisionnement et diversification de l'offre).
362. Les interventions ne seront accessibles qu'aux seuls opérateurs membres de l'interprofession. Elles favoriseront ainsi la participation du plus grand nombre d'opérateurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion à la structuration interprofessionnelle.
363. Ces interventions s'accompagneront d'indicateurs de suivi des paramètres socio-économiques de la pêche et de l'aquaculture de la Réunion, en appui à l'analyse de l'efficacité de l'action publique dans ce secteur.

#### **4.8. Rôle de l'ARIPA dans la gestion des aides**

364. De par son expérience d'intermédiation réussie lors de l'application de l'aide nationale à la structuration de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion, l'ARIPA propose de poursuivre dans son rôle en se positionnant comme l'interlocuteur unique des pouvoirs publics dans la mise en œuvre des mesures du plan de compensation des surcoûts.

#### **4.9. Identification des autorités compétentes**

<b>Autorité de gestion</b>	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA)
<b>Autorité de gestion déléguée</b>	Préfecture de La Réunion
<b>Service instructeur</b>	Direction de la mer Sud océan indien (DMSOI)
<b>Autorité de paiement</b>	Agence de services et de paiement (ASP)
<b>Autorité d'audit</b>	Commission interministérielle des contrôles communautaires (CICC)

#### **4.10. Financement supplémentaire du plan de compensation (aide d'État)**

365. En l'absence d'information sur la répartition financière de l'enveloppe de 12,35 millions d'euros alloués à la France pour la compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture de ses cinq territoires ultrapériphériques, il n'est pas possible à ce stade de solliciter par une procédure d'aide d'Etat un financement public national supplémentaire.

### **CONCLUSION**

366. L'ensemble des mesures proposées constitue des réponses pertinentes, adaptées et proportionnées aux surcoûts générés par les handicaps structurels spécifiques de production, de transformation et de commercialisation des filières primaires insulaires, au surcroît ultrapériphériques.
367. En conclusion, les répercussions des différentes mesures d'aides vont concourir au développement de la pêche et de l'aquaculture et à l'élargissement de son tissu socio économique.
368. Elles témoignent ainsi du caractère stratégique de ce secteur ainsi que de l'appui des pouvoirs publics et de l'implication déterminée de ses opérateurs à assurer leur émancipation économique.

\*                      \*                      \*

\*                                      \*

## ANNEXES

## ANNEXE 1

### Note technique sur les calculs des surcoûts à la production aquacole de Tilapia à la Réunion

Hypothèse de départ : 6 tonnes de production annuelle par exploitation.

#### Alevins :

Les alevins sont achetés à une éclosérie. A la Réunion, il existe une seule éclosérie qui ne produit que des petits volumes (<500 000 alevins/an). De fait, les coûts de production par alevin sont plus élevés qu'en Europe continentale. Pour le tilapia les alevins sont vendus à 1g (âge de 1 mois). Le prix aux Pays-Bas est de 7 centimes/alevin et de 20 cts à la Réunion (grille tarifaire ARDA).

A la fin de l'élevage les poissons sont vendus au poids moyen de 350 g/individu. Il faut donc 2857 poissons par tonne (1000/0,350).

La survie au cours du cycle d'élevage (entre 1g et 350g) est de 52%. Il faut donc 5495 alevins de 1 g pour 1 tonne de poissons de 350g. Le surcoût par tonne lié aux alevins est donc de  $(5495 \times 0,2) - (5495 \times 0,07) = 714$  euros/tonne.

#### Aliment

L'aliment est importé car il n'existe pas d'aliment extrudé à la Réunion. Le producteur local d'aliment s'est spécialisé initialement dans l'aliment crevette pour la filière de production à Madagascar et ne possède pas de machine à extruder. Il produit un aliment qui coule, peu adapté au Tilapia.

Le coût de base de l'aliment est le même en Europe continentale et à la Réunion. Le coût de l'aliment « Tilapia » est de 1,02 euros/kg. Le taux de conversion du Tilapia à la Réunion est de 2. Pour une production de 6 tonnes de poissons par an il faut donc 12 tonnes d'aliment.

Le coût total de l'aliment au départ de l'usine est de :  $(1,02 \times 12\ 000) = 12\ 240$  euros

Auquel il faut rajouter pour la Réunion :

- Au coût de transport: 320 euros/tonne (facture de l'importateur) – en métropole le transport par route a été estimé à 10% de la valeur du produit soit 124 euros la tonne ;
- Coût de stockage : 49 centimes par m3 (600 kg) et par jour (facture). Pour 12 tonnes d'aliment et 180 jours de stockage (6 mois) on a donc :  $0,49 \times 180 \times 10 = 882$  euros. Ce coût est considéré nul en métropole car le producteur est livré à la demande.
- Immobilisation financière du stock d'aliment calculée sur 6 mois. Elle correspond au montant des intérêts (5,54%) sur la somme immobilisée sur 6 mois  $(12240 / 2) : ((12240/2) \times 5,54\%) = 339$  euros. Ce coût est nul en Europe continentale.

En Europe continentale seul le coût de transport est pris en compte pour 102 euros/tonne (10% du prix du produit en transport routier).

- Coût total de l'aliment à la Réunion

$$(1,02 \times 12\ 000) + (320 \times 12) + 882 + 339 = 17\ 268 \text{ euros soit } A = 2,878 \text{ €/kg}$$

- Coût total de l'aliment en Europe continentale :

$$12\ 240 + (102 \times 12) = 13\ 464 \text{ euros soit } B = 13464/6000 = 2,244 \text{ €/kg}$$

$$C = B - A = 2,878 - 2,244 = 0,634 \text{ €/kg}$$



## Entretien (y compris phytosanitaires)

### Produits d'entretien et phytosanitaires

Ces coûts sont estimés par les producteurs sur la base de leur consommation annuelle à 1368,21 euros, soit 228 euros par tonne de poissons produite. Les produits utilisés sont l'acide peracétique et l'eau de javel pour le nettoyage des bassins et installations, et l'oxytétracycline et le shotaflo en traitement curatif. Les coûts pour des consommations équivalentes en métropole sont estimés à 1406,53 euros.

	quantité	Coût Réunion	Coût métropole	Références
Oxytétracycline	10 kg/an	337,14	219,08	Devis
Shotaflo	250 ml/an	191,43	95,50	Devis
Arvo21	80 l/an	372,24	394,20	<a href="http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1">http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1</a> <a href="http://www.hyprodis.fr/A-4424-nettoyant-desinfectant-liquide-sans-rincage-en-milieu-industriel-arvo-21-sr.aspx">www.hyprodis.fr/A-4424-nettoyant-desinfectant-liquide-sans-rincage-en-milieu-industriel-arvo-21-sr.aspx</a>
Arvoxy 2500	40 l/an	196,68	173,26	<a href="http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1">http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1</a>
Eau de javel	120 l/an	270,72	164,49	<a href="http://www.novalys-distribution.com/">http://www.novalys-distribution.com/</a>
TOTAL		1368,21	1046,53	321,68/6000=0,054 euros/kg
		0,23	0,174	

### Appui technique élevage et installations :

Il n'y a pas d'experts locaux spécialisés en parcours techniques et en installations aquacoles. Les producteurs font appel à une expertise extérieure pour les accompagner dans la mise en place de leurs parcours techniques de production et dans l'entretien de leurs installations. Les coûts identifiés sont ceux liés aux missions de l'expert (billets d'avion, frais d'hébergement et de bouche) qui vient trois fois par an à la Réunion.

### **Télécommunications**

Comparaison de deux offres de prix d'un même fournisseur à la Réunion et en métropole. Base d'un forfait téléphonique illimité avec 2 ou 3 Go/mois.

Coût annuel abonnement GSM la Réunion : 69 € x 12 = 828 €

Coût abonnement internet à la Réunion 29,9 x 12 = 359 €

Coût annuel abonnement GSM métropole : 30 € x 12 = 360 €

Coût annuel abonnement internet métropole : 20 € x 12 = 240 €

$C = B - A = (828 + 359) - (360 + 240) = 0,1 \text{ €/kg}$ .

### **Pertes liées aux contraintes spécifiques à l'outremer.**

Pertes de poissons liées au débordement des bassins ou à la mauvaise qualité des eaux pendant un cyclone. Ce coût est aléatoire en fonction des années et de la fréquence et de l'intensité des événements. Il est estimé par les aquaculteurs à 1% de la production pour le tilapia, soit  $5\% \times 6000 = 300$  kg pour la totalité de la production, soit une perte de 50 kg par tonne. Le Tilapia est vendu à 8 euros le kilogramme aux GMS. La perte et donc le surcoût à la Réunion est donc de **400 euros par tonne**.

### **Fermage**

La pisciculture de Tilapia se pratique en bassins construits généralement sur des terrains agricoles. Le différentiel a donc été calculé sur le coût d'affermage en métropole et à la Réunion. La surface nécessaire pour produire 6 tonnes de Tilapia par an est de 1 Ha.

Le prix d'affermage est de 510 euros/Ha/an à la Réunion (85 euros/tonne)

Le prix d'affermage est de 150 euros/Ha/an en métropole (25 euros/tonne)

Le surcoût d'affermage à la Réunion est donc de **60 euros / tonne**.

## ANNEXE 2

### Note technique sur les calculs des surcoûts à la production aquacole de Truite à la Réunion

#### Aquaculture de Truite :

Hypothèse de départ : 6 tonnes de production annuelle par exploitation.

#### **Alevins :**

Il n'y a pas d'alevins vésiculés disponibles à la Réunion. Les producteurs importent les alevins de métropole.

Le coût d'un alevin départ métropole est de 0,02 €.

Une truite est vendue à 250 g, il faut donc 4000 poissons pour faire une tonne, soit 24 000 poissons pour 6 tonnes de production.

Les surcoûts sont liés :

- au coût du transport
- à la surmortalité des larves pendant le transport :
  - 25% de mortalité à la Réunion (transport en avion de 11h+temps d'approche)
  - 5% de mortalité en métropole (transport routier plus court et moins pénalisant).
- A la surmortalité pendant l'élevage :
  - A la Réunion la mortalité pendant l'élevage est de 50% en raison de températures plus élevées qui stressent les poissons
  - En métropole la mortalité pendant l'élevage est estimée à 35%.

#### Coût des alevins pour une tonne de production à la Réunion :

Nombre d'alevins pour une unité de production :

$$24\,000/0,75/0,5 = 64\,000 \text{ alevins}$$

Le coût de transport aérien est de 1200 euros à la Réunion. Le coût de transport routier entre l'écloserie et le producteur (métropole) et entre l'écloserie et l'aéroport (réunion) sont considérés comme identiques.

$$\text{Coût alevin Réunion } [0,02 \times (24\,000/0,75/0,5)] + 1200 = 2\,480 \text{ euros soit } \mathbf{414 \text{ €/tonne soit}}$$

$$\mathbf{A = 0,414 \text{ €/kg}}$$

#### Coût des alevins pour une tonne de production en métropole :

Nombre d'alevins pour une unité de production en métropole :

$$24\,000/0,95/0,65 = 38\,900 \text{ alevins}$$

$$\text{Coût alevins métropole } 0,02 \times (24\,000/0,95/0,65) = 777,32 \text{ euros pour 6 tonnes, } \mathbf{130 \text{ €/tonne, soit}}$$

$$\mathbf{B = 0,13 \text{ €/kg}}$$

Le surcoût des alevins par kg de poisson produite est donc  $\mathbf{C = 0,414 - 0,13 = 0,284 \text{ €/kg.}}$

#### **Aliment**

L'aliment est importé car il n'existe pas d'aliment extrudé à la Réunion. Le producteur local s'est spécialisé dans l'aliment crevette (non flottant) et n'a donc pas encore investi dans une machine à extruder. Le coût de base de l'aliment « truite » est de 2 euros/kg en Europe continentale et à la Réunion.

#### Coût à La Réunion

Le coût de base de l'aliment « truite » est de 2 euros/kg comme en métropole.

Il faut rajouter les coûts suivants :

- Le transport maritime (0,4 €/kg).
- Un indice de conversion économique plus faible que les standards métropolitains en raison d'un taux de conversion biologique plus faible et d'une surmortalité pendant le grossissement.

Le taux de conversion est de 1,5 à la Réunion contre 1,4 en métropole. La quantité d'aliment nécessaire pour produire 6 tonnes est de 8,4 tonnes en métropole contre 9 tonnes à la Réunion (+0,6 tonnes).

L'écart de mortalité pendant la phase d'élevage est de 15% (50% à la Réunion, contre 35% en métropole). Cet écart de mortalité nécessite de mettre en élevage 11 077 alevins de plus à la Réunion (48 000 – 36 923). En appliquant un poids moyen de 125 g (au milieu de l'élevage) aux 11 077 alevins qui n'arriveront pas au poids de vente cela génère une consommation supplémentaire d'aliment de :

$$11\,077 \times 0,125 \times 1,5 = 2,076 \text{ tonnes}$$

Coût total aliment Réunion = [(production x indice de conversion Réunion)+consommation liée à surmortalité grossissement)]x(coût aliment +coût transport)

$$\text{Soit } [(6000 \times 1,5) + 2,076] \times (2+0,4) = \underline{26\,582 \text{ €}}$$

- L'immobilisation financière liée à l'importation d'un container entier. Le surcoût correspond aux taux d'intérêt liés à l'avance de trésorerie pour la commande de l'aliment. Il a été calculé sur 6 mois avec un taux d'intérêt de 5,54% pour une valeur de stock de 5,5 tonnes :

$$= (26\,582 \times 0,0554)/2 = \underline{736 \text{ €}}$$

- Les frais de stockage : 6 mois de stockage : 0,5 euros/m<sup>3</sup>/jour. 600 kg d'aliment/m<sup>3</sup>

$$= 11000/2/600 \times 0,5 \times 180 = \underline{825 \text{ €}}$$

- La Perte de marchandise (dlc dépassée, altération liée à l'humidité) : estimé à 2% de la quantité d'aliment sur 6 mois.

$$= (26\,582 / 2) \times 0,02 = \underline{266 \text{ €}}$$

Coût aliment Réunion : A = [(production x indice de conversion Réunion)+consommation liée à surmortalité grossissement)]x(coût aliment +coût transport) + immobilisation financière + frais de stockage + pertes

$$A = 26\,582 + 736 + 825 + 266 = 28\,409 \text{ € pour } 6000 \text{ kg soit}$$

$$\mathbf{A = 4,73 \text{ euros/kg}}$$

#### Coût en métropole

Le coût de l'aliment est de 2 €/kg auquel il faut ajouter le transport routier (0,1 €/kg). Le taux de conversion est de 1,4.

Coût de l'aliment = (production x indice de conversion) x (coût aliment+coût transport)

$$\text{Soit : } (2+0,1) \times (1,4 \times 6000) = 17\,640 \text{ € pour } 6 \text{ tonnes soit}$$

**B = 2,94 €/kg**

**Surcoût aliment : C = A-B = 1,79 €/kg**

### **Entretien (y compris phytosanitaires)**

#### Produits d'entretien et phytosanitaires

Ces coûts sont estimés par les producteurs sur la base de leur consommation annuelle à 1368,21 euros, soit 228 euros par tonne de poissons produite. Les produits utilisés sont l'acide peracétique et l'eau de javel pour le nettoyage des bassins et installations, et l'oxytétracycline et le shotaflor en traitement curatif. Les coûts pour des consommations équivalentes en métropole sont estimés à 1406,53 euros.

	quantité	Coût Réunion	Coût métropole	Références
Oxytétracycline	10 kg/an	337,14	219,08	Devis
Shotaflor	250 ml/an	191,43	95,50	Devis
Arvo21	80 l/an	372,24	394,20	<a href="http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1">http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1</a> <a href="http://www.hyprodis.fr/A-4424-nettoyant-desinfectant-liquide-sans-rincage-en-milieu-industriel-arvo-21-sr.aspx">www.hyprodis.fr/A-4424-nettoyant-desinfectant-liquide-sans-rincage-en-milieu-industriel-arvo-21-sr.aspx</a>
Arvoxy 2500	40 l/an	196,68	173,26	<a href="http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1">http://www.novalys-distribution.com/boutique/options.asp?CATEGORIE=1</a>
Eau de javel	120 l/an	270,72	164,49	<a href="http://www.novalys-distribution.com/">http://www.novalys-distribution.com/</a>
TOTAL		1368,21	1046,53	321,68/6000=0,054 euros/kg
		0,23	0,174	

### **Télécommunications**

Comparaison de deux offres de prix d'un même fournisseur à la Réunion et en métropole. Base d'un forfait téléphonique illimité avec 2 ou 3 Go/mois.

Coût annuel abonnement GSM la Réunion : 69 € x 12 = 828 €

Coût abonnement internet à la Réunion 29,9 x 12 = 359 €

Coût annuel abonnement GSM métropole : 30 € x 12 = 360 €

Coût annuel abonnement internet métropole : 20 € x 12 = 240 €

C = B- A = (828+359) – (360+240) = 0,1 €/kg.

## **Fermage**

La pisciculture de Truite se pratique dans des raceways construits sur des biefs en dérivation d'un cours d'eau. L'emprise de l'exploitation représente 1 ha. Le différentiel a été calculé sur le coût d'affermage en métropole et à la Réunion.

Le prix d'affermage est de 510 euros/Ha/an à la Réunion (85 euros/tonne)

Le prix d'affermage est de 150 euros/Ha/an en métropole (25 euros/tonne)

Le surcoût d'affermage à la Réunion est donc de **60 euros / tonne**.



## ANNEXE 2

### Note technique sur les calculs des surcoûts à la production d'algues (spiruline) à La Réunion

#### Aquaculture de spiruline :

Hypothèse de départ : 3000 kg de production annuelle de spiruline fraîche par exploitation. La spiruline est ensuite séchée pour être commercialisée sous formes de paillettes séchées. 1 kg de spiruline fraîche fournit 0,1 kg de spiruline séchée.

#### **Sels minéraux :**

Intrants spécifiques à une filière artisanale de production de spiruline, ils sont importés en petites quantités.

#### Coûts à la Réunion

Sels minéraux	Prix au kg des intrants	Coût des intrants par Kg de spiruline
Bicarbonate de sodium	0,90 €	0,614 €
Chlorure de sodium	0,28 €	0,017 €
Nitrate de potassium	1,14 €	0,154 €
Sulfate de potassium	0,87 €	0,015 €
Phosphate monopotassique	1,71 €	0,013 €
Sulfate de magnésium	0,43 €	0,003 €
Urée	0,85 €	0,017 €
Chaux éteinte	0,86 €	0,001 €
Fer chélaté 13 %	11,49 €	0,016 €
<b>Total</b>		<b>A = 0,849 €</b>

Données : Société Stana, contrôlé par l'ARDA

#### Coûts en métropole

Sels minéraux	Prix au kg des intrants	Coût des intrants par Kg de spiruline
Bicarbonate de sodium	0,57 €	0,389 €
Chlorure de sodium	0,22 €	0,013 €
Nitrate de potassium	- €	- €
Sulfate de potassium	0,90 €	0,015 €
Phosphate monopotassique	1,71 €	0,006 €
Sulfate de magnésium	0,40 €	0,003 €
Urée	0,90 €	0,018 €
Chaux éteinte	- €	- €
Fer chélaté 13 %		0,032 €
<b>Total</b>		<b>B = 0,476 €</b>

Données : Spiruliniers de France, contrôlé par CFPPA de Hyères

**Le surcoût C = A – B = 0,849 – 0,476 = 0,373 €/kg de spiruline fraîche.**

**Emballage :**

La spiruline est actuellement commercialisée en paillette dans des emballages spécifiques qui ne sont pas produits à la Réunion. Pour la filière artisanale de production de spiruline à la Réunion, les emballages sont importés en petite quantité à la demande. Un sachet contient 80 g de spiruline séchée soit l'équivalent de 800 g de spiruline fraîche.

Coût à la Réunion :

Conditionnement	Prix unitaire	Coût des intrants par Kg de spiruline
Emballage sachet 80 g	0,70 €	
Etiquette sachet 80 g	0,65 €	
<b>Total</b>	<b>1,35 €</b>	<b>A = 1,35/0,8=1,6875 €/kg</b>

Données : Société Stana, contrôlé par l'ARDA

Coût en métropole :

Conditionnement	Prix au kg des intrants	Coût des intrants par Kg de spiruline
Emballage sachet 80 g	0,40 €	
Etiquette sachet 80 g	0,30 €	
<b>Total</b>	<b>0,7 €</b>	<b>B = 0,7/0,8 = 0,875 €/kg</b>

Données : Spiruliniers de France, contrôlé par CFPPA de Hyères

**Surcoût C = A – B = 1,6875 – 0,875 = 0,8125 €**



- 1 3710/1600000
- 2 Hors flotte australe dans les terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Cette donnée ne tient également pas compte des thoniers senners de la SAPMER qui exerce en océan indien sans toucher ni retombée économiques sur le territoire de La Réunion.
- 3 Source CTOI ([www.iotc.org](http://www.iotc.org))
- 4 Alain Fonteneau, 1992
- 5 Fréon and Dagorn, 2000
- 6 <http://fads2011.sciencesconf.org>
- 7 Hallier et Gaertner, 2008 ; Jacquemet et al., 2011
- 8 Ces navires, dont l'exploitation n'apporte aucune retombée économique sur le territoire de La Réunion, ne relève pas de l'interprofession de la pêche et de l'aquaculture. Ils ne bénéficieront pas des mesures d'aides rattachées au plan de compensation des surcoûts.
- 9 Hors poissonneries intégrées aux enseignes de grande distribution
- 10 Données Météo France, 2012-2013
- 11 Source : IEDOM – observatoire des tarifs bancaires
- 12 *El Niño* est une conséquence régionale d'une perturbation dans la [circulation atmosphérique](#) générale entre les pôles et l'équateur. Son apparition déplace les zones de précipitations vers l'Est et empêche la [remontée d'eau](#) froide le long des côtes, ce qui coupe la source de nutriments pour la faune de ces eaux et nuit considérablement à l'industrie de la pêche<sup>1</sup>. Sans que l'on soit encore capable d'expliquer toutes les relations physiques, *El Niño* fait partie des anomalies dans la circulation qui peuvent dérouter les cyclones tropicaux de leurs routes habituelles, déplacer les zones de précipitations et de sécheresse ainsi que changer localement le niveau de la mer par le changement de la pression moyenne.
- 13 F : frais ; C : congelé ; T : transformé
- 14 Centre d'études et de prospective – n°31 – juin 2011 : Les organisations interprofessionnelles : un outil répandu de gestion des filières.